

N°26

AVR.

2013

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.26 LE GRAND ENTRETIEN

LE DROIT À
L'INFORMATION
EST LE PILIER DE
LA DÉMOCRATIE

Jean-François Téaldi

P.32 MOUVEMENT RÉEL

LA « DÉMOCRATIE
POUR LE PEUPLE
DES SEIGNEURS »
ENTRE PASSÉ ET
PRÉSENT

Domenico Losurdo

P.34 HISTOIRE

AUX ORIGINES
DU MODÈLE
MARSEILLAIS,
ÉCHANGES ET
CULTURE

Monique Clavel-Lévêque



LA REVUE DU
PROJET

► P.6 LE DOSSIER

À LA CONQUÊTE
D'UNE NOUVELLE

CONSCIENCE
DE CLASSE

Parti communiste français



Emparez-vous de
La Revue du projet
Abonnez-vous
Abonnez autour
de vous !

Réagissez aux
articles, exposez
votre point de vue.
Écrivez à
revue@pcf.fr

SOMMAIRE

2

4 POÉSIES

Francis Combes Redécouvrir Neruda

5 REGARD

Nicolas Dutent L'une et l'autre

6 ▶ 23 LE DOSSIER

À LA CONQUÊTE D'UNE NOUVELLE
CONSCIENCE DE CLASSE

Édito : **Véronique Sandoval** et **Alain Vermeersch**

Le projet au cœur des luttes

Josette Lefèvre De l'origine du mot classe

Vincent de Gaulejac De l'éclatement des classes
sociales à la lutte des places

Sabine Fortino Enjeux de genre, enjeux de classe

Mylène Calà, Marion Guenot, Nicolas Strauss

Conjuguer la jeunesse à la voie révolution-
naire ?

Paul Bouffartigue Une lutte des classes sans
« classe ouvrière » ?

André Narritsens Retour sur l'affirmation de la
conscience de classe

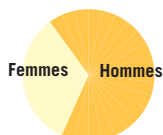
Isabelle Garo Luttés de classe et politique

Maryse Dumas Rendre au travail ses libertés et
son pouvoir d'agir !

Jean Magniadas Les mystifications pour décon-
struire la conscience de classe

Jean Lojkine Le nouvel enjeu autogestionnaire

Elisabeth Gauthier



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.
Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier
pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme
indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans
la revue.

Construire un nouveau bloc historique

Armando Fernandez Steinke

Le mouvement 15-M en Espagne

Jacques Bidet Classe et conscience de classe

Serge Wolikow Les classes et la stratégie du PCF

Patrice Cohen-Seat De l'utilité d'un projet

Michel Rizzi Le travail au centre

du projet communiste

24 FORUM DES LECTEURS

26 ▶ 29 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Jean-François Téaldi Le droit à l'information est
le pilier de la démocratie

BRÈVES DE SECTEUR

Nicolas Bonnet Sport - Le pari du sport

Stéphane Bonnery Éducation - Réorienter la loi
de façon progressiste

Gilles Garnier Europe - De bonnes et de mau-
vaises nouvelles

30 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff *Occupy Wall Street*

Remarques sur la révolte des 99 %

32 MOUVEMENT RÉEL

Domenico Losurdo La « démocratie pour le peu-
ple des seigneurs » entre passé et présent

34 HISTOIRE

Monique Clavel-Lévêque Aux origines du modèle
marseillais, échanges et culture (VI^e-I^{er} siècle
avant notre ère)

36 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Jean Tricart Critique des concepts géomorpho-
logiques classiques

38 SCIENCES

Léo Coutellec Doit-on repenser la science ?

40 SONDAGES

Gérard Streiff On fait confiance aux proches

41 STATISTIQUES

Michaël Grand

La pauvreté reste l'affaire des villes

42 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch L'accord Medef-CFDT adopté
par les médias

44 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• **LIRE** : Juliette Farjat et Victor Thimonier,
Critique de La Zone du dehors

• Enzo Traverso, *Où sont passés les intellec-
tuels ? Conversations avec Régis Meyran*.

• Yvon Quiniou, *Retour à Marx, Pour une
société post-capitaliste*

• Jacques R. Pauwels, *Big business avec Hitler*.

• *Transform !*, n° 11

• « Comprendre la physique quantique » *Les
Dossiers clés de la science*, n°3

• « Décoloniser les savoirs », *Mouvements*, n° 72.



CHANGER D'ÉCHELLE

Is ont osé. La violence de l'attaque lancée par la *Troïka*, FMI, BCE et Commission européenne réunis, contre le peuple chypriote a été ressentie comme un électrochoc par des millions d'Européens. Chacun a compris que si un tel racket sur les comptes bancaires des Chypriotes était permis, tout devenait possible dans cette fuite en avant capitaliste qui cherche depuis quatre ans à faire payer l'addition bancaire de la faille du système aux travailleurs de l'Union européenne. Chacun a compris que, si rien ne les arrêtaient, ils poursuivraient leur folle entreprise, quitte à plonger des dizaines de millions d'Européens supplémentaires dans le chômage et la pauvreté, au prix de la démocratie s'il le fallait. Le bras de fer se poursuit. Notre solidarité est acquise aux démocrates chypriotes, car ce combat est le nôtre, il est celui de tous les Européens. L'Europe ne sortira plus de sa crise tant que n'émergeront pas, et le projet d'une nouvelle Union européenne totalement refondée, et les forces solidaires et convergentes pour le porter. Nous y travaillons, mais notre effort doit maintenant changer d'échelle. Changer d'échelle dans la qualité et la portée de nos solutions ; changer d'échelle dans l'ampleur des rassemblements autour de ces solutions ; changer d'échelle dans le niveau de l'implication citoyenne pour construire les unes et les autres. Tout cela devient un impératif si nous ne voulons pas voir la crise emporter nos sociétés vers le chaos social et politique. Ce qui est vrai de l'Europe,

l'est dans bien d'autres domaines, où sont chaque jour révélées les impasses civilisationnelles dans lesquelles nous enfonce la crise du système. Le scandale de la viande de cheval dans les plats préparés en est un autre exemple. Le fric pourrait tout, jusqu'au contenu de nos assiettes. L'alimentation devient un enjeu de civilisation, culturel, économique, éthique. En tout et par tout, l'avenir de l'humanité va maintenant se trouver questionné.

Nous avons ainsi mille fois raison de relancer, comme l'a décidé le congrès du Parti communiste début février, notre travail politique et théorique pour construire les chemins d'une nouvelle ambition de civilisation, d'un projet d'émancipation humaine capable de sortir l'humanité de la crise historique traversée par le capitalisme mondialisé et de relever les défis d'une humanité de partage dans le XXI^e siècle. C'est dans ce travail qu'à sa manière *La Revue du projet* et son équipe sont engagées depuis maintenant plus de deux ans.

La Parti communiste redéploie pour cela l'ensemble de ses forces de travail avec trois objectifs.

Le premier consiste à toujours articuler les réponses d'actualité qu'il convient d'opposer aux urgences devant lesquelles l'aggravation de la crise ne cesse de nous plonger, au nécessaire travail d'anticipation et d'élaboration sur les innovations sociales, sociétales, démocratiques

qu'il convient de construire pour permettre à la société tout entière de se rassembler en se projetant vers un avenir solidaire et durable.

Le second est de se donner les moyens d'une implication militante beaucoup plus large de l'ensemble de l'intellectuel communiste. Nos forces grandissent à nouveau mais elles sont insuffisamment mobilisées dans ce travail de pensée. Et elles doivent gagner en transversalité pour favoriser la confrontation d'idées qui fera grandir notre projet en cohérence. Nous disposons pour y parvenir d'un atout qui reste une originalité majeure : une force politique indissociablement ancrée dans le travail militant de terrain et dans le travail intellectuel.

Le troisième objectif est de contribuer à lever autour de cette ambition de projet émancipateur une mobilisation de la société tout entière. Des forces immenses sont partout au travail, en recherche, pour une société du partage, pour réinventer les chemins de l'émancipation humaine du XXI^e siècle hors de ceux qui ont échoué au siècle passé. Nous avons changé d'époque. C'est en ce sens que notre congrès a parlé de « communisme de nouvelle génération » pour nommer cette ambition refondatrice. Qu'importe que d'autres la nomment différemment, avec d'autres mots, avec d'autres idées. C'est avec tous que nous voulons lever le mouvement d'appropriation citoyenne de ces nouveaux processus révolutionnaires. ■

Redécouvrir Neruda

On croit connaître Pablo Neruda, mais tout grand poète est toujours à redécouvrir. Lui-même ne cessait de renâtrer à chaque poème qu'il écrivait. « Né pour naître », disait-il... Sa vie, bien sûr, est maintenant fixée dans les pages de ses livres, mais à relire ses poèmes (et tous les bons poètes sont des poètes à relire) on découvre dans la prolifération de ses images toujours le reflet d'une expérience vécue ou une idée nouvelle qui nous avait échappé. Il faut dire qu'en une vie bien remplie, Neruda aura vécu plusieurs vies. Il est né le 12 juillet 1904 à Parral et est mort le 23 septembre 1973, à Santiago, treize jours après le coup d'Etat de Pinochet. Il a d'abord été un enfant rêveur dans le sud du Chili, la région de la Frontière, puis un étudiant et un poète familiale à Santiago, toujours habillé de noir (à la mode des vrais poètes du siècle précédent), un jeune consul intrigué par l'Orient à Ceylan, Singapour ou Batavia. Il fut ensuite un poète engagé aux côtés des républicains espagnols, un sénateur communiste élu par les mineurs du salpêtre, un poète en exil traversant les Andes à cheval avec le manuscrit du *Chant général* dans ses sacoches, un prix Nobel à Paris, un militant de la paix, un amoureux souvent, un amoureux toujours et toujours le chantre de sa terre, de sa mer, de son continent. Neruda ne se laisse pas enfermer facilement dans une image arrêtée. Il est le mélancolique inguérissable qui se révèle un combattant joyeux, sans cesser jamais d'être un poète automnal. Il est l'homme des profondes forêts, et des pluies australes, le poète obscur et tellurique qui

cherche la clarté, l'auteur des *Résidences crépusculaires* en même temps que celui des *Odes élémentaires*, le solitaire qui devient solidaire, l'orfèvre de la langue qui devient communiste et dont la poésie prend partie pour les luttes du peuple.

Dans son « Testament d'automne », dernier poème du recueil *Vaguedivague*, il commence par affirmer : « Entre mourir et ne pas mourir j'ai pris parti pour la guitare ».

Et il conclut :

« J'ai laissé ici mon témoignage / ma vogaute vague-divague / afin qu'en la lisant beaucoup / personne ne puisse rien apprendre, si ce n'est le mouvement perpétuel d'un homme clair et confondu, / d'un homme pluvieux et joyeux, / énergique et automnal. »

Son dernier livre paru en français, *Les Cahiers de Temuco*, nous présente un Neruda nouveau. Il réunit ses poèmes de jeunesse, quand il ne s'appelait pas encore Neruda mais Neftali Ricardo Reyes Basoalto. On peut y lire l'influence des symbolistes français, le spleen de l'adolescent, mais aussi déjà l'exceptionnelle fécondité du verbe. Et une forme de présience. Alors que le jeune homme n'a pas encore de conscience politique ni d'expérience poétique, à seize

ans, il déclare « Mon œuvre est fichue, car je n'ai pas été capable de parler des simples gens que je croise tous les jours dans la rue ». Comme s'il pressentait déjà ce qu'il lui faudrait acquérir pour devenir un jour le grand poète qu'il deviendra bientôt.

Paysanne

*Au milieu des sillons de ton corps si brun
Est une grappe arrivant à la terre.
Baisse tes yeux et regarde tes seins,
Ce sont deux graines aveugles et amères.*

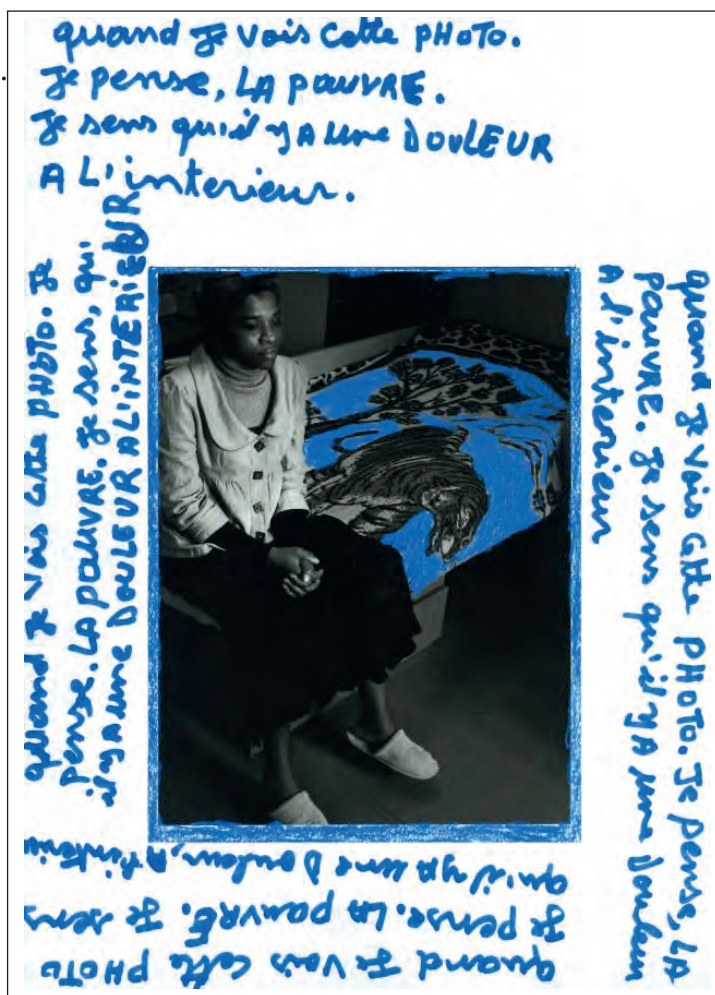
*Ta chair est terre qui se fera mûre lorsque
L'automne te tendra les mains
Et le sillon, devenu sépulture
Tremblera, tremblera comme un être humain*

*En recevant ta chair et ton squelette,
Roses de pulpe et roses de chaux
Humides du ravissement
D'être aussi pures que le cristal.*

*Ton corps prendra-t-il un jour le plein sens
D'une expression ? Je ne le sais !
Baisse les yeux et regarde tes seins,
Toi qui n'es pas certaine de fleurir !*

(Les Cahiers de Temuco,
Éditions Le Temps des Cerises,
traduction de Claude Couffon)

FRANCIS COMBES



L'une et l'autre

La galerie Fait et cause, spécialisée dans la photographie à caractère social, présente le travail de quinze femmes qui ont participé à des ateliers, animés par l'artiste Sarah Moon, le réalisateur José Chidlovsky et des membres du collectif « Tendance Floue » comme Flore-Ael-Surun.

Célébrant à sa manière, éducative et pédagogique, la journée internationale des droits de la femme, le projet « L'une et l'autre » est la volonté des associations 100 Voix ! et Pour que l'esprit vive. La première (qui est une initiative de l'association Aurore reconnue d'utilité publique) œuvre pour l'apprentissage du récit par l'image à destination d'un public en situation d'exclusion et de précarité, la seconde s'emploie à développer et consolider la fonction « sociale et civique » de l'art. La redécouverte de soi passe ici par la réflexion de sa douleur et la projection, timide mais assurée, d'une dignité retrouvée. Carnets et choix de sujets et épreuves photographiques nous montrent comment ces femmes, en s'exposant au regard de l'autre, se « risquent » et parviennent, ce faisant, à dominer ce droit à être : d'user de la parole et de l'image pour à la fois se raconter elles-mêmes et interroger à leur tour le réel.

Pour gagner cette indépendance, elles ont bénéficié d'une formation à la prise de vue et de prêts de matériel. Cette métamorphose, dont elles rendent compte de manière fragmentée et parfois onirique, consiste à briser un insolent silence : manifester au monde à la fois ses blessures et un désir convergent et déterminé d'ailleurs.

Ce goût progressivement retrouvé de vivre est un cheminement, un récit pudique et prudent qui refuse les considérations béates. C'est l'histoire du temps qu'il faut pour reconquérir, pas à pas, au creux d'un mot ou d'un détail, une identité longtemps engouffrée dans le deuil, la solitude et différentes formes de violence (maladie, perte d'un enfant, viol, détention ou vie à la rue).

NICOLAS DUTENT

Exposition du 9 mars au 20 avril 2013

Individualisme, repli sur soi, perte de repères sociaux sont les objectifs de la lutte idéologique menée par la bourgeoisie. Ce dossier analyse les voies à emprunter pour élaborer collectivement un projet alternatif émancipateur rassemblant les dominés.



ÉDITO

LE PROJET AU CŒUR DES LUTTES

PAR VÉRONIQUE SANDOVAL
ET ALAIN VERMEERSCH*

Face à la véritable crise de civilisation que nous connaissons aujourd'hui et à laquelle nous a conduits l'imbrication d'une crise économique et sociale majeure, d'une crise écologique croissante et d'une régression de la vie démocratique, l'urgence de rompre avec le capitalisme apparaît aux yeux de beaucoup de nos concitoyens.

Elle se manifeste notamment au travers des luttes des salariés européens contre la tyrannie exercée par les actionnaires, contre leurs conditions d'emploi et de travail, mais aussi dans les mouvements populaires qui se développent partout dans le monde contre les politiques d'austérité imposées par la *troïka* (Commission européenne, Banque centrale européenne, FMI) ou le pillage impérialiste des richesses nationales, ou encore pour qu'enfin soient satisfaites les aspirations (notamment des jeunes et des femmes) à plus de démocratie.

La petite musique de la fin de l'Histoire n'est plus à l'ordre du jour et celle de la disparition de la lutte des classes n'est plus crédible. Pourtant, si, comme le soulignent la plupart de ceux qui ont contri-

bué à ce dossier, la guerre de classes est organisée sur tous les fronts par la classe dominante – la bourgeoisie financière internationale – la prise de conscience de leur place dans cette guerre de classes et de la nécessité de se rassembler, par-delà les divisions, pour s'opposer au pouvoir de ce véritable « mur de l'argent » ne va pas de soi.

Dans la construction de cette « conscience de classe », qui ne peut résulter, comme le dit Maryse Dumas, que « d'un processus combinant identification et intervention, luttes réactives et stratégies de transformation », et sans laquelle aucune véritable révolution citoyenne pour transformer profondément la société n'a de chance de se mettre en mouvement, le Parti communiste a un rôle déterminant à jouer au sein de la société française.

Il lui faut non seulement aider le mouvement social à identifier ses adversaires et dénoncer leurs stratégies, mais il faut riposter à la lutte idéologique de la bourgeoisie sur « le coût du travail trop élevé », « la responsabilité d'un code du travail trop contraignant sur le maintien d'un taux de chômage élevé », ou encore « des

dépenses publiques trop élevées qui iraient à l'encontre du développement de l'activité et de l'emploi (privé) »... et conquérir une nouvelle hégémonie culturelle.

Il lui faut, sans doute surtout, dépasser la crise du politique qui conduit à l'isolement des mouvements sociaux, et acquérir une nouvelle culture politique (Prenez le pouvoir) faisant advenir le peuple comme sujet politique central. Ceci en élaborant une nouvelle articulation entre mouvement social et politique dans la « co-construction » d'un projet de société alternatif, partant des aspirations et propositions du mouvement social (« la crise inscrit le projet et l'alternative au cœur des luttes »), prenant en compte les défis de civilisation à relever (respect de l'individualité, devenir de la planète...) et sur lequel le rassemblement des dominés puisse se faire, y compris à l'échelle européenne. ■

***Véronique Sandoval** est membre du comité exécutif national et du comité de pilotage du projet du PCF, en charge du travail et de l'emploi. **Alain Vermeersch** est responsable de la rubrique Revue des médias. Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

DE L'ORIGINE DU MOT « CLASSE »

La première attestation de l'usage moderne de classe en économie politique date de 1766.

PAR JOSETTE LEFÈVRE*

Dès l'origine, « classe » (du latin *classis*: classe, groupe, catégorie), est un outil servant à diviser le peuple romain, selon un critère hiérarchique de naissance instituant des différenciations sociales entre patriciens et plébéiens, ou selon un critère de richesse pour calculer l'impôt (les patriciens sont divisés en cinq classes suivant le chiffre de leur fortune). En s'étendant à partir du XVI^e siècle au discours naturaliste, le terme gagne en scientificité, une classe peut être divisée en plusieurs sous-classes, et sa famille morphologique s'enrichit (*classifier*, XVI^e siècle, *classification*, 1752, *classer*, 1756, *classement*, 1784, *sous-classe*, 1809, *reclassement*, 1948). Le dictionnaire Trésor de la langue française, en donne la définition suivante : « Ensemble d'êtres ou d'objets réunis en raison des traits qui leur sont communs ». En l'absence de critères plus contraignants, les emplois se multiplient dans les domaines les plus divers : classe des mères, classe d'âge, classe de mots, 2^e classe, classe élémentaire... Pour ce qui concerne la vie sociale, le TLF ajoute : « Ensemble de personnes formant groupe en raison d'une certaine communauté de mœurs ou d'intérêts ». Dans « classe au XVIII^e siècle » (Mots n° 17), Marie-France Piguet complète l'analyse : « [...] mais c'est en plus une construction intellectuelle qui permet de rassembler sur des critères qui peuvent être redéfinis à chaque fois ; de ce fait, « classe » a un très grand pouvoir d'abstraction. La classe peut être réelle ou virtuelle, elle peut désigner des

ensembles constitués ou des ensembles à constituer ». Le mot « classe » comporte donc à la fois la division par hiérarchie, la répartition par similitude et le rassemblement selon l'objectif assigné.

CLASSE EN ÉCONOMIE POLITIQUE

C'est François Quesnay qui passe pour avoir fourni en 1766 la première attestation de l'usage moderne de « classe » en économie politique, où le critère de la division de la société en différentes classes est posé par l'observation de la place occupée dans la sphère économique : « La nation est réduite à trois classes de citoyens : la classe productive, la classe des propriétaires et la classe stérile. La classe productive est celle qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation [...]. La classe des propriétaires comprend le souverain, les possesseurs des terres et les décimateurs [...]. La classe stérile est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture. » Le théoricien du libéralisme économique, Adam Smith, poursuit dans *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) la réflexion plaçant le travail humain, notamment le travail dans l'industrie naissante, comme source première des richesses, la conceptualisation des classes sociales comme dépendant des fonctions remplies dans la production ou de la place occupée dans la circulation des richesses est reprise. Avec Saint-Simon (la classe industrielle, 1821) puis Marx, les classes ne sont plus de simples catégories abstraites, elles prennent corps avec la lutte qui oppose

une majorité d'exploités (le prolétariat) et une minorité d'exploiteurs. De l'analyse historique des rapports sociaux de production ressort l'antagonisme radical entre deux classes fondamentales : maîtres/esclaves; patriciens/plébéiens; seigneurs/serfs; propriétaires/fermiers; bourgeoisie/classe ouvrière. Karl Marx démontre que la lutte des classes en contribuant à l'avènement du nouveau est le moteur de l'histoire. Avec « guerre entre les classes » ce sont les expressions lutte de classe et lutte des classes qui se diffusent pendant la Révolution de 1848, c'est à cette époque que la lexie classes ouvrières (ou laborieuses) passe majoritairement au singulier. Dans l'analyse marxiste, la classe ouvrière est, par sa place dans la production de la plus-value capitaliste, la classe qui en luttant pour son émancipation libère la société tout entière. Pas de lutte de classe sans conscience de classe. Mais celle-ci n'est pas innée, et la domination idéologique de la classe au pouvoir présentée comme celle de la société tout entière occulte les rapports sociaux d'exploitation et ne ménage pas ses efforts pour brouiller la réalité sociale. La conscience de classe se forge à partir du vécu de situations concrètes et de luttes communes. Son niveau s'élève dans la bataille des idées, menée au moyen d'une panoplie lexicale qui donne chair à la vision antagonique de la société, créant les conditions du rassemblement de classe. ■

*Josette Lefèvre est sociolinguiste, ingénieur de recherche au CNRS.

Texte de Eric J. Hobsbawm uniquement disponible en version papier.

**Texte de Eric J. Hobsbawm uniquement
disponible en version papier.**

DE L'ÉCLATEMENT DES CLASSES SOCIALES À LA LUTTE DES PLACES

La lutte des places substitue la compétitivité à la lutte collective, l'individualisme aux solidarités familiales et sociales, la défense de l'intérêt individuel à la construction d'un monde commun.

PAR VINCENT DE GAULEJAC*

La reproduction sociale était une des caractéristiques de la société industrielle, dans laquelle l'origine sociale et l'appartenance de classe déterminaient les identités de chacun. Dans les sociétés

contemporaines soumises à la globalisation, aux pressions du capitalisme financier qui impose ses lois au monde du travail, la mobilité, l'instabilité des positions et la précarité des statuts deviennent la règle.

Dans ce contexte, il semble bien que la

lutte des places se substitue à la lutte des classes ; chaque individu est renvoyé à lui-même pour produire son existence sociale. Celle-ci ne dépend plus de l'identité héritée mais de sa capacité à se faire une place, à trouver un emploi, à s'insérer dans la société. Il ne s'agit donc plus de changer l'ordre des places mais de se faire une place dans l'ordre existant. Si la reproduction sociale est un facteur encore actif chez les classes dites « supérieures », elle touche moins les autres classes. Par contre, la mobilité, qu'elle soit choisie ou subie, touche les classes moyennes comme les classes populaires. Pour les classes dominées, la fluidité

sociale est largement due à la précarité de l'emploi.

Dans la société industrielle, l'intégration était possible grâce au travail. Chaque individu était ancré à une des strates « métier » de la société. La promotion sociale était assurée par l'obtention d'un diplôme ou l'ascension hiérarchique au sein de l'entreprise. Cette hiérarchisation était un facteur d'aspiration du bas vers le haut. Dans les sociétés hypermodernes, le travail canalise les finalités de l'existence sur la carrière, la promotion individuelle, l'avancement au mérite et laisse de côté les idéaux d'égalité, de justice, de partage de richesse entre les différentes classes.

ÉCLATEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

D'après Michel Verret, la classe ouvrière est éclatée en trois pôles, promotionnel, traditionnel et en perdition. Le premier, qualifié de promotionnel, concerne tous ceux qui sont devenus techniciens, agents de maîtrise, cadres, ou ont investi d'autres métiers qui les assimilent aux classes moyennes. Le second concerne les ouvriers « fiers et rebelles », dit Michel Verret, qui ont une conscience de classe chevillée au cœur, et forment les quelques bastions qui résistent aux fermetures d'usines et à la déterritorialisation de l'économie de production. Le troisième concerne tous ceux qui basculent dans la précarité, le chômage de longue durée et l'exclusion. Fatigués, humiliés par les licenciements et fermetures d'usines, les exclus du système sont en errance et les rescapés culpabilisent d'avoir survécu. Seul le pôle traditionnel tente, malgré tout, de garder les

valeurs de la classe ouvrière : la fierté du combat, la solidarité dans l'épreuve, l'espérance dans la lutte pour améliorer les conditions d'existence de tous.

CONSCIENCE DE CLASSE DE LA GRANDE BOURGEOISIE

Pour Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot, la grande bourgeoisie est la seule classe à avoir encore une réelle conscience de classe. Elle est restée consciente de sa position et a survécu à son éclatement en trois pôles : un pôle dynamique qui rejoint l'hyper bourgeoisie mondialisée celle qui

“ Dans les sociétés hypermodernes, le travail canalise les finalités de l'existence sur la carrière, la promotion individuelle, l'avancement au mérite et laisse de côté les idéaux d'égalité, de justice, de partage de richesse entre les différentes classes. ”

est au cœur du capitalisme financier ; un pôle traditionnel, qui cherche à maintenir son statut en renouvelant vaille que vaille, son capital économique, son capital social et son capital culturel. Il investit tout particulièrement la carrière scolaire des enfants pour leur permettre d'affronter la lutte des places dans les meilleures conditions ; enfin un pôle en déchéance, moins visible, qui tente de s'accrocher à son statut d'origine. Jusque dans les années quatre-vingt, les cadres bénéficiaient d'un effet cliquet. C'est dire que tous ceux qui occupaient

cette position étaient assurés de s'y maintenir. La régression sociale n'existait pratiquement pas. Depuis ces années « glorieuses », les carrières menées par les cadres ne sont plus aussi sereines. Eux aussi sont menacés. Leurs trajectoires sont en dents de scies avec des hauts et des bas.

La mondialisation produit un monde chaotique, un monde où la crise est devenue permanente, où l'insécurité sociale s'accroît, où les places de chacun ne sont plus assurées. La gestion à court terme fait perdre la vision du long terme. La violence de la lutte des places fait perdre la solidarité de classe. Il faut être un « gagnant » et tous les coups sont permis pour y arriver.

L'analyse marxiste donnait un cadre théorique et pratique à la lutte des classes. Comme « moteur de l'histoire », elle devait permettre une révolution des rapports sociaux par la construction d'un monde plus juste et solidaire. La lutte des places substitue la compétitivité à la lutte collective, l'individualisme aux solidarités familiales et sociales, la défense de l'intérêt individuel à la construction d'un monde commun. Il convient donc de retrouver une espérance nouvelle pour construire une société plus fraternelle, égalitaire et conviviale. ■

*Vincent de Gaulejac est sociologue. Il est professeur à l'université Paris-Diderot.

.....
Réagissez à ce dossier
contactez-nous !
revue@pcf.fr

ENJEUX DE GENRE, ENJEUX DE CLASSE

L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail a favorisé une tension voire une opposition de classe entre les femmes elles-mêmes.

PAR SABINE FORTINO*

Aujourd'hui, près d'un actif sur deux, en France, est une femme (47 %). Les salariées ne constituent donc plus un groupe minoritaire mais une composante essentielle de la population active, au même titre que les hommes.

L'accès libre à la contraception (1969) et à l'avortement (1975) ont rendu possible

une insertion professionnelle féminine massive et surtout moins conditionnée par les maternités. Désormais, la grande majorité des femmes, mères d'un et même deux enfants, n'interrompent plus leur carrière pour élever les enfants. Elles s'emploient à articuler leur statut domestique/familial et leur statut de salariée, sans renoncer à aucun. Loin de les y aider, les entreprises leur imposent souvent le travail à temps partiel (féminisé à plus de 80 %), dans des conditions qui les appau-

vrissent, sans possibilité de choix des horaires de travail ni de retour au temps plein. Par ailleurs, on sait que depuis les années 1970-1980, les performances scolaires des filles et ce, dans tous les domaines de la vie scolaire (durée des études, niveau de diplôme, taux de réussite aux examens) sont meilleurs que celles des gars. Pourtant, les jeunes diplômées ont plus de risques que leurs comparses masculins de connaître le chômage et/ou un déclassement sur le marché du travail (c'est-à-dire, un décalage, préjudiciable à leur insertion, entre leur niveau de qualification initial et l'emploi occupé à la sortie du système scolaire). Ces mêmes diplômées finissent par accéder aux emplois qualifiés, de catégorie intermédiaire ou supérieure, investissent mas-

sivement les emplois « protégés » de la fonction publique, s'illustrent aussi parmi les professions libérales (un tiers de ces professionnels sont féminins), mais connaissent ensuite des freins importants dans leur carrière. Elles occupent très rarement les fonctions hiérarchiques de premier plan, contrairement aux hommes dont les carrières sont plus rapides et ascendantes. Pour les salariées moins qualifiées, la situation est autrement plus difficile. Bien davantage que les hommes, elles cumulent les contrats de travail précaires atypiques (CDD, chèques emploi service, sous emploi) et constituent de fait une cible privilégiée de la précarisation que nous connaissons depuis bientôt trente ans.

MAINTIEN DES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES AU TRAVAIL

Aussi, malgré des transformations culturelles et structurelles particulièrement importantes à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, les inégalités entre les sexes dans l'emploi et au travail se maintiennent tandis que le clivage, au sein du groupe des femmes, se creuse entre celles qui parviennent à échapper aux bad job et à la précarité, quand nombre d'entre elles y sont confinées. Qu'ont en commun en effet, une femme, diplômée d'une grande école, responsable ressources humaines d'un service important d'un grand groupe et une autre, non diplômée, qui cumule les CDD à la caisse d'un hypermarché ? Certainement pas le même

mode de vie, la même façon de se projeter dans l'avenir (le sien, celui de ses enfants), ni sans doute les mêmes intérêts à défendre en tant que salariées et en tant que femmes.

UNE OPPOSITION DE CLASSE ENTRE LES FEMMES

L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail et l'avancée en mixité a dès lors favorisé une tension voire une opposition de classe entre les femmes, qui n'est plus relayée par les hommes (père ou époux) et se joue directement dans les rapports socio-économiques dans lesquels les femmes s'inscrivent par elles-mêmes, aujourd'hui. Cette segmentation du groupe des femmes se donne à voir et à entendre dans les enquêtes que nous menons dans les entreprises lorsque certains cadres féminins refusent de féminiser le titre de leur fonction, arguant qu'elles se sentent plus proches des hommes de leur niveau hiérarchique/ social que des femmes (secrétaires, employées subalternes) de leur service ; ou encore, lorsqu'elles rejettent, pour se définir, toute référence à la domination masculine ou aux inégalités sexuelles et la transfèrent sur d'autres femmes, moins qualifiées qu'elles ou qu'elles perçoivent comme moins investies professionnellement. Ce qu'elles expriment là, n'est rien d'autre que le sentiment de ne pas appartenir au même groupe social et leur refus d'un statut de « dominées » quand elles se rêvent

comme librement agissantes, maîtresses de leur destin.

Le clivage entre femmes s'observe aussi dans la structuration de l'ensemble des emplois féminins, marquée par un fort processus de bipolarisation. Cette bipolarisation s'autoalimente en permanence, comme l'ont notamment montré Catherine Marry, Margaret Maruani et Danièle Kergoat, au sens où les femmes qualifiées, pour mener des carrières souvent exigeantes (en temps, en disponibilité, en mobilité) et faute d'une répartition équitable des tâches domestiques et familiales au sein de leur couple, ont recours à des services payants, confiés à des femmes moins qualifiées, faiblement rémunérées et dont l'emploi est parfois mal encadré juridiquement. Ainsi, directement – avec les emplois d'aides au domicile des particuliers (femmes de ménage, garde d'enfants, aides à domicile pour les ascendants dépendants) – ou indirectement – avec les services marchands réalisés par des entreprises spécialisées (pressing, fast-food, traiteurs...) – l'intégration professionnelle de certaines femmes dans les niveaux intermédiaires et supérieurs de la pyramide des emplois a favorisé la création d'emplois féminins dans les niveaux inférieurs. ■

*Sabine Fortino est sociologue. Elle est maîtresse de conférences à l'université Paris-Ouest Nanterre – La Défense.

CONJUGUER LA JEUNESSE À LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE ?

La jeunesse en première ligne de toutes les divisions du salariat et au cœur de tous les chantages au chômage est en quête d'un engagement.

PAR MYLÈNE CALÀ, MARION GUENOT,
NICOLAS STRAUSS*

Si l'on ne peut parler de la jeunesse comme d'une classe sociale, et faire ainsi du quotidien d'un Jean Sarkozy et de celui des jeunes issus des couches populaires une seule et même réalité, peut-on parler de génération sacrifiée ? Non, nous a-t-on toujours répondu, prenant en exemple les étudiants, cette grande masse insouciant, post-adolescente, construisant tranquillement sa place parmi les plus hautes fonctions de la société. Pour comprendre ce discours,

il faut voir qu'il est le produit de dirigeants qui se contentent de prendre leurs propres enfants, souvent en grandes écoles, en exemple bien loin de la précarité la plus massive.

Si comme nous le rappelle François Miquet-Marty, il n'y a pas qu'une seule jeunesse mais des jeunesses, c'est que notre génération se retrouve en première ligne de toutes les divisions du salariat. Avec l'étude ViaVoice du 2 février, il découpe la jeunesse en catégories : « jeunes en rupture, aspirants, indépendants et intégrés », qui recouvrent en réalité plusieurs strates, dans l'ordre, ceux

qui n'ont pas trouvé d'emploi, les étudiants, les plus âgés, les plus aisés.

LA JEUNESSE, ARMÉE DE RÉSERVE DU SALARIAT PRÉCAIRE

Depuis la fin des années 1980, la flexibilisation du salariat et sa rentabilisation sur le court terme ne font que peu d'exceptions dans nos rangs. Et c'est sur cet aspect que l'on trouve le dénominateur commun à l'ensemble de ces catégories, 67 % d'entre eux ne se sentent pas pris en compte, dans leurs aspirations et leurs attentes, et 63 % sont persuadés de vivre moins bien que leurs parents. Cela intervient après dix ans de droite au pouvoir



et de démantèlement méthodique du service public de l'enseignement, dix années durant lesquelles on nous refuse toute légitimité à faire entendre des revendications, alors que nous devenons pénalement responsables de plus en plus tôt. Les lycéens mobilisés face à la réforme des retraites ? Des jeunes écervelés manipulés par leurs enseignants, rien de plus ! Cette réforme est emblématique de la casse d'un système de protection collective où l'on met en concurrence les générations entre elles, où l'on prétend que c'est à la jeunesse de payer la prétendue insouciance de ses aînés. Nous ferons office d'argument-phare de cette réforme,

“ *L'actualité de l'ANI montre bien que la jeunesse constitue un point d'appui pour détruire toute stabilité pour l'ensemble de la classe exploitée.* ”

alors que celle-ci a été construite sans nous, mais aussi contre nous. Soulignons encore les dispositifs spécifiques dont nous faisons l'objet, « ces contrats-jeunes » qui ne suffisent pas à donner l'illusion que la jeunesse est au cœur des préoccupations. Chaque gouvernement a développé les siens, nous en avons connu plus

de soixante-quinze depuis le début des années 1980. Nous sommes au cœur de tous les chantages au chômage. « Les jeunes ne trouvent pas de travail ? C'est qu'ils n'ont pas assez d'expérience, c'est qu'ils ne sont pas assez malléables, c'est que l'on veut des garanties permettant de leur faire confiance », en trente ans, les discours n'ont pas changé, et ces contrats-jeunes, du CIP aux emplois-francs, sont des dispositifs d'exploitation spécifiques qui ne disent pas leur nom. La casse des aides sociales censées garantir le droit à étudier pour tous, a massifié le salariat étudiant, 73 % d'entre eux sont aujourd'hui contraints de se salarier pour financer leurs études. Ils acceptent des conditions de travail dégradées en considérant que c'est temporaire. C'est en cela que notre génération est l'armée de réserve du salariat précaire.

UN APPEL À UN **BIG BANG** DES POLITIQUES DE JEUNESSE

Cette génération est aujourd'hui en quête d'un engagement où elle puisse trouver sa place. Les 65 principales organisations de jeunesse ont signé avec nous un appel à un *big bang* des politiques de jeunesse, qui exige la fin des dispositifs spécifiques, et qui réclame une entrée dans le droit commun, où nous voulons conquérir des droits pour l'ensemble du salariat. L'actualité de l'ANI [accord national interprofessionnel pour un nouveau modèle

économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés] montre bien que la jeunesse constitue un point d'appui pour détruire toute stabilité pour l'ensemble de la classe exploitée, et que la batterie de nouveaux contrats-jeunes développés par le Ministère dans le cadre de son comité « Priorité Jeunesse » a vocation à être la voiture-balai de la casse du CDI. Ces embauches éparses sont dopées à coup d'exonérations patronales, pour des cotisations qui sont pourtant si nécessaires au départ à la retraite à 60 ans, et donc, à nous permettre de prendre le relais ! Alors qu'autonomie signifie aujourd'hui précarité, alors que le système ne fonctionne plus que pour se maintenir, et engraisser quelques-uns au détriment de tous, nous voulons conquérir avec tous le droit de construire nos projets professionnels, le droit d'apprendre, de se former, de travailler, de s'émanciper, loin des exigences de l'économie de marché, mais au plus près de nos besoins. Prendre les aspirations de la jeunesse non comme ajustement mais aiguillon pour construire des conquêtes sociales, voilà l'exigence de notre temps. ■

*Mylène Calà, Marion Guenot, Nicolas Strauss sont coordinateurs nationaux du MJCF en charge du pôle bataille des idées.

UNE LUTTE DES CLASSES SANS « CLASSE OUVRIÈRE » ?

L'extension de l'exploitation a diversifié les formes de son expérience concrète, et mobilise des formes d'oppression – qu'elles soient liées au genre, à la race, l'âge – qui ne se réduisent pas à la domination de classe. Une nouvelle culture politique de la transformation sociale se cherche.

PAR PAUL BOUFFARTIGUE*

Une lutte des classes qui s'aiguise ; des formes anciennes de conscience de classe qui s'effacent. Nous vivons dans une société où inégalités et oppositions de classes se durcissent, où le sentiment de paupérisation se diffuse, où la conscience de l'existence d'une lutte des classes reste massive. Pourtant les sentiments d'appartenance de classe se sont affaiblis et métamorphosés. Penser ensemble ces deux faces paradoxales de la dynamique des classes sociales, c'est suivre Marx, et sa définition relationnelle et non substantielle des classes.

UN SENTIMENT DE PAUPÉRISATION

Les inégalités de classes se creusent, dans une dynamique systémique qui montre que nous vivons toujours dans une société de classes, au salariat numériquement hégémonique. La thèse de la moyennisation sociale est devenue insoutenable. La précarisation croissante des classes populaires – toujours majoritaires – et d'une partie des classes moyennes résulte de la captation d'une part accrue des richesses par le capital financier. 5 % des ménages possèdent plus de la moitié du patrimoine. Le sentiment de paupérisation se

“ Et nombreux sont les ouvriers et les employés chez qui à l'hostilité aux puissants s'est ajoutée celle aux plus pauvres, aux chômeurs, perçus comme injustement « assistés » et rendus responsables de leur sort. ”

diffuse : trois adultes sur quatre ont le sentiment de vivre moins bien qu'il y a cinq ans. Une proportion comparable pense qu'ils pourraient se retrouver sans logis. Deux sur trois reconnaissent l'existence d'une lutte de classes. Et le mot d'ordre prônant la lutte des « 99 % » solidaires contre le « 1 % » de profiteurs connaît un certain succès. Autant de constats qui ne peuvent que réjouir ceux qui n'ont jamais abandonné une lecture de classe de la société

DES CLIVAGES AU SEIN DU SALARIAT

D'autres faits sont plus inquiétants. Si le sentiment d'appartenance à une classe persiste majoritairement, c'est désormais principalement à la notion de « classes moyennes ». Le sentiment d'appartenance à la « classe ouvrière » s'est effondré, y compris chez les ouvriers, et plus largement dans les classes populaires, en particulier les plus fragilisées d'entre elles. Et nombreux sont les ouvriers et les employés chez qui à l'hostilité aux puissants s'est ajoutée celle aux plus pauvres et aux chômeurs, perçus comme injustement « assistés » et rendus responsables de leur sort.

Bien des phénomènes éclairent cette situation. L'installation d'un chômage de masse, étroitement articulé à la déstabilisation de l'emploi, à la pression sur le pouvoir d'achat et au recul des droits sociaux a démultiplié les clivages au sein du salariat. Ses segments les plus organisés et combatifs ont été démantelés et affaiblis. Le monde du travail s'est profondément remodelé dans le sens de la dispersion, du brouillage de l'identité de l'adversaire patronal, de la fragilisation des protections offertes par l'État-Nation – matrice de l'ancienne configuration classiste – face à la mise en concurrence à l'échelle planétaire. Le monde ouvrier a fait l'objet d'une dévalorisation matérielle et culturelle multiforme. L'affaiblissement des acteurs collectifs qui assuraient l'unification relative des classes populaires a favorisé la multiplication des facteurs de division fondés, entre autres, sur le sexe, la génération, l'origine ethnique. Autant de phénomènes liés aux succès de la classe dominante dans la lutte déterminée et consciente qu'elle conduit.

LA VIVACITÉ DES RÉSISTANCES

Pour autant, toute une série de transformations du monde du travail ne peuvent se lire en termes de décomposition et de division. En atteste la vivacité des résistances et des conflits sociaux, les quelques-uns plus visibles car médiatisés ne devant pas masquer le caractère massif des plus diffus, y compris dans les hauts lieux de la précarité. L'extension

de l'exploitation a diversifié les formes de son expérience concrète, et mobilise des formes d'oppression – qu'elles soient liées au genre, à la race, l'âge – qui ne se réduisent pas à la domination de classe. Elles donnent lieu à des mouvements sociaux spécifiques, mais peuvent aussi alimenter les résistances à l'exploitation. La quête d'autonomie personnelle ne conduit pas nécessairement à l'individualisme. Et si les enjeux écologiques et sociétaux ont pris une place nouvelle dans les préoccupations quotidiennes, n'est-ce pas que le conflit de classes s'est radicalisé en s'universalisant ? Qu'il

“ L'affaiblissement des acteurs collectifs qui assuraient l'unification relative des classes populaires a favorisé la multiplication des facteurs de division fondés, entre autres, sur le sexe, la génération, l'origine ethnique. ”

s'agisse du devenir de la planète, ou du respect des individualités ou des identités culturelles, ce sont des défis de civilisation qui se heurtent à la logique de la marchandisation du monde. Dans ce combat les anciennes classes – comme grands groupes sociaux relativement séparés et homogènes – ne se reconstitueront pas. Mais une nouvelle culture politique de la transformation sociale se cherche, qui pourrait agréger la multitude des luttes et des expérimentations, et faire advenir le peuple comme sujet politique central. Ce qui suppose – entre autres – que les forces sociales et politiques qui prétendent représenter les classes populaires parviennent à les promouvoir en leur sein. ■

*Paul Bouffartigue est sociologue. Il est directeur de recherche au CNRS.

RETOUR SUR L’AFFIRMATION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Face à la grande capacité manifestée par la bourgeoisie pour subordonner idéologiquement la classe ouvrière et la manipuler, l’affirmation de celle-ci dans le champ politique bourgeois s’est avérée tardive. Aujourd’hui seul un projet politique de transformation radicale permettra l’émergence d’une nouvelle conscience de classe.

PAR ANDRÉ NARRITSSENS*

Les sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot, dans leurs ouvrages successifs, ont abondamment montré combien la grande bourgeoisie organise les conditions de sa reproduction dans les différents compartiments de la vie privée et sociale. Ces mécanismes perfectionnés et constamment affinés se déploient dans le contexte d’un large contrôle idéologique de la société. Cette activité de la conscience bourgeoise exprime une position de combat à l’encontre des dominés, au premier chef la classe ouvrière. Ce n’est pas chose nouvelle mais la manifestation, dans les conditions contemporaines, de l’action de domination idéologique sur la société, action nécessaire à l’exercice de la domination.

LA MISE HORS JEU DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS LE CHAMP POLITIQUE INSTITUTIONNEL

Si l’on se réfère, brièvement à l’histoire des luttes de classes en France on observe la grande capacité manifestée par la bourgeoisie pour subordonner idéologiquement la classe ouvrière et la manipuler. L’affirmation de l’antagonisme au capital, manifestée dans les insurrections lyonnaises des années 1830, ne se concrétise guère du point de vue de l’édification d’une organisation politique autonome et les massacres de juin 1848 non seulement liquident les illusions de février mais écartent pour longtemps les ouvriers de la République telle que les libéraux la pensent politiquement, alors même que la cause républicaine avait d’abord séduit des ouvriers en raison des promesses d’égalité et d’émancipation qu’elle faisait.

La mise hors jeu de la classe ouvrière dans le champ politique institutionnel va constituer un fait durable à peine ébranlé par *Le Manifeste des soixante* (1864) qui affirme, de manière bien timide et ambiguë, la nécessité d’une représentation parlementaire ouvrière en complément de celle des libéraux. L’émergence d’une organisation poli-

tique nationale n’intervient que tardivement (1882) avec la fondation du Parti ouvrier français de Jules Guesde qui s’affirme le représentant des intérêts du prolétariat, sans parvenir à emporter un très grand soutien.

L’affirmation organisée de la classe ouvrière dans le champ politique bourgeois s’avère tardive et partielle en raison non seulement des graves divisions existant entre les groupes socialistes mais aussi parce que s’affirme un puissant courant de défiance à l’égard de la politique. Échaudés par les grands massacres d’ouvriers du XIX^e siècle (juin 1848, mai 1871) nombre de militants qui se sont réfugiés dans l’action syndicale et se placent souvent sous l’influence apolitique du proudhonisme, répugnent à s’engager sous des drapeaux politiques.

Cette situation nourrit la revendication d’un « parti du travail » qui va bientôt s’incarner (1895) dans la création de la CGT et par l’affirmation d’une orientation syndicaliste révolutionnaire en son sein qui se donne pour but la réalisation d’une révolution sociale construite sur la prise en mains de la société par les producteurs associés. Ce courant installe le syndicalisme français dans une situation singulière s’écartant des deux grands modèles existant en Europe, l’allemand dans lequel le syndicat est subordonné au parti et l’anglais où le syndicat produit le parti qui doit le représenter dans le champ institutionnel.

CONDITIONS HISTORIQUES DE L’AFFIRMATION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

L’affirmation française d’une autonomie ouvrière, un temps très sourcilleuse, installe la conscience de classe des avant-gardes dans une dimension singulière qui va se trouver bousculée par les effets politiques de la Révolution d’Octobre. La création du parti communiste place en effet la question de l’activité révolutionnaire dans un cadre nouveau récusant le parlementarisme. La question de

la représentation des intérêts et objectifs de la classe ouvrière est désormais posée dans d’autres termes qu’autrefois et cette situation va marquer tout le XX^e siècle.

Dans les quelques discussions contemporaines qui se déroulent à propos de la conscience de classe, il convient de prendre en considération les conditions historiques difficiles et singulières dans lesquelles s’est affirmée la conscience de classe. Sans doute faut-il aussi se référer aux analyses de Marx, Lénine, Gramsci, Luckacs... qui considèrent que la conscience de classe loin de constituer un « état » résultant de la place occupée dans les rapports de production procède d’incessants processus historiques de construction/déconstruction dans lesquels le degré d’organisation de la classe ouvrière occupe un rôle central. L’affirmation de la « classe pour soi » suppose une capacité à s’organiser en vue d’un projet politique d’émancipation.

“ *La création du parti communiste place en effet la question de l’activité révolutionnaire dans un cadre nouveau récusant le parlementarisme.* ”

Les résultats de nombreuses enquêtes sociologiques récentes témoignent d’une importante démobilisation ouvrière et populaire à l’égard des élections et le fourvoisement parfois massif et inquiétant du bulletin de vote. Cette situation, qui cohabite avec d’importantes capacités de mobilisation sociale, ne pourra être corrigée que par la propulsion d’un projet politique de transformation radicale plaçant les combats à venir sous le drapeau de l’offensive et participant ainsi à, la création des conditions politiques de l’affirmation d’une nouvelle conscience de classe. ■

*André Narritsens est syndicaliste. Il est membre du bureau de l’Institut d’histoire sociale.

.....
Réagissez à ce dossier
contactez-nous !
revue@pcf.fr

LUTTES DE CLASSE ET POLITIQUE

Les luttes de classe n'ont jamais disparu de l'histoire du capitalisme. Mais, d'une part leurs conditions se renouvellent en permanence. D'autre part, la conscience qui les accompagne et varie sans cesse en est un élément constitutif.

PAR ISABELLE GARO*

Aujourd'hui, la relative remontée de la question des luttes de classe dans une partie de la pensée critique s'ouvrant de nouveau à la culture marxiste va de pair avec une difficulté d'une partie de la gauche à se ressaisir de cette question. Elle va aussi de pair avec une guerre de classe sans merci, dans une situation de

“ La remontée d'une description en termes de classe sociale est elle-même l'un des effets mais surtout l'un des enjeux de la situation sociale présente. ”

crise profonde du capitalisme contemporain. Dans ces conditions, les enjeux de cette notion sont plus politiques que théoriques, ou plutôt ils contribuent à

réarticuler ces deux plans.

Dès le *Manifeste du parti communiste*, rédigé à la veille de la révolution de 1848, Marx et Engels définissaient les classes de manière dynamique, dialectique : la bourgeoisie est cette classe qui ne cesse de révolutionner les forces productives et qui s'efforce en permanence d'y ajuster les rapports de production capitalistes, en portant une attention prioritaire à ses intérêts mais aussi au réel. Son but, hier comme aujourd'hui, est de remodeler la réalité sociale en fonction de ses seuls intérêts de court terme, quelles qu'en soient les conséquences sociales, politiques et environnementales.

UNE CLASSE SALARIÉE POPULAIRE

Mais la crise actuelle, plus encore que les précédentes, est la rencontre violente du capitalisme avec ses propres limites, c'est-à-dire avec ses contradictions toujours résurgentes, dans les conditions d'une domination de classe perdurante et renforcée. Il se trouve que des contradictions

et une crise propres affectent dans le même temps la gauche radicale et ses alternatives. Et cette situation est inséparable des formes prises par la lutte des classes contemporaine.

D'une part il faut le souligner, le refus des contre-réformes libérales en cours est majoritaire du côté des classes populaires. Mais, d'autre part, la résistance sociale à l'assaut néolibéral se fait dos au mur et va de défaite en défaite, en dépit de luttes fortes et de mobilisations nombreuses. Ces contradictions ne sont pas les seules. Ainsi en est-il de la définition la classe ouvrière, dont on nous a longtemps assuré qu'elle avait disparu. Trois remarques à ce sujet :

1/ La permanence d'un rejet du libéralisme demeure propre au groupe ouvrier et tout spécialement au salariat d'exécution, de même que les phénomènes de résistance au travail persistent et se renouvellent.

2/ Cette permanence se double d'une montée de l'abstention et d'un sentiment croissant d'insécurité sociale, terreau de ce racisme de « réaction » exploité et diffusé par l'extrême-droite, qui n'est nullement propre au groupe ouvrier mais qui le concerne aussi.



3/ Les transformations sociales en cours, loin de réaliser les prophéties de « moyennisation » sociale énoncées dès les années 1970, prouvent une forte repolarisation, qui tend à recomposer une classe salariée populaire, incluant les employés, dans le contexte de la tertiarisation croissante et de l'augmentation des emplois d'« aide à la personne », peu qualifiés et faiblement rémunérés. Il faut ajouter à ce tableau la crise du salariat intermédiaire, dont les conditions de travail sont très éloignées de celles du haut encadrement.

Ces trois tendances sont à la fois contradictoires et combinées, elles accompa-

gnent mobilisation ou repli, politisation ou passivité. Aucune traduction politique immédiate n'en résulte. À partir de là, on peut affirmer que la crise présente, en raison même de son ampleur et de cette dimension sociale, fait du pronostic une partie intégrante du diagnostic. Autrement dit, elle inscrit le projet et l'alternative au cœur des luttes présentes, comme autant d'exigences bien sûr, mais aussi comme conditions de la construction et de la reconstruction de forces collectives, seules en mesure de desserrer le carcan des politiques de régression sociale.

C'est bien pourquoi, également, la

remontée d'une description en termes de classe sociale est elle-même l'un des effets mais surtout l'un des enjeux de la situation sociale présente. C'est pourquoi, enfin, les nouvelles luttes de classes se présentent aussi comme des tâches d'organisation et de résistance, impliquant d'associer mobilisations syndicales et perspectives politiques, démocratie et combativité, inventivité et convergences larges, débat ouvert et perspective nettement construite de sortie hors du capitalisme. ■

***Isabelle Garo** est philosophe. Elle est professeur au lycée Chaptal.

RENDRE AU TRAVAIL SES LIBERTÉS ET SON POUVOIR D'AGIR !

« Ringardiser » la lutte des classes vise à nous priver d'une grille de lecture des contradictions qui traversent notre société et surtout, des leviers susceptibles de renverser les rapports d'exploitation et de domination.

PAR **MARYSE DUMAS***

Plus de six Français sur dix estiment, d'après une enquête récente de *L'Humanité*, que la lutte des classes est une réalité. Ils n'étaient que quatre sur dix à avoir cette opinion à la fin des années 1960. Aussitôt l'étude publiée, le concert de la bien-pensance néolibérale (voire social-libérale) s'est fait entendre : c'est à qui donnerait les gages les plus percutants, de ceux qui n'y avaient jamais cru à ceux qui n'y croyaient plus ! Comme s'il s'agissait d'une foi religieuse et non d'une réalité.

UNE CONTRADICTION MAJEURE

Coup sur coup, on apprend que le nombre de milliardaires augmente et leurs fortunes aussi tandis qu'il n'y aurait plus d'argent pour financer les retraites ou les indemnités chômage et que les ouvriers de plusieurs entreprises industrielles sont sommés d'accepter, au nom d'un maintien hypothétique de leurs emplois, la baisse de leurs salaires et l'allongement de leur durée du travail.

C'est d'abord cela la lutte des classes, avant les manifestations ou les grèves, et ce sont les possédants et les puissances financières qui la mènent le mieux et le plus consciemment. Ce sont leurs choix

qui font tous les jours la démonstration de sa réalité bien vivante.

D'où l'importance du résultat de l'enquête même s'il faut le nuancer : plus nombreux à reconnaître l'existence de la lutte des classes, les Français le sont nettement moins à pouvoir préciser quelle est leur propre appartenance, leur propre positionnement dans celle-ci. Là se trouve la contradiction majeure sur laquelle doit être entrepris un travail théorique et politique de grande importance pour toutes celles et tous ceux en recherche d'une stratégie de transformation fondamentale de la société. Théorique, car les bouleversements intervenus et en cours dans la sphère productive, et plus largement dans la société elle-même, obligent à redéfinir les contours de la lutte des classes. Politique, car « la conscience de classe » ne peut résulter que d'un processus combinant identification et intervention, luttes réactives et stratégies de transformation.

DONNER CORPS À UN RÉFLEXE, UNE INTUITION

En 2009, dans les premiers mois de la crise financière, plusieurs millions de personnes ont manifesté à plusieurs reprises avec l'ensemble des syndicats, unis par un mot d'ordre : « la crise c'est eux la solution c'est nous ». Qui « eux » ?

Qui « nous » ? Voilà un premier travail théorique à mener, pour donner corps à ce qui n'est, la plupart du temps, qu'un réflexe ou une intuition.

La plupart des luttes, des manifestations, des contestations sociales font l'objet d'un soutien de 60 à 70 % des Français. La même proportion se retrouve pour penser que dès lors qu'une manifestation entraîne plus d'un million de personnes, la loi devrait en tenir compte. 60 à 70 % c'est aussi la part des ouvriers et employés dans notre pays. Elles et ils partagent un niveau de vie voire même un mode de vie commun, voire des comportements électoraux. Pourtant l'identification autour d'objectifs fédérateurs a du mal à se construire tant le salariat

« Définir une stratégie de conquêtes du ou des pouvoirs est l'enjeu primordial de toute réflexion sur la lutte et la conscience de classe »

est éclaté, tant les méthodes managériales poussent à la destruction des collectifs de travail, des solidarités collectives.

Parvenir à nommer les lignes de partage et les appartenances de classes, qu'il ne faut pas confondre avec les catégories sociales est incontournable : tant qu'on n'a pas de mot pour dire une réalité on ne parvient pas à la penser. Les mots d'hier ne sont plus en rapport avec le réel : « la classe ouvrière organisée » ne

correspond plus à la façon dont se vivent des millions d'ouvriers. Et que dire des millions d'employés voire de cadres, d'artisans, de travailleurs « indépendants » saignés à blanc par le système ?

Comment nommer la classe capitaliste elle-même ? Les actionnaires ? Mais plusieurs millions de salariés sont actionnaires de l'entreprise dans laquelle ils travaillent et les banques transforment

en actions une bonne partie de l'épargne populaire : la frontière de classes divise les actionnaires eux-mêmes entre ceux qui ont la réalité du pouvoir et ceux qui n'en ont que l'illusion.

Définir une stratégie de conquêtes du ou des pouvoirs est l'enjeu primordial de toute réflexion sur la lutte et la conscience de classe : pouvoir politique mais surtout pouvoirs économiques.

Le système d'exploitation prend racine et se développe par l'exploitation du travail : c'est donc bien en rendant au travail ses libertés fondamentales, son pouvoir d'agir sur tous les pouvoirs qu'on pourra véritablement changer la société. ■

***Maryse Dumas** est syndicaliste, membre du Conseil économique, social et environnemental.

LES MYSTIFICATIONS POUR DÉCONSTRUIRE LA CONSCIENCE DE CLASSE

L'appartenance de classe est une donnée objective. Elle ne conduit pas mécaniquement à la conscience de classe, c'est-à-dire à une représentation exacte de la position réelle occupée dans les rapports sociaux de production, au rôle historique de la lutte de classes dans la société.

PAR JEAN MAGNIADAS*

La formation de la conscience de classe est un processus complexe. Simplifions. Dans la société capitaliste, il y a contradiction, d'une part, entre l'isolement de l'ouvrier, la concurrence qu'il subit et, d'autre part, la tendance qui produit le prolétariat, la classe consciente et qui résulte de la concentration des travailleurs, de leur coopération, de leur association. Il y a donc des degrés différentiels de conscience de la classe ouvrière, de sa position dans la société. Ce n'est pas un fait nouveau aussi bien dans l'histoire longue que dans certaines conjonctures particulières.

LES MYSTIFICATIONS DÉVELOPPÉES PAR LES FORCES CAPITALISTES

Il existe, on le sait, des ouvriers qui n'ont qu'une faible conscience de leur position dans la société, d'autres qui n'aboutissent qu'à une vision étriquée de la lutte (économisme, social-démocratie : réformes sans révolution), et d'autres qui adoptent des positions réactionnaires ou conservatrices. La bourgeoisie et son État s'emploient à retarder, à déconstruire la conscience de classe. Leurs appareils idéologiques multiplient les mystifications. Au nombre de ces mystifications, il faut placer la collaboration de classes déclinée sous diverses formes : l'association capital/travail, la participation, le paternalisme social qui

assimile l'entreprise capitaliste à une famille avec le patron. Une autre dimension de la mystification s'appuie sur l'idéologie « contractualiste », particulièrement présente actuellement sous le manteau trompeur de l'apologie du « dialogue social ».

La notion de contrat se prête à la mystification, car elle renvoie à l'idée d'un accord équilibré entre des parties, porte l'image d'engagements réciproques. Le contrat a la fausse apparence de la justice, de l'égalité. La notion réunit les éléments de l'illusion qui rode autour des rapports sociaux. Le contrat de travail est une convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre moyennant une rémunération : il fait le silence sur l'exploitation. C'est un contrat de subordination qui masque l'inégalité fondamentale des contractants résultant de leur position dans la société. Le patronat le préfère à la loi, car il correspond à son idéologie individualiste et à sa conception de l'entreprise, à l'idéologie néolibérale. Cependant l'action syndicale imposera un certain encadrement des contrats individuels par des lois (Code du travail) et les conventions collectives.

AMPLEUR DE LA BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Les postulats actuels de la fin de l'histoire, des idéologies, des classes, du conflit social renvoient à l'ampleur de la bataille idéologique orchestrée par le

capitalisme, avec la propagande des thèmes du néolibéralisme. Cette offensive placée sous le signe de la communication dispose de grands moyens (presse, radio, télévision, etc.). Il s'agit notamment de l'introduction dans le langage de termes volontairement confusionnistes. Opération décrite par un philosophe sous le titre « l'impérialisme langagier » qui vise à remplacer les antagonismes du capitalisme par de simples divergences d'intérêts négociables. Beaucoup de ces mots piégés sont issus du vocabulaire contractualiste qui sert de paravent pour valoriser la collaboration des classes modernisée ; tels : consensus, dialogue social, partenaires sociaux, négociation collective, contrat, consensus, termes aseptisés de toute conflictualité.

“ La bourgeoisie et son État s'emploient à retarder, à déconstruire la conscience de classe. ”

Une autre forme du discours dominant nie l'existence des classes. Il opère en cherchant à accréditer la disparition, l'atténuation, l'inutilité ou l'archaïsme des conflits sociaux. On en trouve une illustration dans les propos sur les grèves de Nicolas Sarkozy : « Désormais, quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit ». Ainsi, on multiplie le recours à des mots abusifs, à des notions frelatées qu'on cherche à inculquer insidieusement, en les présentant comme des « idées neuves ». C'est le vocabulaire de gestion de la crise du capitalisme que,

dans une perspective globalisante, sous-entendant son dépassement, on présente fréquemment comme devenu celui de l'économie de la connaissance. Il est également présent dans l'entreprise, en particulier avec le nouveau management.

Cette offensive idéologique de grande envergure cherche des points d'appui dans la réalité sociale. Elle s'arc-boute délibérément sur les effets destructurants de la crise systémique du capitalisme, en particulier sur la précarisation et le chômage massifs. Ces effets sont renforcés par la mise en cause de la protection sociale. Les insatisfactions populaires de la politique de la gauche des années 1980 [pouvoir d'achat, destruc-

tion industrielle, déception démocratique, etc.] ont nourri des reculs de la conscience de classe. Les indicateurs électoraux sont sans ambiguïté et confirmés par d'autres données.

Il y a bien un brouillage des repères de classe qui a fait l'objet d'intéressantes recherches qui ont attiré l'attention sur les changements à l'origine de cette situation : métamorphose du travail ouvrier, crise de la représentation de la classe ouvrière, fin des bastions de classe, sous-estimation des nouvelles méthodes patronales d'intégration... Les modifications régressives concernant les sentiments identitaires des ouvriers constituent, en l'occurrence le premier terme

d'un mouvement dialectique qui ne doit pas cacher des rapprochements objectifs, facteurs d'élaboration d'identités sociales nouvelles, en particulier dans les luttes sociales, avec des aspirations communes transformatrices du travail, de l'entreprise, de la société.

Devant cette exigence, renforcée par la recherche d'une issue à la crise systémique, le PCF doit travailler au renforcement de la lutte idéologique. Son efficacité repose fondamentalement sur la pertinence de ses réponses aux problèmes actuels dans leurs diverses dimensions. ■

*Jean Magniadas est syndicaliste, membre honoraire du Conseil économique et social.

LE NOUVEL ENJEU AUTOGESTIONNAIRE

La révolution informationnelle introduit un élément nouveau dans le rapport entre les salariés, plus généralement entre les citoyens, et les dispositifs de représentation politique.

PAR JEAN LOJKINE*

A lors que le capitalisme industriel a construit une civilisation « libérale » fondée sur une double domination (domination économique du propriétaire des moyens de production sur le salarié vendeur de sa force de travail ; domination politique du représentant sur le représenté), le capitalisme informationnel introduit une double faille dans ce dispositif.

D'une part le salariat s'élargit aux travailleurs intellectuels, la nouvelle organisation du travail informationnel dans l'entreprise en réseau, évolutive, promet une autonomie des salariés, certes censée être « sous contrôle », mais qui peut remettre en cause la division capitaliste du travail entre la fonction de conception monopolisée par le capital et les tâches d'exécution monopolisées par les salariés. D'autre part la libre circulation de l'information sur Internet introduit une forme nouvelle de démocratie participative par le biais des petits groupes interactifs d'expression directe, ouverts à tous, sans hiérarchie, sans autorité en surplomb.

DES ASPIRATIONS AUTOGESTIONNAIRES

Pourquoi les forces progressistes, et en premier lieu celles qui s'étaient assigné comme objectif de « dépasser » le capi-

talisme n'ont-elles pas réussi à prendre en charge ces aspirations autogestionnaires en construisant des passerelles entre démocratie représentative, partielle, et démocratie directe ?

L'intellectualisation du travail, l'implication ambivalente des salariés dans le travail informationnel et les services, le malaise des cadres entre responsabilisation et contrôle, entre affirmation identitaire et prolétarianisation, ces mutations dessinent un tout autre contexte pour le projet autogestionnaire, que celui des expériences historiques du XX^e siècle. Pourtant contrôler les embauches, les rythmes du travail, la division du travail

“ *Le véritable problème n'est donc pas le choix entre démocratie directe et démocratie représentative mais la liaison dialectique des deux points de vue.* ”

et la hiérarchie des salaires, comme cela se fit à la Fiat de Turin en 1969, ce n'est pas élaborer des « contre-plans », des « propositions industrielles » qui s'opposent frontalement aux stratégies des directions d'entreprise, ni élaborer de nouveaux critères de gestion qui s'op-

posent aux critères de rentabilité.

BRISER LE CŒUR MÊME DE L'IDÉOLOGIE CAPITALISTE

En outre le plus dur pour un mouvement alternatif, c'est de briser le cœur même de l'idéologie capitaliste qui fait des dépenses pour les hommes des « coûts » à réduire en priorité. Peu de luttes sociales ont été jusqu'à remettre en cause les critères de la productivité apparente du travail (diminuer au maximum le travail vivant au profit de l'accumulation du capital), pour lui opposer un nouveau type de productivité économe en capital, osant par là même faire du développement des hommes (salaires, effectifs, qualifications, conditions de travail), non un moyen mais une fin, l'objectif final de l'entreprise, de la société ?

Dans le « printemps arabe » de février-mars 2011 comme dans le mouvement des « indignés », les revendications pour plus de liberté et de justice sociale sont étroitement liées. On trouve tout à la fois une révolte contre un déclassement anticipé, contre une baisse objective ou prévisible du rendement des diplômés... la revendication de trouver un travail, un « bon » travail et une aspiration massive à une véritable liberté d'expression et d'association, à une « émancipation » culturelle à l'égard de l'autorité patriarcale dans la famille, dans l'entreprise et dans la Cité. Mais les cumuls de man-

dat, la « professionnalisation » des fonctions électives, la corruption des élites au pouvoir ont provoqué chez eux une véritable défiance à l'égard de la démocratie représentative, de la représentation politique (et syndicale) et de toutes les formes délégataires. En outre ces nouvelles expériences de démocratie directe ne sauraient à elles seules se substituer à la représentation politique : elles n'en ont ni la cohérence, ni la vision de l'intérêt général, ni l'inscription dans la longue durée. Le véritable problème n'est donc pas le choix entre démocratie directe et démocratie représentative mais la liaison dialectique des deux points de vue.

Les mouvements altermondialistes connaissent les affres des luttes de clan (ATTAC), les limites de leurs programmes économiques alternatifs, la faiblesse de leur implantation dans les entreprises, et dans les couches populaires, y compris chez les jeunes. Quant aux mouvements sociaux très importants qu'ont su déclencher ou encadrer (« accompagner » ?) les organisations syndicales depuis 1995, ils butent tous aujourd'hui sur le même obstacle : leur incapacité à se relier aux espaces politiques de gouvernement, aux représentations partidaires. Le rejet de l'ancienne subordination syndicale aux partis de gauche, le refus de rentrer dans le moule d'une division des tâches entre l'organisateur du social (le syndicat) et le parti-gouvernement, n'a toujours pas débouché sur une nouvelle articulation entre la mobilisation des masses populaires et leur traction politique.

Comment à la fois coopérer entre partenaires égaux sur le même champ d'intervention (donc avec des projets alternatifs très poussés, des propositions économiques précises touchant à la fois le niveau local et le niveau régional, national, européen), sans en même temps se confondre avec l'action politique des partis destinés à gouverner ? Répondre à ces questions, c'est d'une certaine manière revenir sur l'originalité de l'expérience démocratique française et son fondement : la révolution de 1789. La représentation politique n'implique pas nécessairement le centralisme délégataire et bien des dispositifs intermédiaires peuvent limiter la scission entre représentants et représentés. ■

*Jean Lojkin est sociologue. Il est directeur de recherche honoraire au CNRS.

CONSTRUIRE UN NOUVEAU BLOC HISTORIQUE

Les transformations du capitalisme ces dernières décennies ainsi que l'offensive néolibérale ont profondément reconfiguré les sociétés. La définition d'une stratégie politique transformatrice doit se réaliser à partir de ces nouvelles réalités et s'avère d'une grande complexité.

PAR ELISABETH GAUTHIER*

La large coalition des forces ayant constitué dans de nombreux pays européens la base sociale des « trente glorieuses », après la victoire sur le fascisme, s'est désintégrée. En France, après avoir porté la gauche au pouvoir en 1981, l'alliance entre le salariat du secteur public et les milieux populaires s'est progressivement désagrégée, à la suite du tournant néolibéral effectué par François Mitterrand en 1983.

DES FRACTURES PROFONDES DE LA SOCIÉTÉ

Les décennies qui ont suivi ont profondément fracturé la société, ce qui pose des défis inédits aux forces de gauche dont l'objectif consiste à rassembler une majorité en faveur d'un véritable changement. Privatisations, éclatement du salariat, mise en concurrence généralisée des salariés et des territoires, divisions croissantes au sein des classes subalternes, démontage social et démocratique, érosion des organisations issues du mouvement ouvrier, pénétration de l'idéologie néolibérale, sont autant de facteurs qui modifient profondément la donne. Ils nous obligent à penser une stratégie politique à partir des fractionnements et divisions au sein de la société, avec le but d'en dépasser certains pour constituer un nouveau bloc social en capacité de porter un changement de politique.

C'est à travers un processus complexe – l'hégémonie – que s'exerce et se perpétue, selon Antonio Gramsci, le pouvoir des classes dominantes. Contester ce pouvoir suppose de viser une contre-

hégémonie, et c'est à partir de cet objectif qu'une stratégie politique transformatrice est à définir. Il s'agit de construire du « sens commun », de viser avant tout une nouvelle hégémonie culturelle, de bâtir les fondements d'un nouveau bloc social ayant la capacité de générer une majorité de changement.

CRISTALLISER DU SENS COMMUN

La constitution d'un bloc historique pouvant générer un nouveau pouvoir suppose de construire, dans la confrontation de classe, des alliances entre différentes forces sociales dont les intérêts ne sont pas identiques, mais peuvent, sous certaines conditions, converger. Un tel projet politique ne saurait être l'addition d'une série d'intérêts différents. Il doit pouvoir cristalliser du sens commun. On est loin d'une conception mécaniste, sociologisante de la définition de l'intérêt de classe. Il s'agit d'un processus politique pouvant faire émerger dans la société une perspective de changement sur la base d'une nouvelle hégémonie culturelle, d'une nouvelle alliance entre forces sociales opposées aux classes actuellement dominantes. Même si les classes subalternes sont socialement et politiquement éparpillées et fragmentées, les forces du capital sont bien leur adversaire.

“ *Il s'agit d'un processus politique pouvant faire émerger dans la société une perspective de changement sur la base d'une nouvelle hégémonie culturelle, d'une nouvelle alliance entre forces sociales opposées aux classes actuellement dominantes.* ”

Tout indique que la logique du capitalisme contemporain, la logique financière, est particulièrement destructrice pour le travail, le salariat, les choix en matière de production, de recherche et d'éducation, pour les services publics et biens communs, la sécurité sociale et personnelle, l'organisation des territoires, les besoins écologiques, la démocratie, l'organisation du monde. Ce qui pourrait conduire à un rassemblement très large face à l'oligarchie actuellement au pouvoir. Mais, dans le même temps, les classes dominées sont socialement et

politiquement plus fragmentées que naguère ; ce qui rend la constitution d'un nouveau bloc social très difficile. Et l'offensive néolibérale des dernières décennies a profondément ancré des idées qui empêchent une vision solidaire de la société et l'action collective. Le contraste est fort dans nombre de pays européens, entre l'intensité des luttes et sentiment d'impuissance, entre colère et repli.

UN PROJET ALTERNATIF

Face à ces obstacles, un projet politique alternatif doit pouvoir proposer une autre logique qui serait particulièrement motivante pour les populations les plus frappées par la crise, les milieux popu-

lares et ceux qu'on qualifie de « couches moyennes inférieures ». C'est notamment au sein des classes subalternes que l'hégémonie dominante développe des trésors d'ingéniosité pour faire vivre toutes les divisions possibles et imaginables, entre plus et moins pauvres, entre « méritants » et « assistés » entre Français et étrangers, entre salariés de différents statuts, entre populations de différents territoires, générations, religions. Pour contrer activement cette approche ségrégationniste de la société, il s'agit de revitaliser une interprétation des confrontations actuelles sous l'angle de la confrontation de classe. Dépenser tendanciellement ces divisions dangereuses

pour la société et paralysantes pour la gauche, nécessite un projet politique d'une nouvelle qualité, représentant un intérêt commun face aux objectifs de la bourgeoisie. Élaboration et appropriation d'un tel projet ambitieux supposent un nouveau pouvoir d'interprétation du côté de celles et ceux qui sont appelés à s'unir et à agir. C'est dans ce contexte que le concept de la lutte pour une nouvelle hégémonie culturelle comme élément central de la stratégie politique prend tout son sens. ■

***Élisabeth Gauthier** est directrice d'Espaces Marx.

LE MOUVEMENT 15-M EN ESPAGNE

Peut-on parler d'une lutte de classes à propos du mouvement des Indignés ?

PAR ARMANDO FERNANDEZ STEINKE*

A l'origine du mouvement revendicatif espagnol des *Indignés*, appelé en réalité 15-M, qui a démarré au printemps 2011 et s'est prolongé tout au long de l'année, on trouve la manifestation du 15 mai 2011 à laquelle a appelé le site Internet *Démocratie réelle maintenant*. Elle n'a pas rassemblé la grande foule. Toutefois, elle a été considérée comme un succès compte tenu du fait qu'aucune organisation importante n'avait appelé à y participer et, du rôle central joué par l'utilisation des nouvelles technologies et notamment des pages Web, pour étendre rapidement le mouvement à des zones très peu actives politiquement comme les zones rurales ou semi-rurales où dominant l'abstention et la droite.

LES ACTEURS DE CE MOUVEMENT

L'origine sociale des acteurs de ce mouvement est complexe et dépend de la région. Mais la majorité d'entre eux sont des jeunes de 19 à 30 ans, avec une formation universitaire ou en voie de l'acquérir, ayant une conscience politique affirmée, même si elle ne conduit pas toujours au vote. Toutefois il y a également des enfants des milieux populaires, ayant bénéficié de l'ascenseur social, même si, pour la plupart d'entre eux, il s'est arrêté à mi-chemin.

L'accès intermittent des jeunes au marché du travail crée un désintérêt pour les espaces institutionnels stables. L'abstention de la jeunesse, sa désaffection à l'égard du politique n'est donc pas une chose nouvelle en Espagne. Ce qui est nouveau en mai 2011, c'est, du fait de la corruption du personnel politique qui a accompagné la spéculation foncière et de la reddition de Zapatero devant les exigences des marchés financiers en mai 2010, l'extension de cette désaffection à de plus grands segments de la population : ceux qui avaient un emploi et l'ont perdu, ceux qui avaient réussi à acheter un appartement pendant le *boom* et sont maintenant menacés par les expulsions, les parents des *mileuristas*, ces jeunes diplômés ne trouvant au mieux qu'un emploi précaire, les professionnels ayant un travail relativement stable et héritiers de la culture politique antifranquiste, et certains enfants d'agriculteurs et de la petite bourgeoisie urbaine élevés dans une culture de la méritocratie qui a de moins en moins à voir avec la réalité.

La majorité de la population se retrouve donc derrière le mot d'ordre du mouvement « Ils ne nous représentent pas ». Pourtant, cette étonnante unanimité ne doit pas être hâtivement interprétée comme une augmentation soudaine du nombre de citoyens appelant à des formes plus authentiques de participation politique, à des formes de représentation politique directe d'inspiration progressiste (assemblées, vote direct, etc.). Il s'agit plutôt, comme dans le cas du *Tea*

Party, mais aux antipodes de celui-ci sur un plan idéologique, de traduire l'incapacité de *l'establishment* politique à résoudre les problèmes créés par les « puissants », d'affirmer leur droit à prendre des décisions politiques, contre le monopole des politiciens professionnels, d'imposer un agenda politique aux partis et de rejeter l'utilisation des fonds publics pour renflouer les grands intérêts financiers.

UNE AMBIGUÏTÉ IDÉOLOGIQUE

Un mouvement comme le 15-M est intermittent. Il repose sur l'initiative spontanée, sans structure pour assurer la continuité. Toutefois, si le 15-M n'est pas « organisé », il rassemble en son sein des réseaux qui le sont. Certains des groupes qui ont animé le mouvement depuis le début sont des créations de la gauche traditionnelle (*Mesas de convergencia y acción*, ATTAC, groupes écologistes, de défense des biens publics). Beaucoup de ses fondateurs sont des gens qui ont quitté les organisations traditionnelles pour des raisons diverses, mais qui apportent une culture qui bénéficie au mouvement et permet la création, dans de nombreux endroits, de groupes jouant le rôle de « braises » (*rescaldos*) pouvant à tout moment être rallumées si un nombre minimum d'acteurs est prêt pour cela. Pourtant si le choix fait par le mouvement de mettre de côté dans le débat politique toutes les étiquettes, contribue à la transversalité du mouvement, l'ambiguïté idéologique qui en résulte conduit beaucoup de participants à rejeter toute forme de « politique ». L'histoire, les classes sociales et la répartition des richesses ont moins d'importance que le désir de réussite individuelle. Et cer-

tains voudraient réduire le mouvement à une méthodologie de participation où les objectifs sont relégués au second plan, en faveur de l'unité de l'ensemble. Les assemblées de certaines villes considè-

“ *L'ambiguïté idéologique conduit beaucoup de participants à rejeter toute forme de « politique »* ”

rent même toute forme de délégation, institutionnelle ou non, toute forme d'organisation, comme obsolète et perverse, incapable de contribuer à une « par-

ticipation réelle ». Bâtir des ponts avec les partis, les syndicats, les associations, etc., serait de ce fait préjudiciable. Constituer un bloc anti-néolibéral fondé sur la convergence de toutes ces forces s'avère donc difficile.

D'autant plus que, face au néolibéralisme, la construction d'un tel bloc suppose de s'appuyer sur les trois sources de pouvoir : l'implication individuelle directe (le pouvoir de la rue), la représentation institutionnelle et le travail organisé.

L'avenir du mouvement dépendra donc largement de deux facteurs :

– la capacité de créer des liens plus stables et structurés, capables de ranimer les « braises » à un moment donné et

d'éviter l'isolement du mouvement. La construction de ces « liens » ou « mesas » est l'objectif du Réseau de convergence sociale.

– et que, au sein de ceux qui relèvent du noyau dur qui maintient la flamme pendant les moments de faible mobilisation, ceux qui aspirent à construire un bloc social anti-néolibéral cherchant à conquérir une hégémonie sociale, soient les plus nombreux. ■

***Armando Fernandez Steinke** est sociologue. Il est professeur à l'université Complutense de Madrid.

Extrait d'un article paru dans la revue *Savoir Agir* fin 2011, publié avec l'aimable autorisation de l'auteur.

CLASSE ET CONSCIENCE DE CLASSE

Une « conscience de classe » stratégique suppose que l'on soit capable d'identifier en termes de classe nos adversaires et nos partenaires politiques.

PAR JACQUES BIDET*

Je présente ici la thèse formulée dans mon dernier livre *L'État-monde. Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle mondiale. Une refondation du marxisme*, paru à la fin de l'année 2012, – dans le chapitre « Classe, parti, mouvement ». Cette thèse s'appuie sur une série de livres antérieurs, consacrés notamment au *Capital*.

Un parti communiste a notamment pour fonction de faire émerger une conscience de classe qui permette l'engagement dans une stratégie d'émancipation. Il me semble qu'à cet égard la tradition marxiste pêche sur un point essentiel. Elle se représente la classe dominante sous la forme des seuls capitalistes, entourés de groupes

thèse différente – laquelle n'est cependant pas étrangère aux traditions marxistes qui insistent sur la bureaucratie, la technocratie, etc., ni non plus à la pratique des communistes, mais que leur théorie (et donc leur langue politique) réfléchit mal.

UNE STRUCTURE DE CLASSE PROPRE À LA SOCIÉTÉ MODERNE

Il y a, selon mon analyse, une structure de classe propre à la société moderne : un clivage entre deux classes. Mais son sommet se clive lui-même selon les deux grandes formes de coordination rationnelle à l'échelle sociale que sont *le marché* et *l'organisation*, instrumentalisés en « facteurs de classe ». Marx a entrevu cela, mais sa vision de l'histoire conduit fina-

lement d'une époque dominée par le marché capitaliste à une autre, libérée par l'organisation socialiste. La classe dominante présente en réalité deux pôles, celui de la *propriété* sur le marché et celui de la *compétence* (au sens d'*avoir compétence*, non d'*être compétent*) dans l'organisation : donnant lieu à deux formes de privilège dont chacun possède son propre mécanisme de reproduction. Soit aujourd'hui la Finance (masquée) et l'Élite (autoproclamée), hégémonisée par la précédente. L'autre classe n'est pas seulement « dominée » : c'est la « classe fondamentale » ou « populaire » – on peut l'appeler « le Peuple » –, dont l'unité et la diversité s'analyse à partir des relations diverses (notamment de production) de ses diverses fractions à chacun des deux facteurs de classe.

Passer de la « classe en soi » à la « classe pour soi », à la conscience de soi, est un vieux problème du mouvement ouvrier. Cette conscience naît du sentiment de l'injustice et des luttes de tous ordres

“ *La lutte entre les deux classes se déroule entre trois forces sociales, le Capital, l'Élite et le Peuple* ”

fonctionnels à leur service. Pour des raisons que je ne puis présenter ici, mais que j'argumente en termes philosophiques, économiques, sociologiques, juridico-politiques et historiques, je parviens à une



qu'elle engendre, formant tradition, mémoire, culture politique de classe. Je me limite à un point, qui concerne, dans la tradition de Gramsci, le rôle du « parti » dans ce processus.

TROIS FORCES EN PRÉSENCE

De l'analyse que je viens de présenter, il résulte que *la lutte entre les deux classes se déroule entre trois forces sociales*, le Capital, l'Élite et le Peuple, à travers des modalités d'alliances et d'hégémonie qui varient dans le temps. Il n'est pas facile d'accéder à une conscience de classe qui réponde à cette dialectique. Le biais fallacieux qui découle, dans la tradition marxiste, de l'approche *binaire* capital/travail (là où il y a *trois* forces en présence) est entretenu par la disposition binaire qui découle de la contrainte démocratique moderne d'un gouvernement à la majorité, clivant en deux la

scène politique. Le résultat se dit : Droite/Gauche. Or cela ne signifie pas « capital contre travail », mais *clivage au sein de la classe dominante*. La « Finance » occupe la droite, « l'Élite » occupe la gauche. La Classe Fondamentale répartit ses voix entre « le parti des patrons supposés efficaces » et « le parti des fonctionnaires supposés compétents ». Elle ne peut accéder à une identité politique autonome, à la capacité à se représenter elle-même, qu'à travers le « parti » qu'elle suscite. Ce tiers parti, populaire, fluctuant dans ses contours, n'a eu d'efficacité historique que dans la mesure où il a compris que, pour briser la classe dominante, il devait briser la connivence entre ses deux composantes, et pour cela s'allier à l'Élite contre la Finance, mais en position hégémonique, et donc sur la base de la force rassemblée du « peuple ». Il y eut de cela entre 1970 et 1974. Cela

restera toujours un objectif.

Dans le langage des communistes et autres critiques radicaux, ce que j'appelle ici « l'Élite » n'est pas identifié *dans la position structurelle de classe* qui est la sienne, mais seulement *dans le registre politique*, comme relais du capital. Une « conscience de classe » stratégique suppose que l'on soit capable d'identifier *en termes (ternaires) de classe* nos adversaires et nos partenaires politiques. Nous ne pourrions dire *Nous*, que si nous savons dire *qui* ils sont, *Eux*, les uns et les autres. Ce n'est pas qu'il manque les mots pour le dire. Il manque les concepts.

Une réponse plus explicite à la question posée demanderait naturellement de plus longs développements. ■

***Jacques Bidet** est philosophe. Il est professeur émérite à l'université Paris-Ouest Nanterre - La Défense.

LES CLASSES ET LA STRATÉGIE DU PCF

L'analyse des divisions sociales est au cœur du diagnostic qui aujourd'hui encore détermine les projets politiques.

PAR SERGE WOLIKOW*

Il n'est pas question dans un bref article de traiter l'ensemble du sujet mais d'évoquer les relations que la stratégie entretient avec l'analyse des classes. Autrement dit comment la perception et le discours sur les classes sont fortement présents dans l'exposé de la stratégie communiste mais aussi dans son application.

LA RÉFÉRENCE AUX CLASSES

Dans la longue histoire du communisme français, la référence aux classes est un identifiant essentiel de la politique du parti. En cela le PCF s'inscrit dans une filiation qui est celle des organisations du monde ouvrier qui dès le XIX^e siècle affirment leur singularité en mettant en avant distinctions et luttes de classes quand il s'agit de se définir politiquement au sein du camp républicain qui met l'accent sur l'égalité politique. Depuis la fondation du Parti ouvrier français, dans les années 1880, par Jules Guesde, le combat pour l'égalité sociale est le propre du combat pour la République sociale. Le mouvement syndical qui émerge à la fin du XIX^e siècle avec la CGT met l'accent sur la lutte pour l'abolition du salariat et

la réappropriation par le monde ouvrier de ses moyens de production.

Après la révolution russe et l'établissement du pouvoir soviétique, le jeune parti communiste met en exergue une vision de la société où le prolétariat campe face à la bourgeoisie dominante dans une société où les classes intermédiaires de petits propriétaires, petits bourgeois commerçants, artisans ou agriculteurs, sont en voie de disparition. En fait, cette thèse répandue très fortement par l'Internationale communiste, notamment sous le mot d'ordre « classe contre classe », est reçue avec réticence et réserve dans le PCF. Pourtant, elle structure des pratiques qui jusqu'au début des années 1930 accompagnent la bolchevisation du parti mais aussi une conception du syndicalisme très méfiant à l'égard des alliances avec les diverses catégories de travailleurs autres que les prolétaires entendus au sens strict. Dans une France où le salariat de la grande industrie est très minoritaire cela ne contribue pas à l'élargissement de l'influence communiste mais, en revanche, cela l'enracine dans certaines zones du monde ouvrier des villes comme des campagnes. En fait, lorsque la stratégie de Front populaire, à partir de l'été 1934,

prend progressivement forme, cela conduit à réviser une partie de l'ancienne analyse des classes et des catégories sociales que ce soit en milieu rural et milieu urbain.

RASSEMBLEMENTS ET ALLIANCES

Désormais c'est une tout autre représentation de la division sociale qui est mise en œuvre. Reprenant une partie de la rhétorique républicaine contre les grandes familles et les monopoles, le PCF distingue la très grande bourgeoisie d'un côté et le peuple de l'autre dont la classe ouvrière constitue le noyau central. Les luttes de classes passent désormais par des rassemblements et des alliances dont l'objectif est avant tout le changement social et politique dans le cadre de la grève comme de l'élection. Cela ouvre la voie à une nouvelle forme d'organisation et de recrutement en direction des employés ou des fonctionnaires. Quant au monde paysan, dominé par les petits propriétaires, il est désormais accepté qu'il s'agit de le défendre sans considérer que sa disparition est inéluctable. Cette représentation des classes, croisée avec l'approche en termes de peuple, se retrouve fortement au moment de la Libération et de la reconstruction du pays en 1945, lorsque le PCF lance le mot d'ordre de bataille de la production. Les ingénieurs, les techniciens sont appelés à se joindre au monde ouvrier, quant aux exploitants agricoles, petits propriétaires, fermiers, ils sont également considérés comme faisant partie d'une paysannerie

à défendre dont il faut promouvoir les statuts. Lorsqu'au cœur de la guerre froide, au moment d'un nouvel isolement, le PCF, dans les années 1950, proclame la théorie de la paupérisation absolue de la classe ouvrière, c'est pour dénoncer les thèses de tous ceux qui dans la gauche mettaient en avant la thèse d'une « nouvelle classe ouvrière » profitant des retombées de la société de consommation. Dans la décennie suivante, l'attention de nouveau portée aux alliances et à la nécessité de prendre en compte les bouleversements sociaux,

économiques mais aussi politiques accompagnant l'installation du régime gaulliste, vont conduire à relancer une analyse différenciée des catégories et groupes sociaux, notamment dans les nouveaux secteurs de l'économie. L'identification des groupes comme les cadres, ingénieurs et techniciens d'un côté, les ouvriers spécialisés de l'autre, les nouvelles catégories de travailleurs intellectuels mais aussi le grand capital monopoliste est inséparable de la stratégie qui se forge autour du projet de l'union de la gauche et du programme

commun. Cette histoire des imbrications entremêlées entre analyse des classes et stratégie ne s'arrête pas à la fin des années 1970 mais les trente dernières années sont mieux connues des lecteurs. Il reste que la question de l'analyse des divisions sociales est au cœur du diagnostic qui aujourd'hui encore détermine les projets politiques, en ce sens sans doute la question n'a pas perdu de son actualité. ■

*Serge Wolikow est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne.

DE L'UTILITÉ D'UN PROJET

Faire à nouveau grandir une « conscience de classe » dans le « prolétariat » européen suppose de travailler à un « projet » sur lequel il puisse se rassembler.

PAR PATRICE COHEN-SEAT*

« En soi », une classe est l'ensemble de ceux qui, parce qu'ils occupent une position semblable dans les rapports de production, ont objectivement des intérêts communs face à ceux d'autres classes. Mais une telle classe ne devient historiquement un acteur social capable de défendre ses intérêts que si elle prend « conscience » d'elle-même et de sa capacité collective à arracher une amélioration de sa place relative dans la société. Elle devient alors un « sujet collectif » capable de se donner des objectifs, de s'organiser et d'agir pour augmenter ses pouvoirs et sa part des richesses produites. Par hypothèse, les classes dominantes ont cette « conscience de classe » sans laquelle elles n'auraient pas réussi à établir et maintenir leur domination. Leur premier effort est d'empêcher les classes dominées d'y accéder et de se mettre ainsi à leur tour en position de lutter pour faire valoir leurs propres intérêts.

UNE ALTERNATIVE DE SOCIÉTÉ

Ce qui a fait la force de la classe ouvrière, par opposition à d'autres classes dominées (par exemple la paysannerie), c'est la capacité qu'elle a eue de porter le projet d'une alternative de société, d'un projet « universel », et de disputer ainsi à la « bourgeoisie » son *leadership* social. Ce « projet » n'est pas tombé du ciel. Il s'est construit dans un mouvement qui liait des réalités objectives – développement de la science et de la grande industrie,

avènement de la « bourgeoisie », multiplication et concentration des ouvriers, urbanisation, révolutions, ... – et une idéologie (largement inspirée de Marx), c'est-à-dire notamment une interpréta-

“ *Le problème le plus difficile, pour les classes dominées, est que la mondialisation du capital a également mondialisé la mise en concurrence des salariés entre eux.* ”

tion de la réalité et de l'histoire, dessinant la possibilité d'une autre forme d'organisation sociale. Le développement des « pays socialistes » lui a apporté comme une magistrale consécration. Ce « projet » a été le contenu même de la « conscience » de la classe ouvrière : un ensemble de représentations, de valeurs, d'idées et de pratiques (notamment de luttes) qui l'ont « unifiée politiquement ». Mais cette « conscience de classe » n'a pas résisté au changement d'époque. En s'élargissant, le salariat s'est divisé : Français/étrangers, femmes/hommes, couches moyennes / couches populaires, contributeurs/ « assistés », etc. Les grandes concentrations de salariés, qui favorisaient le sentiment d'appartenance de classe, ont progressivement perdu du terrain au profit d'unités de production beaucoup plus petites. Les formes de management ont poussé à l'individuali-

sation des situations et à la concurrence entre salariés. Et les difficultés puis l'effondrement des « pays de l'Est » ont porté un coup idéologique fatal.

Surtout, la mondialisation financière du capital a bouleversé la configuration des classes. Les classes dominantes, emmenées par celle des financiers, continuent d'être partout des acteurs essentiels. Elles cherchent à orienter dans leur intérêt la construction de l'ordre mondial, tout en jouant des oppositions et contradictions entre les pays et les continents. C'est la « guerre économique ». La capacité d'agir des salariés est en l'état marginalisée en Occident. La domination de classe s'y intensifie. Dans les grands pays émergents, les ouvriers (et les salariés) deviennent une force grandissante. Leurs intérêts les opposent aux classes qui les exploitent, mais parfois aussi aux salariés des pays développés : ainsi, les luttes menées ces dernières années en Europe contre les réformes des retraites ont pu paraître à certains progressistes des pays émergents comme une défense de « privilèges » des salariés occidentaux. L'injonction « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » paraît bien peu audible.

L'ENJEU EUROPÉEN

La lutte des classes, disait Marx, est faite des efforts incessants de la bourgeoisie pour diviser le prolétariat, face à ceux du prolétariat pour s'unifier. Le fait est que la division a gagné du terrain. Le problème le plus difficile, pour les classes dominées, est que la mondialisation du capital a également mondialisé la mise en concurrence des salariés entre eux. Idéologiquement, institutionnellement et pratiquement, le travail de division est organisé à l'échelle du monde. C'est donc jusqu'à à cette échelle que la question de

« l'unification » doit désormais être posée : à capitalisme mondialisé, lutte de classes elle-même mondialisée. Et pour les prolétaires européens, pour qui l'Union européenne est devenue le lieu principal d'organisation de la « concurrence libre et non faussée », la question de leur propre « unité politique » est donc désormais cruciale. Reconnaissons que, sur ce plan, la « bourgeoisie » a un bon demi-siècle d'avance sur le « prolétariat ».

C'est un des obstacles majeurs auxquels se heurtent, dans chacun des pays européens, les forces de transformation sociale. Faire à nouveau grandir une « conscience de classe » dans le « prolétariat » européen suppose de travailler à un « projet » sur lequel il puisse se rassembler. Ce qui implique encore que le « projet » se place au niveau de l'enjeu européen lui-même. Et pour la même raison, que le centre du « projet » soit la capacité des Européens à

penser leur unité, se rassembler et s'organiser pour agir ainsi sur l'Europe comme sur l'ordre du monde. C'est la tâche historique à laquelle doivent s'atteler d'arrache-pied les forces sociales, politiques et culturelles qui entendent aujourd'hui mener, et gagner, l'impitoyable lutte de classes contemporaine. ■

***Patrice Cohen-Seat** est président d'Espaces Marx.

LE TRAVAIL AU CENTRE DU PROJET COMMUNISTE

Repolitiser le travail pour bâtir une nouvelle conscience de classe.

PAR MICHEL RIZZI*

« Les animaux au mieux collectent tandis que les hommes produisent » soulignait Friedrich Engels. C'est bien le travail qui, en modifiant sans cesse les conditions d'existence des hommes et les rapports qu'ils entretiennent entre eux, « fait société ». Tout projet de transformation sociale qui ne mettrait pas la question du travail au centre de ses préoccupations passerait donc à côté de l'essentiel.

Pourtant, comme le constate la résolution adoptée au 36^e congrès du PCF, « le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. » Réinvestir ce champ est donc un défi posé aux forces révolutionnaires.

COMMENT S'Y PRENDRE ?

La question du partage des richesses, c'est-à-dire de la plus-value, qui est au cœur de la division de la société en classes antagonistes, demeure évidemment un terrain clé du combat politique. Cependant, il faut aller plus loin parce

« *Le projet communiste doit donc parler aussi de ce qu'il convient de produire ou pas, de dire comment cela doit être décidé et être capable de repenser la place du travail dans la vie des individus.* »

que nous sommes confrontés à une crise globale de civilisation qui a des dimensions anthropologiques. Le projet communiste doit donc porter l'exigence d'un nouveau mode de développement humain, et par conséquent parler aussi de ce qu'il convient de produire ou pas, de dire comment cela doit être décidé et être capable de repenser la place du travail dans la vie des individus.

RECONNECTER LE TRAVAIL AVEC L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les stratégies d'entreprise constituent donc un premier champ incontournable d'intervention. Il s'agit à la fois de contester la légitimité de la logique capitaliste et de proposer une autre visée en posant la question de la finalité de l'entreprise : outil pour rémunérer des actionnaires ou bien moyen de répondre à un besoin social ? Le contenu des productions et des activités, la nature et de la localisation des investissements, le modèle économique et les modes de financement, les critères de gestion, la politique d'emploi, le modèle social et organisationnel mis en œuvre sont autant de sujets de confrontation possibles.

De là découle un second terrain de bataille, celui du pouvoir de décision et donc de la propriété. Il s'agit d'étendre le champ de la démocratie à l'économie, avec un enjeu immédiat : la participation des salariés aux conseils d'administration, là où se prennent les choix stratégiques.

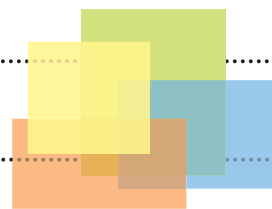
Un troisième volet touche aux rapports qui relient les hommes au travail. Il concerne à la fois l'enjeu de société qu'est la réduction du temps de travail et l'organisation du travail lui-même. La généralisation des phénomènes de souffrance au travail est à la fois le fruit de stratégies financières modifiant les objectifs

de l'entreprise et donc le contenu des activités et de méthodes managériales qui mettent en compétition, isolent et fragilisent les individus. Y apporter remède suppose deux choses. D'une part, redonner aux tâches confiées à chacun une utilité sociale ; en plus de la nécessaire contestation des grands choix stratégiques pour reconnecter le travail avec l'intérêt général, cela passe notamment par la reconnaissance des identités professionnelles et des qualifications à l'opposé des logiques actuelles. D'autre part, porter un modèle alternatif de management, fondé sur l'extension des droits et des garanties collectives comme moyen de libérer la créativité de chacun et de favoriser la coopération entre les travailleurs.

Ces pistes (non exhaustives) pour une repolitisation du travail sont le terreau sur lequel on peut espérer bâtir une nouvelle conscience de classe. Dans un salariat aujourd'hui éclaté et soumis à de multiples facteurs de division, celle-ci ne peut pas en effet, et moins que jamais, naître spontanément des conditions de vie et d'emploi, précisément parce que celles-ci sont aujourd'hui très différentes. L'unité du monde du travail implique sa perception que, par-delà la diversité des situations vécues, il a un ennemi commun mais aussi des intérêts convergents, et cela ne peut se réaliser qu'autour d'un projet de société partagé où la transformation du travail occupe une place centrale.

Cela pose évidemment un autre défi : celui d'organiser le parti révolutionnaire sur les lieux de travail afin qu'il soit en mesure d'y déployer sa politique à partir des préoccupations concrètes des salariés. ■

***Michel Rizzi** est secrétaire de la section RATP du PCF.



Les agences : une nouvelle gestion publique ?

En septembre 2012 a paru l'étude annuelle du Conseil d'État. Celle-ci s'intitule « Les agences : une nouvelle gestion publique ? ». Leur multiplication erratique au sein de l'État, sous des formes juridiques diverses, pose en effet un certain nombre de questions. Celles-ci tournent autour de la notion de gouvernance publique.

Pour commencer, une définition s'impose car la notion d'agence ne s'applique pas à tous les organismes émanant de l'État. Selon le Conseil d'État, une agence structure de façon transversale des politiques publiques nationales spécifiques dont les orientations ont été préalablement fixées par l'administration centrale (vue comme un grand stratège) ; elles sont donc autonomes dans leur fonctionnement mais pas indépendantes. Ainsi, l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et le Centre national pour le développement du sport (CNDS) sont des agences, mais l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) et l'Agence nationale de lutte contre le dopage sont des autorités administratives indépendantes. Malgré cette distinction, les objectifs d'une agence résultent en réalité de négociations entre celle-ci et le gouvernement (par exemple un ministre de tutelle). De plus, elles peuvent disposer de ressources qui sont les fruits de leur activité propre (c'est notamment les cas d'Oséo, dont l'action est dirigée vers les PME) et ont parfois recours à des organismes extérieurs à l'État. Dans certains cas, elles parviennent ainsi à échapper au contrôle de l'État, par ailleurs souvent incapable de les évaluer. Elles contribuent alors directement à l'accélération du désengagement de l'État des services publics.

Cette crainte n'est pourtant pas reprise par le Conseil d'État, qui souligne leur efficacité à relever des grands défis, la souplesse de leur mode de recrutement, leur éloignement des conflits politiques, leur image moins bureaucratique que celle de l'administration centrale, et ne remet donc pas en cause leur existence. L'étude établit en revanche certains critères clarifiant leur rôle au sein de l'État et réaffirmant la fonction de pilotage de ce dernier (de façon à éviter son « démembrement »). Le but est aussi d'éviter la dérive tant redoutée des finances publiques (les agences auraient une capacité plus grande à contourner les régulations des comptes publics).

[...] Dans ce nouveau schéma de fonctionnement de l'État qui place les agences en première ligne pour mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses, le pilotage, ou plutôt la tutelle, doit impérativement être renforcée afin d'assurer les missions de service public. Des bilans précis des actions menées par ces agences, supposées très efficaces, doivent surtout être établis avant de continuer dans cette voie. Enfin, la précarisation de leurs personnels doit être empêchée à tout prix en interdisant les CDD utilisés pour remplir des fonctions permanentes.

RODOLPHE POLLET

La gratuité

Partout où elle appliquée, elle ouvre un champ des possibles pour une société plus juste et égalitaire, elle défie même à un niveau modeste la marchandisation des activités humaines, et replace les besoins humains dans une échelle de valeurs plus favorable au vivre ensemble, revalorise la construction d'un monde fraternel et solidaire.

Des expériences multiples montrent son rôle socialement utile dans des domaines les plus variés. La réponse aux besoins qu'ils soient culturels, d'accès aux soins, aux transports, à l'énergie, à l'éducation, à la formation... est soit détournée, confisquée, soit prise en compte dans une redistribution des richesses produites par un accès libre à un certain nombre de services essentiels.

De plus, comme le laissent entrevoir des expériences (la gratuité des transports à Aubagne), elles contribuent à « pacifier », à sécuriser, tranquilliser des rapports entre salariés et usagers (qui redeviennent usagers et non clients), entre habitants générant des économies sur la sécurité civile, la voirie, sans oublier le plus écologique des transports collectifs gratuits, diminuant le recours au véhicule individuel.

Une nouvelle ère des services publics avec une maîtrise démocratique renforcée malgré les coups de boutoir du capital débridé peut contribuer par la popularisation d'expériences à la construction de rassemblements plus larges pour dépasser le capitalisme.

À quelque temps d'élections locales, où les programmes vont être élaborés avec les populations, je trouve que la constitution d'un dossier sur la gratuité par *La Revue du projet* serait d'une grande utilité, d'autant plus qu'avec les coupes budgétaires, cette notion subversive qu'est la gratuité déjà largement malmenée dans l'accès aux soins, risque d'être systématiquement remise en cause (musées, bibliothèques, tiers payant...).

Merci pour votre travail collectif de qualité, en espérant que mon courrier suscite un écho.

ALAIN PERNET

Qu'est ce que l'Essentiel ?

Certains pensent que l'essentiel c'est l'artistique, le littéraire. Il faut défendre ces cultures car elles sont menacées ou trop ignorées.

D'autres pensent que l'essentiel c'est le scientifique. Il faut défendre cette culture car elle est menacée ou trop ignorée.

L'essentiel c'est de « défendre ces cultures », mais pas de les défendre les unes contre les autres !

Fondamentalement elles ne sont pas contradictoires, elles sont des compréhensions complémentaires, et mutuellement enrichissantes d'une seule réalité.

Il faut apprendre, pour soi et pour les autres, à passer d'une compréhension à l'autre et de l'autre à l'une : c'est bon pour l'exaltant, c'est bon pour l'ESSENTIEL !

PHILIPPE GASCUEL

ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET

ASSOCIATION PAUL LANGEVIN

Administration-Abonnements : 6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19 – Tél. : 01 40 40 12 34

N° de compte : La Banque postale 5269700R020

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

LA REVUE DU PROJET

REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Abonnement annuel : 10 N° = 50 €

Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.

L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.

Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement.

DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier

| | | | |
|-------------------------------------|--|--|--|
| NOM, PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR | | | |
| | | | |

| Code Etablissement | Code Guichet | N° du compte | Clé R.I.B. |
|--------------------|--------------|--------------|------------|
| | | | |

Date :
Signature :

| |
|--|
| DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER |
| |

| |
|--|
| NOM ET ADRESSE DU CREANCIER |
| ASSOCIATION PAUL LANGEVIN 6 Avenue Mathurin Moreau 75167 PARIS CEDEX 19 |

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 11/4/80 de la Commission Informatique et Libertés.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les les prélèvements ordonnés par la créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Etablissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° NATIONAL D'EMETTEUR

530622

| | | | |
|-------------------------------------|--|--|--|
| NOM, PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR | | | |
| | | | |

| Code Etablissement | Code Guichet | N° du compte | Clé R.I.B. |
|--------------------|--------------|--------------|------------|
| | | | |

Date :
Signature :

| |
|--|
| NOM ET ADRESSE DU CREANCIER |
| ASSOCIATION PAUL LANGEVIN 6 Avenue Mathurin Moreau 75167 PARIS CEDEX 19 |

| |
|---|
| NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER |
| |

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

Le droit à l'information est le pilier de la démocratie

Rapport alarmant du CSA, crise de la presse, lourdes menaces sur sa distribution, les sujets d'inquiétudes pour l'avenir du pluralisme sont nombreux. **Jean-François Téaldi**, journaliste et syndicaliste dans l'audiovisuel public, est le responsable média du conseil national du PCF mais aussi le coordinateur du Front de gauche média. En passant en revue l'actualité du secteur, il avance des propositions concrètes pour faire respecter le droit à l'information.

26

Après la publication d'un rapport du CSA sur des temps de parole pendant la présidentielle, vous craignez que le principe d'égalité soit abandonné. Pourquoi ?

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a publié fin 2012 son *Rapport sur l'élection présidentielle de 2012* dans lequel il dresse le bilan du traitement médiatique de cette élection, mais fait aussi état de propositions concernant les échéances présidentielles à venir, l'une étant particulièrement dangereuse pour le pluralisme - déjà malmené avec les règles actuelles - à savoir supprimer durant trois semaines le principe d'égalité de traitement des candidats pour le remplacer par celui d'équité.

Lors de la couverture de la campagne, trois périodes se succèdent : jusqu'à la publication de la liste des candidats par le Conseil constitutionnel, ceux-ci doivent bénéficier d'un accès équitable aux médias ; puis durant les trois semaines précédant l'ouverture de la campagne, dite période intermédiaire, ils doivent bénéficier d'un

temps de parole égal et d'un temps d'antenne équitable (c'est cette période de temps égal qui est visée) ; enfin durant les quatre semaines précédant le premier tour ils doivent bénéficier d'un temps de parole

“ *Le Front de gauche propose un Conseil supérieur des médias, composé d'un tiers de représentants des forces politique à proportion de leur poids au Parlement, un tiers de professionnels représentés par leurs syndicats, un tiers de citoyens usagers.* ”

et d'un temps d'antenne égaux. Afin de comprendre pourquoi la proposition du CSA de remplacer, durant trois semaines, l'égalité par l'équité, terme subjectif et ouvert à toutes les interprétations, est attentatoire au pluralisme, appuyons-nous

sur son rapport. Malgré cinq interventions du CSA les *déséquilibres et manquements aux règles* qu'il relève lui-même, ont perduré durant quarante-cinq jours régis par le principe d'équité.

Le CSA le reconnaît, la principale victime a été Jean-Luc Mélenchon « l'exposition importante de Nicolas Sarkozy (33 %) et François Hollande (32,50 %) a eu lieu au détriment de Marine Le Pen (9 %), François Bayrou (9 %) et Jean-Luc Mélenchon (5,60 %). »

Ce n'est donc que durant la période « d'égalité » que le CSA a pu faire respecter le pluralisme, à travers plusieurs mises en garde ou rappels à l'ordre, ce qu'il n'avait pu obtenir durant les périodes *d'équité*. Malgré ce constat édifiant, le CSA et le Conseil constitutionnel préconisent de « supprimer la période intermédiaire », autrement dit de raccourcir la période « *d'égalité* » de trois semaines ! De qui se moque le CSA ? Face à cette volonté de restreindre encore plus le plu-



PLURALISME

ralisme, il faut mener campagne pour empêcher cette nouvelle tentative d'atteinte à la démocratie et transformer cette institution qui n'a jamais joué son rôle.

Précisément, vous proposez de transformer le CSA en Conseil supérieur des média. Dans quel but ?

C'est une proposition qui remonte à 2003 avec la publication par le collectif média du PCF de la plaquette *Pour une appropriation populaire des média*. Elle partait d'un constat : avec la nomination des membres du CSA par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et du Sénat, nous avons une institution monocole, rendant avis et rapports mais incapable de faire respecter le pluralisme. On l'a vu depuis la campagne référendaire de 2005, puis des présidentielles et législatives. Le Front de gauche média propose de le transformer en Conseil supérieur des média, composé d'un tiers de représentants des forces politiques à proportion de leur poids au parlement, un tiers de professionnels représentés par leurs syndicats, un tiers de citoyens usagers. Ce dernier collège est le plus difficile à définir, les associations dans ce domaine n'en étant qu'à leurs balbutiements.

Pour une cohérence d'ensemble, nous proposons de confier au Conseil supérieur des média, les compétences du CSA mais aussi de l'ARCEP (autorité des régulations des communications électroniques et des postes) qui distribue notamment les fréquences. Il semblerait que le gouvernement qui y réfléchissait, s'éloigne de cette idée.

À côté du Conseil supérieur des média, nous proposons de créer des États généraux des média, qui seraient composés de professionnels, parlementaires, associations, ayant un rôle de suivi des média et un pouvoir d'interpellation du Conseil supérieur des média et des conseils d'administration des chaînes.

Le PCF puis le Front de gauche soutiennent l'idée d'un pôle public des média. Quels en seraient les contours et le rôle ?

La commission Front de gauche média travaille avec la CGT, le SNJ/Solidaires et la CFDT pour une nouvelle loi sur l'audiovisuel public. Aujourd'hui, l'audiovisuel public est éclaté en quatre entités : Radio France, France Télévisions, l'Audiovisuel extérieur de la France qui regroupe RFI et France 24 et l'INA. Chacune avec sa stratégie et des droits sociaux différents. Cet éclate-

ment empêche, face au privé, un développement puissant fait de synergies, alors qu'ensemble ces entités ont la même force de frappe que la BBC. Nous proposons de les regrouper dans un pôle public. C'est une idée initiée par la CGT de France 3 et qui aujourd'hui est partagée par les inter-syndicales de France Télévisions, de l'Audiovisuel extérieur de la France, de l'INA et par la CGT de Radio France.

“ Marie-George Buffet a déposé le 22 février une proposition de loi « Visant au redressement du secteur de la presse et de sa distribution au service du pluralisme et de l'intérêt général ». ”

Du côté du gouvernement, le discours sur la rigueur est inquiétant. Le projet du PS adopté en 2011 évoquait la possibilité de revoir le périmètre de France Télévisions. Patrick Bloche, en charge de la question, siège aujourd'hui au conseil d'administration de France Télévisions. Pour notre part, nous voulons faire avancer notre proposition de pôle public avec des modalités

de financement pérennes et dynamiques. Si les salariés se mobilisent, ils trouveront les élus du Front de gauche à leurs côtés comme au moment du vote du budget.

Avec le plan de restructuration de Presstalis, le groupe de distribution coopérative de la presse, cet autre fait d'actualité fait craindre pour le pluralisme. Quelles sont vos propositions pour éviter un effondrement d'un système mis en place à la Libération ?

1 250 emplois sur les 2 500 du groupe sont menacés de suppression par le plan de restructuration. Marie-George Buffet notamment a participé à plusieurs rassemblements des salariés pour exiger son retrait. Elle a déposé le 22 février une proposition de loi « visant au redressement du secteur de la presse et de sa distribution au service du pluralisme et de l'intérêt général ». Ce texte est le fruit de deux ans de travail de la commission du Front de gauche média avec les syndicats du secteur et les parlementaires des deux groupes. Il répond aux attentes des salariés et propose de renforcer le principe coopératif inscrit dans la loi Bichet qui régit la distribution de la presse depuis la Libération. Notre proposition de loi prévoit la mise en place d'une coopérative unique de messageries et une réforme du système de régulation dans lequel l'État et les représentants des salariés trouve-

raient toute leur place. Nous tiendrons prochainement des forums, à Marseille, Paris, Nice et Toulouse pour la faire connaître, l'enrichir et obtenir par les mobilisations son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Dans cette loi vous proposez de refondre le système des aides à la presse. Qu'est-ce à dire ?

Aujourd'hui les aides vont aussi bien aux titres d'information générale qui contribuent à former l'opinion des citoyens qu'aux journaux de divertissement. Nous souhaitons que les aides soient concentrées sur les premiers et nous proposons également la mise en place de taux de TVA différenciés (5,5 % et 0 %) pour les journaux à caractère éducatif, d'information générale et politique. Nous proposons de nouvelles dispositions fiscales en direction des contribuables qui soutiennent financièrement des titres. Après l'accord Google insatisfaisant, nous voulons maintenir la pression pour obtenir une vraie taxe sur la publicité en ligne permettant de soutenir le secteur.

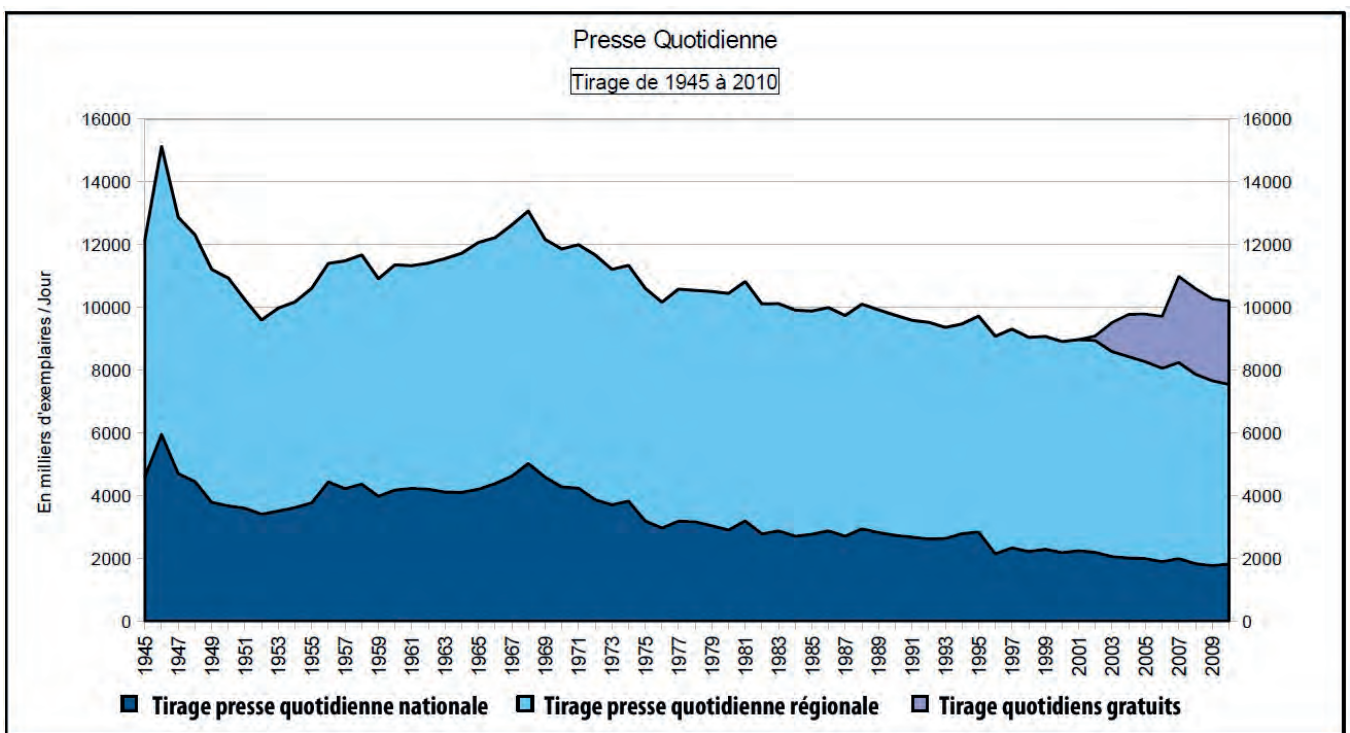
Les expériences « socialistes » du XX^e siècle ont fait peu de cas du droit à l'information. Quelle place lui donnez-vous dans le projet communiste ?

Pour nous, le droit à l'information est un des piliers de la démocratie. C'est un droit

affirmé dans le programme du Front de gauche *l'Humain d'abord* et dans le projet communiste adopté au dernier congrès. Nous nous engageons pour le pluralisme, mais comment parler de pluralisme avec un seul quotidien par région ? Des titres comme *La Croix* ou *Politis* doivent avoir les moyens d'exister et de se développer. Pour changer la société, il faut des citoyens conscients du monde tel qu'il ne va pas. Il

« *Après l'accord Google insatisfaisant, nous voulons maintenir la pression pour obtenir une vraie taxe sur la publicité en ligne permettant de soutenir le secteur.* »

leur faut également tous les éléments en main pour juger du type de société que l'on propose. Dans cet objectif, *L'Humanité* joue un rôle irremplaçable comme elle l'a montré au moment du traité constitutionnel européen, ou de façon plus actuelle avec l'accord scélérat du 11 janvier. De même, nous sommes attachés au pluralisme dans l'audiovisuel public et sur les sites d'information en ligne. Pour nous, communistes, la promotion du droit à l'information est une condition de l'intervention citoyenne. ■



BRÈVES DE SECTEUR

Sport



LE PARI DU SPORT

À l'occasion du 36^e congrès du PCF, la commission sport a rendu publique une contribution de huit pages. Nous considérons que le sport est un élément essentiel de notre projet d'émancipation humaine. Toutes les doctrines d'oppression commencent par la négation ou le contrôle des corps. Le corps a toujours été un enjeu de domination et donc de pouvoir. Le

droit à maîtriser son propre corps et à l'accomplir dans toutes les dimensions de son potentiel physique et intellectuel est un enjeu politique majeur.

L'apprentissage des techniques sportives est l'espace pour soi qui donne accès aux sensations les plus fines, à une complexité non visible de l'extérieur, source d'émotion et de plaisir. C'est un lieu de création, d'expérimentation, de confrontation qui pousse au progrès.

Cette contribution a un triple objectif, remettre la question du sport au cœur de notre projet politique, analyser et comprendre l'avancée du capitalisme dans le sport et dresser les pistes pour un nouveau service public du sport avec les moyens à la hauteur de ces enjeux. Nous affirmons que le sport n'est pas une marchandise mais un droit pour toutes et tous et engageons une reconquête idéologique sur le sens et l'objectif que l'on donne au sport. L'enjeu idéologique est d'inventer de nouvelles politiques publiques répondant à l'urgence de démocratisation et d'émancipation. D'un côté, sortir le sport du marché, le définancieriser, de l'autre, mettre fin aux inégalités qui persistent selon les revenus, les conditions de travail, le sexe et le lieu d'habitation. Nous proposons d'engager une démarche globale pour refonder le sport qui peut se résumer dans une formule : « tous les sports pour toutes et tous, le meilleur niveau pour chacun ».

NICOLAS BONNET – SECTEUR SPORT

Éducation



RÉORIENTER LA LOI DE FAÇON PROGRESSISTE

La loi sur l'école de Vincent Peillon focalise l'attention médiatique. Au-delà de quelques mesures symboliques et déclaratives, elle prend trop peu de distance par rapport aux politiques antérieures, notamment en ce qui concerne le transfert des missions scolaires aux collectivités en cohérence avec l'acte trois de la décentralisation ce qui va renforcer

les inégalités territoriales et sociales : régionalisation des conseillers d'orientation psychologues et du bac pro (perte

de valeur nationale, limitation des contenus selon la pression des patrons du bassin d'emploi...), transfert des heures de l'école primaire à des activités qui, pour se dérouler dans les locaux de l'école seront sous responsabilité des communes ou communautés de communes (et des organismes privés à qui elles sous-traiteront) en fonction de soi-disant « projets » locaux, donc, ne visant pas le même programme national. Cette réforme poursuit ainsi la logique mise en place avec le « socle commun » : le dénivèlement des objectifs selon les établissements, les uns limités aux objectifs du socle dans l'école et sur le temps périscolaire, les autres, là où il y aura les moyens, pouvant bénéficier du temps périscolaire pour faire le programme complet avec des enseignants municipaux contractuels.

Le réseau école du PCF multiplie les débats dans toute la France, avec les parlementaires et les partenaires du Front de gauche, pour faire entendre les vrais besoins d'une réforme de gauche (lutte contre les inégalités, préparer tout le monde à aller jusqu'au bac et au-delà afin de préparer chacun à vivre dans la société de 2030/2040 où les savoirs savants influenceront davantage sur la vie citoyenne et le travail).

Des numéros de la lettre du réseau école sont disponibles (d'autres en préparation), ainsi que des tribunes parues dans la presse et des tracts et argumentaires pour les parents, les personnels de l'éducation et les élus sur le site : <http://reseau-ecole.pcf.fr/>

Les amendements clés de nos parlementaires pour réorienter la loi de façon progressiste sont disponibles de même qu'un clip *On leur fait un dessin*, depuis fin mars.

STÉPHANE BONNERY – SECTEUR ÉDUCATION

Europe

DE BONNES ET DE MAUVAISES NOUVELLES.

Si en Espagne et au Portugal les mobilisations sociales contre les politiques austéritaires ne faiblissent pas, les récentes élections à Chypre et en Italie sont inquiétantes. Le choix du nouveau président chypriote de droite semble donner raison à la capitulation devant les exigences de l'Union européenne. Mais les Chypriotes ne semblent pas, eux, résignés à accepter le diktat européen et ce, quel que soit le président. En Italie le résultat semble avoir donné raison aux partis démagogiques. La gauche de transformation sociale sera une nouvelle fois absente du parlement. Mais là aussi le vote Grillo recouvre des envies contradictoires du peuple italien : un changement radical mais aussi un « tous pourris » sans issue. Le PCF au sein du PGE et du groupe GUE au Parlement européen soutient les partis communistes et de gauche qui luttent contre l'austérité et ses conséquences néfastes pour les peuples.

GILLES GARNIER – SECTEUR EUROPE

Par GÉRARD STREIFF

Occupy Wall Street Remarques sur la révo

Occupy Wall Street (OWS) est né en septembre 2011 à l'occasion d'une action spectaculaire, l'occupation de Zuccotti Park à Manhattan deux mois durant. Où en est cette action ? S'agit-il d'un mouvement d'activistes ou d'un courant représentatif de la société américaine ?

30

O WS participe d'une manière d'Internationale des indignés dont on a pu voir les actions en Espagne, en Grèce notamment, des révoltes sans dirigeants, véhiculées surtout par Internet et les réseaux sociaux, pour dire vite. Des ouvrages récents commentent ce phénomène, *Nous, les indignés d'Espagne* chez Jacob-Duvernet ; *Indignés, d'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences* chez Zones ; ou plus spécifiquement *Occupy Wall Street ! Textes et témoignages des indignés* de Jade Lindgaard aux éditions Les Arènes.

On retrouve dans ces manifestations des thématiques communes, la référence à 1968, le rejet de la dictature des marchés, la dénonciation des inégalités, la place de l'enjeu immobilier (et du logement), la critique d'une démocratie de façade et l'aspiration à une démocratie directe. Le manifeste d'OWS dit notamment : « Nous venons vers vous à une époque où les grandes entreprises, qui placent le profit au-dessus des gens, leurs intérêts personnels au-dessus de la justice, et l'oppression au-dessus de l'égalité, dirigent nos gouvernements. » L'occupation de

Manhattan a connu un écho médiatique retentissant ; une contestation radicale au cœur même de la finance, l'image était d'une très grande force. Mais le mouvement, informel, donne l'impression d'avoir connu son pic de popularité et de s'essouffler. À l'occasion du premier anniversaire de l'occupation du parc Zuccotti, à l'automne 2012, une manifestation n'a réuni que 2 000 personnes, la tentative de perturber la journée boursière n'a pas vraiment marché, la police a arrêté 200 manifestants (des images ont montré des militants plaqués au sol, ficelés comme des saucissons) sans soulever d'indignation particulière. Des commentateurs font remarquer que le succès d'*Occupy Wall Street* ne s'apprécie pas seulement par l'ampleur des échos médiatiques ou le nombre de manifestants mais par une foultitude de petits mouvements à travers les États-Unis sur des thèmes comme le refus de rembourser des emprunts prohibitifs ou des oppositions à des expulsions d'appartements, etc. D'autre part, le mouvement se décline à présent dans une infinité de thématiques (et de lieux), *Occupy University*, *Occupy Research*, *Occupy Boston*, *Occupy Potland*, *Occupy Los Angeles*, *Occupy Nation*, etc. Et puis ce mouvement continue de passionner, voire de fasciner les cercles universitaires américains. Un récent article du *New York*

Times recensait les études consacrées actuellement à OWS, notamment celles d'Alex Vitale du Brooklyn College de New York, de Theda Skocpol de Harvard, d'Edward Maguire de l'American University de Washington, de Jeffrey Juris, anthropologue à la Northeastern University de Boston. Des chercheurs engagés ont créé *Occupy Research*, un site qui permet de partager les méthodes de recherche et qui récolte des informations sur les mouvements *Occupy* du monde entier.

UNE DEMANDE DE RÉELLE DÉMOCRATIE

N'empêche : le relatif insuccès d'OWS fait débat, tout comme sa difficulté à s'organiser, que ce soit en parti, en syndicat, en organisation ou tout simplement en mouvement. On parle de divisions internes. Selon Jesse Klein, sociologue à l'université de Floride, celles-ci sont apparues « entre les activistes qui disposent du temps nécessaire pour de longues réunions œuvrant à un consensus et ceux qui ne l'ont pas et craignent de se voir reprocher leur manque d'implication ». D'autres formes de tensions existent. Il y a par exemple d'un côté les militants qui insistent sur les inégalités sociales et la cassure symbolisées par le fameux slogan : nous sommes 99 %, soit une volonté de rassembler contre le 1 % des ultra-riches. Il serait minoritaire mais ne s'avoue pas

Volte des 99 %

vaincu : « le processus de maturation pour changer les choses prendra du temps. Laissons croire que nous nous affaiblissons. » L'autre courant, qu'on qualifierait plus volontiers de sociétal, estime que le plus important aujourd'hui est d'inventer « de nouvelles formes » de vie sociale. Comme Marina Sitrin qui, dans le journal *Occupy*, appelle à « rompre avec ces gens qui voudraient nous dire quoi faire et comment le faire, pas seulement les gouvernements et les politiciens mais aussi les partis de gauche, les journalistes, les universitaires. » Ce courant, apparemment plus influent, milite pour ce qu'on appelle « l'horizontalisme » par opposition à toute forme de verticalité. Il s'agirait de rompre non seulement avec le capitalisme financier mais avec toute forme d'organisation passée de ce même capitalisme. On ambitionnerait la création de « communes » afin « d'élever la conscience du peuple », genre de phalanstères fourieristes, et d'aller vers « un réseau international de communes déterritorialisées et souveraines » où « la poursuite du bonheur (...) ne se résumerait plus à l'*homo oeconomicus* » et au consumérisme. « Si on ne peut pas changer la vie, changeons la façon dont nous vivons. »

Une question revient souvent dans les débats autour d'OWS : quelle est son influence réelle dans l'opinion américaine ? Certains média laissent entendre qu'OWS serait constitué de gosses de riches, au chômage, qui protesteraient... contre leurs parents ! Propos polémiques même s'il est vrai que les militants concernés disposent généralement d'un haut niveau de diplômes. Todd Gitlin, professeur de sociologie à Columbia (New York) et auteur du livre électronique *Occupy Nation*, estime, lui, que ce n'est pas tant le noyau dur des

activistes qui compte que « le mouvement périphérique, tous ces gens qui participent aux grandes manifestations mais sont absents des réunions et des assemblées générales. Ils sont beaucoup plus nombreux et leur poids politique fait grossir le mouvement ». De son côté Hector Cordero-Guzman, sociologue au Baruch College de New York a proposé un sondage sur Internet qui fut ensuite mis en ligne sur *occupywallst.org*. Il en ressort que « les *Occupy* représenteraient un échantillon représentatif de la population. Ce ne sont pas simplement des jeunes célibataires désœuvrés, ce sont des gens qui ont suivi un parcours normal mais pour qui les choses n'ont pas tourné comme elles auraient dû. »

OWS incarne d'abord une forte aspiration démocratique, autant politique qu'économique. « Il est difficile de résumer l'esprit d'OWS » estime Nathan Schneider, écrivain américain qui a suivi de près l'histoire du mouvement. Il y a eu tant de mots d'ordre lancés, par exemple « Ce n'est pas une

protestation, c'est un procès » ou « Chaque jour, chaque semaine, occupons Wall Street ! ». Mais, poursuit-il, « s'il est une phrase qui illustre bien OWS, c'est ce slogan venu des Indignés d'Espagne : **une réelle démocratie maintenant.** » Moins « visible », OWS semble conserver un potentiel réel. *Occupation* est devenu un terme résolument fédérateur. Comme l'écrit Sylvain Cypel dans le journal *Le Monde*, aujourd'hui, « le 1 % (est) l'incarnation du mal capitaliste ». Signe de son influence persistante ? De récentes révélations, notamment de l'association Partnership for civil justice (dans un rapport d'une centaine de pages), montrent que OWS a été, dès les origines, fortement surveillé et infiltré par le FBI.

P.S. : On lira avec profit *Dictionnaire presque optimiste des États Unis* de Christophe Deroubaix aux éditions Michel de Maule ; ainsi que l'article du *New York Times International* du 26 février 2013 : « La jeunesse américaine penche à gauche ». ■

LA RÉVOLTE DES 99 %

« La formule inédite des 99 % a permis de remettre au centre du débat les inégalités économiques, en faisant de celles-ci un enjeu démocratique. Cependant, même dans le mouvement, certaines perplexités et inquiétudes se sont exprimées. Par exemple les assemblées générales sont-elles réellement démocratiques ? Certaines décisions ne sont-elles pas pilotées en sous-main ? Ne privilégient-elles pas ceux qui veulent et peuvent y participer ? Ou encore : la formule des 99 % ne risque-t-elle pas de dissimuler des formes d'oppression comme le racisme ou la domination masculine ? Malgré l'enthousiasme qu'il (il s'agit du recueil « *Occupy Wall Street !* » de Jade Lindgaard) manifeste, ce travail laisse entrevoir combien il est compliqué, concrètement, de faire vivre une *vraie démocratie* »

Serge Audier, *Le monde des livres*, 8 juin 2012

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

PAR DOMENICO LOSURDO*

Traduit de l'italien par Aurélien Aramini.

La « démocratie pour le peuple des seigneurs » entre passé et présent

La « démocratie pour le peuple des seigneurs » peut facilement se transformer en une dictature pour le peuple des seigneurs.

*DOMENICO LOSURDO est philosophe. Il est professeur d'histoire de la philosophie à l'université d'Urbino.

Andrew Jackson est président des États-Unis au moment où Tocqueville fait le voyage qui aboutit à la publication de la *Démocratie en Amérique*. Il est vrai que ce président liquide en grande partie la discrimination censitaire des droits politiques. Mais, parallèlement à cela, nous avons affaire à un propriétaire d'esclaves qui, par ailleurs, ordonne la déportation des Peaux-Rouges (les Cherokees). Ce sont des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants : un quart meurt déjà en cours de route. Devons-nous considérer que Jackson est un démocrate ? Les auteurs de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution de 1787 sont également des propriétaires d'esclaves ; bref, durant trente-deux des trente-six premières années d'existence des États-Unis, la fonction de président est occupée par des propriétaires d'esclaves, souvent impliqués dans l'expropriation et la déportation des Peaux-Rouges.

LES ÉTATS-UNIS DE L'ÉPOQUE SONT-ILS UNE DÉMOCRATIE ?

En général, on se débarrasse de ces questions en ayant recours à un historicisme vulgaire : les sociétés libérales auraient hérité de pratiques et de rapports sociaux universellement répandus. Mais les faits sont tout autres. Tocqueville publie le premier livre de la *Démocratie en Amérique* en 1835. À cette date, l'es-

clavage a en grande partie disparu sur le continent américain. Dans le sillage de la Révolution française, la révolution des esclaves noirs à Saint-Domingue donna l'impulsion du processus d'émancipation. Puis la révolution de l'Amérique latine éclata contre la domination espagnole : elle aussi s'acheva avec l'abolition de l'esclavage. La révolution des colons anglais conduisant à la fondation des États-Unis est la seule du continent américain à tenir bon et même à renforcer et à étendre l'institution de l'esclavage : après avoir arraché le Texas au Mexique, la république nord-américaine y réintroduit l'esclavage aboli auparavant. Une fois encore se pose la question : les États-Unis de l'époque sont-ils une démocratie ?

Il est plus opportun de parler de *Herrenvolk democracy*, c'est-à-dire de démocratie valant seulement pour le « peuple des seigneurs ». Quand ce régime a-t-il pris fin aux États-Unis ? Avec la fin de la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage qui l'a suivie ? En réalité, un des chapitres les plus tragiques de l'histoire des Afro-Américains s'écrit entre la fin du XIX^e siècle et les débuts du XX^e siècle. Leur lynchage était un horrible spectacle de masse. Je veux citer ici un historien américain :

« Des nouvelles de lynchage étaient publiées sur les feuilles locales et des wagons supplémentaires étaient ajoutés aux trains pour les spectateurs, parfois des milliers, venant de localités situées à des kilomètres de distance. Pour assister au lynchage, les enfants des écoles pouvaient avoir un jour de liberté. Le spectacle pouvait inclure la castration, l'écorchage, le rôtiage, la pendaison, les

coups de feu. Les *souvenirs* pour les acquéreurs pouvaient inclure les doigts des mains et des pieds, les os et même les organes génitaux de la victime, et aussi des cartes postales illustrées de l'événement. »

Un autre historien américain (George M. Fredrickson) observe que « les efforts pour maintenir la « pureté de la race » dans le Sud des États-Unis anticipent certains aspects de la persécution lancée par le régime nazi contre les Juifs dans les années 1930 ». Aux États-Unis, l'État racial survivra quelque temps à l'effondrement du Troisième Reich : en 1952, une trentaine d'États de l'Union interdisent encore le mariage et les rapports sexuels interraciaux considérés parfois comme de graves délits.

LA « DÉMOCRATIE POUR LE PEUPLE DES SEIGNEURS » ET L'HISTOIRE DE L'OCCIDENT

Il serait toutefois erroné de concentrer exclusivement son attention sur les États-Unis. La catégorie de *Herrenvolk democracy* peut être utile pour expliquer aussi l'histoire de l'Angleterre qui, immédiatement après la Glorieuse Révolution libérale de 1688-89, arrache à l'Espagne le monopole de la traite des esclaves noirs et renforce son oppression sur les Irlandais en leur imposant une condition comparable à celle des Peaux-Rouges. Ou plutôt, la catégorie de *Herrenvolk democracy* peut être utile pour expliquer l'histoire de l'Occident en tant que tel. En effet, entre la fin du XIX^e siècle et les débuts du XX^e siècle, l'extension du suffrage en Europe va de pair avec le processus de colonisation et l'imposition de conditions de travail serviles ou semi-ser-

viles aux populations assujetties : la *rule of law*, le gouvernement de la loi dans la métropole capitaliste s'entrelace avec le pouvoir arbitraire et policier et même avec la terreur imposée dans les colonies. À bien regarder, c'est le même phénomène qui caractérise l'histoire des États-Unis à cette différence près que dans le cas de l'Europe les populations colonisées, au lieu de vivre dans la métropole, sont séparées d'elle par l'océan. De manière significative, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, un libéral de gauche tel que John Stuart Mill célèbre d'un côté la liberté tout en justifiant et célébrant d'un autre côté le « despotisme » de l'Occident sur les races encore « mineures », tenues d'observer une « obéissance absolue ».

LA « DÉMOCRATIE POUR LE PEUPLE DES SEIGNEURS » A LA VIE DURE !

Parvenu à ce point, en synthétisant et en actualisant les résultats de mon livre, *Contre-histoire du libéralisme* (La Découverte, 2013 pour la traduction française), je me pose trois questions : le dépassement de la « démocratie pour le peuple des seigneurs » résulte-t-il d'une évolution spontanée du libéralisme ? La réponse doit être un non catégorique. En décembre 1952, le ministre américain de la justice envoie une lettre éloquent à la Cour suprême qui est en train de discuter de la question de l'intégration dans les écoles publiques : « la discrimination raciale porte de l'eau au moulin de la propagande communiste » qui se diffuse aussi parmi les Afro-Américains (comme parmi tous les peuples soumis à la domination coloniale et raciste). Au XX^e siècle, le mouvement communiste a été le grand adversaire du colonialisme, de la « démocratie pour le peuple des seigneurs » et de l'État racial.

Et maintenant la deuxième question : l'État racial américain a-t-il exercé une influence sur l'Europe ? En 1930, un idéologue du nazisme de premier plan tel qu'Alfred Rosenberg exprime son admiration pour l'Amérique de la *white supremacy*, ce « splendide pays du futur » qui a eu le mérite de formuler l'heureuse « nouvelle idée d'un État racial », idée

qu'il était donc question de mettre aussi en pratique « avec la force de la jeunesse » en Allemagne. Hitler se réclame lui aussi explicitement du modèle américain : en Europe orientale, les Indiens à assujettir sont les Slaves qu'il faut décimer afin de permettre la germanisation du territoire et ceux qui seront épargnés seront destinés à travailler comme les esclaves noirs au service de la race des seigneurs (à l'inverse, les Juifs sont assimilés aux bolcheviques, les uns et les autres devant être éliminés en tant qu'idéologues et instigateurs de la révolte des « races inférieures »). Certes, il faut garder à l'esprit la distinction entre démocratie (même seulement limitée à la race des seigneurs) et dictature. Et pourtant... Retournons aux États-Unis dans les années qui précèdent la guerre de Sécession. Tocqueville observe la dureté des peines infligées à ceux qui enseignaient aux esclaves à lire et à écrire. Bien sûr, l'interdiction visait à exclure la race des serfs de toute forme d'instruction. Et, cependant, en cas de violation d'une telle règle, les propriétaires blancs étaient les premiers à être frappés. De plus, des règles interdisaient la *miscegenation*, les rapports sexuels et les mariages interraciaux. Or, encore une fois, en visant à rendre héréditaire et invariable la condition des esclaves, ces règles finissaient par porter gravement atteinte à la liberté des propriétaires. En d'autres mots, le régime de la « démocratie pour le peuple des seigneurs » limitait profondément la liberté des propriétaires d'esclaves, confirmant la grande formule de Marx et d'Engels d'après lesquels un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre.

On peut penser à ce qui arrivait lorsque les esclaves se rebellaient ou lorsque les propriétaires craignaient d'être privés de leur « propriété » d'une façon ou d'une autre. Les témoins de l'époque rapportent : « le service militaire [des patrouilles blanches] est assuré nuit et jour, Richmond ressemble à une ville assiégée [...] Les Noirs [...] ne se hasardent pas à communiquer entre eux de peur d'être punis ». Les abolitionnistes blancs étaient aussi touchés parce qu'ils étaient considérés comme des traîtres à la race

blanche et ils étaient assimilés pour cela à des Noirs. Donnons encore une fois la parole aux témoins de l'époque : ceux qui critiquent l'institution de l'esclavage « n'osent même pas échanger leurs opinions avec ceux qui pensent comme eux de peur d'être trahis ». Tous sont contraints par la terreur à « ne pas ouvrir leurs bouches, à étouffer leurs propres doutes et à enterrer leurs propres réticences ». Comme on le voit, la domination terroriste que les propriétaires d'esclaves exerçaient sur les Noirs finissait par frapper durement les membres et les fractions de la classe dominante ; dans des conditions de crise aiguë, la « démocratie pour le peuple des seigneurs » peut facilement se transformer en une dictature pour le peuple des seigneurs. Entre l'État racial aux USA et l'État racial en Allemagne, il y a des éléments de continuité et de discontinuité.

Enfin, dernière question : la « démocratie pour le peuple des seigneurs » a-t-elle totalement disparu de nos jours ? Indéniablement, beaucoup de choses ont changé avec la gigantesque vague de révolutions anticoloniales déferlant sur le monde à partir d'Octobre 1917 et surtout de Stalingrad. Et pourtant, l'idéologie dominante célèbre Israël comme l'unique démocratie authentique du Moyen-Orient. Sauf que la *rule of law*, le gouvernement de la loi pour les citoyens israéliens à part entière va de pair avec l'expropriation, la déportation, l'arrestation arbitraire et même l'exécution extrajudiciaire perpétrées à l'encontre des Palestiniens : c'est la démocratie pour le peuple des seigneurs. Et à l'échelle internationale ? Piétinant de manière explicite le principe de l'égalité entre les nations, les États-Unis et l'Occident continuent à s'arroger le droit souverain d'envahir, de bombarder, de soumettre à l'embargo et à la faim tel ou tel pays même sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Aux proclamations vibrantes rendant hommage à la liberté et à la démocratie répond la tentative d'exercer une dictature sur le plan international ; malheureusement, la « démocratie pour le peuple des seigneurs » a la vie dure ! ■

PAR **MONIQUE CLAVEL-LÉVÊQUE***

Aux origines du modèle marseillais, échanges et culture (VI^e-I^{er} siècle avant notre ère)

Première ville des Gaules proclamée dès l'Antiquité leur « éducatrice » (Strabon), bastion avancé de la civilisation en terre barbare, Marseille, longtemps ville antique sans antiquités, incarne tous les paradoxes.

***MONIQUE CLAVEL-LÉVÊQUE** est historienne. Elle est professeur émérite à l'université de Franche-Comté.

Quand les marchands phocéens reviennent au port du Lacydon, après un voyage de reconnaissance, bâtir leur ville chez les Ségobriges, « ils demandent un pacte d'amitié » au bon roi Nann occupé du mariage de sa fille qui doit choisir un époux au cours du traditionnel festin donné aux prétendants et aux Grecs, invités aussi. L'épreuve, remportée par le beau Phocéén Protis, « d'étranger, devenu gendre du roi », signe d'emblée l'ouverture des Gaulois et la supériorité des Grecs, le jeune couple, dont la mixité scelle l'alliance, recevant aussitôt des terrains où s'établir et installer la ville nouvelle : *Massalia* peut naître.

Alors la légende, à Marseille, anticiperait-elle de plusieurs siècles la victoire promise de l'amour métissé, gage d'intégration ?

Dans le contexte du VI^e siècle, où un véritable réseau d'habitats se développe dans tout le Midi, certains *oppida* servent d'interface pour les échanges, source d'enrichissement mutuel. La dynamique de ces rapports, dont profitent les couches dirigeantes, accreditent l'entente cordiale des premiers temps, nécessaire à Marseille pour poser les bases de son système économique. Pourtant la romance des origines ne peut masquer durablement la violence de l'entreprise coloniale. Vite, les risques d'extension et d'*appropriation* de terres gauloises, que confortent les rapides progrès des Marseillais, inquiètent les autochtones, malgré les traités existants. S'inaugure alors une suite d'affrontements armés, qui durent jusqu'à la conquête du Midi par Rome vers 121 et qui mettent rapidement fin à la cohabitation initiale. Tous les textes véhiculent la même lecture où rejoue le schéma bien connu de

Barbares sauvages se ruant à l'assaut de la civilisation, pour justifier la militarisation croissante des Grecs, leurs interventions armées et l'interruption de rapprochements en cours. En rend compte le récit de Justin où Marseille doit sa première victoire sur les Celto-ligures, rentrés par ruse dans la Cité, aux renseignements d'une princesse « parente du roi et amoureuse d'un jeune Grec dont la beauté l'émue de compassion » qui révèle le complot. La réalité incontestable de la pression des populations gauloises qui ont, avec Catumandus, assiégé la cité au début du IV^e siècle, souligne la nécessité, pour assurer la sécurité des échanges, de créer des échelles, typiques du modèle phocéén de colonisation. Colonies ou simples comptoirs, Agde, Antibes, Nice, Olbia, Tauroeis, implantés, de force ou de gré, à proximité d'agglomérations indigènes, dessinent un réseau qui a permis à Marseille de maintenir son rôle de centre de messageries maritimes et de garantir ses profits.

Ce choix prolonge logiquement celui des fondateurs installés au débouché de l'axe rhodanien et aux portes des voies alpines, en position d'accéder aux marchés lointains et de contrôler les échanges, pour pratiquer l'*emporía*. Le terme grec désigne un système d'import-export, fondé sur l'inégal développement et le transit, où l'exploitation des zones les moins développées se réalise par et dans les échanges. Dans ce cadre, les Marseillais, surmontant crises et récessions, ont commercé pendant presque six siècles, avec les ajustements indispensables, en lutte contre les concurrents successifs, Étrusques, Carthaginois, Romains. Les termes de l'échange sont déjà clairs où s'écoulent

Symbole d'ouverture sur la mer et de réussite commerciale, Marseille la marchande est aussi le premier foyer culturel en ces terres du bout du monde. Introdutrice de l'écriture, de la monnaie, dispensatrice de techniques, de savoirs et de connaissances, l'icône se double d'une autre image, celle d'une cité aristocratique, étroitement oligarchique, restée, au long des siècles, éminemment conservatrice. Ce n'est pas le plus mince de ses titres de gloire, d'Aristote à Strabon. Alors paradoxe du modèle marseillais ou implacable logique de l'entreprise ? Là est la question du rapport aux groupes dangereux, à l'extérieur comme à l'intérieur de la cité.

LA CITÉ DE TOUS LES PARADOXES

Implantée vers 600 ans avant notre ère. Par la cité grecque de Phocée dans ce Far West méditerranéen déjà fréquenté par les marchands et aventuriers étrusques ou phénico-puniques, Marseille, tête de pont avancée des Grecs, au contact direct des Celto-ligures, naît dans la négociation maîtrisée dont se souvient le mythe de fondation.

contre des matières premières très recherchées, céréales et métaux, dont le précieux étain, des produits fabriqués à haute valeur ajoutée, denrées agricoles ou productions artisanales, vin, huile et céramiques.

Le capital marchand marseillais a développé, dans un contexte expansionniste, une stratégie impérialiste originale où le contrôle des flux maritimes compensait les contraintes d'une *chora* (territoire) étroite, mais sans doute plus étendue qu'on ne l'a dit. Son succès a impliqué de faire taire toute contradiction interne.

Cité parmi les plus riches du monde antique, Marseille vit dans la rigueur et l'austérité, fidèle aux toits de chaume et aux règles des pères fondateurs. Strabon rappelle la mesure phare qui vise toute tentation de luxe ostentatoire : pas de dot supérieure à 100 pièces d'or, 110 avec vêtements et bijoux, précisant « il n'est pas permis de donner davantage ».

Cette *sagesse* fait l'admiration d'un Cicéron qui analyse crûment ses effets politiques : « Marseille est gouvernée avec la plus grande justice par l'élite de ses citoyens, mais cette condition du peuple y ressemble jusqu'à un certain point à l'esclavage » (*République*). On ne peut être plus clair sur la domination de classe qui s'est exercée pendant des siècles. Car, dans cette Cité-État oligarchique pourvue de « la constitution aristocratique la mieux réglée » selon Strabon, on ne trouve pas trace d'un *peuple*, seules se devinant les revendications des nantis. Y domine jusqu'au bout le groupe étroit des « gens de mérite » d'Aristote, cette aristocratie de naissance qui a été contrainte d'élargir l'accès au pouvoir politique et de l'ouvrir à la ploutocratie née du commerce. Les grandes familles, en excluant totalement le peuple des citoyens, ont fait du *demos* le grand absent de l'histoire marseillaise, insaisissable dans l'opacité des textes. Ce fonctionnement, véritable *confiement politique*, surprend dès l'Antiquité, Aristote s'en étonnant dans une ville où comptent les marins, Marseille cité sans contradictions ?

Dans une ville dont le port mesure l'ouverture maritime, dont on connaît l'ampleur des réseaux de distribution, la productivité des fabriques de céramique, vaisselle et amphores, dont on sait l'engagement de la flotte, l'une des plus puissantes du temps, dans les conflits méditerranéens, le silence des sources sur l'expression de revendications populaires interroge.

Les inégalités étaient-elles masquées par l'austérité et un rigoureux contrôle social ?

Les couches populaires bénéficiaient-elles de retombées de l'*emporion* au point de faire taire toute revendication ? Faute de documentation, le modèle, préfiguration de la république des Doges, reste en partie impénétrable.

Mais le paradoxe marseillais admet une autre dimension explicative, qui a ses racines dans les rapports de la cité avec les populations autochtones. Justin, bien informé, esquisse l'évolution des mentalités communautaires qui a conduit à l'union sacrée contre les farouches Gaulois. Si le retour de ce véritable leitmotiv révèle la préoccupation continue dans l'histoire de la ville d'assurer sa sécurité, la réalité a clairement admis des moments plus pacifiques et des rapports plus productifs.

L'ÉDUCATRICE DES BARBARES

« L'éducation » des populations gauloises, progressive et différenciée, qui a disséminé techniques et savoirs repérables dans des champs d'intervention bien identifiés, a mobilisé des acteurs très variés.

Dans l'agriculture, les apports sont rapides, les données archéologiques récentes attestant, près de Marseille, une viticulture en milieu indigène dès le V^e siècle avant notre ère.

Le peuple marseillais a évidemment participé à ces formations. Il a appris aux paysans indigènes, non pas à travailler la terre, *topos* classique d'acculturation, mais « à tailler la vigne et l'olivier » (Justin), à en diffuser la culture, ces prestigieux symboles de civilisation faisant reculer la barbarie des champs. Par là le poids économique et culturel de Marseille a marqué durablement les paysages du Midi.

Les ouvriers céramistes ont également fait évoluer l'artisanat indigène, tant dans ses techniques, quand le tour se répand, que dans ses formes et décors, largement imités.

Et l'intégration de l'économie locale dans les circuits du commerce marseillais, en favorisant la diffusion progressive de la monnaie, a introduit de nouveaux outils intellectuels. Les frappes de Marseille, d'argent et de bronze, dont les espèces se répandent dans le Midi à partir du III^e siècle avant notre ère, ont assumé, au-delà du fonctionnement monétaire, un rôle culturel et politique. Les légendes ont à la fois diffusé l'écriture et stimulé la cristallisation d'identités ethnopolitiques qui créent leur propre monnayage. Le rôle essentiel des échanges dans la diffusion de l'écriture, qui a notamment permis de transcrire le gaulois en caractères grecs

dès le III^e siècle, s'est également marqué, à l'Ouest, par l'usage de l'alphabet ibérique, véhiculé par les marchands d'Emporion, autre ville phocéenne, concurrente de Marseille.

Ces retombées de l'*emporion* ont ainsi fait des Marseillais, fort peu désintéressés, d'authentiques initiateurs culturels pour l'économie ou la monnaie. Ailleurs, ils ont stimulé des processus en gestation dans ces sociétés. Portés par les groupes dirigeants indigènes, partie prenante des profits du commerce, les changements s'amplifient : les plans d'urbanisme et l'habitat s'ordonnent, les agglomérations se dotent de remparts, affichant l'hégémonie de la ville sur le territoire.

Rapportées à l'influence de la culture hellénisée, qui reste l'apanage des notables, ces mutations ont longtemps fondé l'image d'une *Gaule grecque*, sur la foi de textes dont les *topoi* exaltent les *bienfaits de la civilisation* apportée aux *Barbares*. Pour Justin : « Un tel éclat fut jeté sur les hommes et les choses qu'il semblait que ce fût non point la Grèce qui avait émigré en Gaule, mais la Gaule qui était transférée en Grèce » et Strabon d'ajouter que Marseille « servait d'école pour les Barbares, qu'elle faisait des Gaulois des philhellènes et que, même, ils ne rédigeaient plus leurs contrats qu'en grec ». Si le *métissage ethnique* comme le métissage social a manifestement échoué dans une Massalie repliée sur elle-même en un conservatisme frileux, le métissage culturel a fait œuvre de *débarbarisation*, assurant la part glorieuse du destin de Marseille. Premier foyer culturel des Gaules, Marseille a ouvert, aux IV^e-III^e s., avec les expéditions atlantiques d'Euthyménès et de Pythéas, des routes nouvelles jusqu'au Sénégal et au grand Nord, vers l'Islande et la Baltique. Élargissant le monde connu et apportant avec sa théorie des marées des données scientifiques à portée universelle, elle affirme sa vocation de capitale européenne quand les Romains les plus illustres, « s'ils veulent s'instruire », viennent faire leurs humanités plutôt à Marseille qu'à Athènes.

Mais c'est déjà une autre histoire, inaugurée dès avant la chute de -49. Marseille, éliminée du grand marché, défaite par César pour avoir choisi Pompée, perdant sa flotte et sa liberté, garde l'éclat de la culture, jamais démenti jusqu'à la fin de l'Antiquité. ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Par **JEAN TRICART***

Critique des concepts géomorphologiques classiques

À l'inverse de la pensée bourgeoise, dont les constructions idéalistes ravalent l'étude des processus à une place très subalterne, c'est de l'analyse de ces derniers que doit partir la pensée marxiste.

36

*Le grand géographe **JEAN TRICART** (1920-2003) disparaissait il y a dix ans. À cette occasion, nous avons voulu lui rendre hommage en publiant un extrait d'un de ses premiers articles : « La géomorphologie et la pensée marxiste » *La Pensée*, n°45, 1953.

Le principal mal dont souffre la géomorphologie bourgeoise est l'idéalisme. L'un de ses maîtres les plus éminents, Davis, n'affirmait-il pas qu'il est bon de s'enfermer dans une pièce obscure et d'imaginer ce que telle région devient successivement sous l'effet de l'érosion ? Typique à cet égard également est la méthode du même auteur dans son livre sur les récifs coralliens. Dans chaque chapitre vient d'abord une description de l'atoll tel que Davis, qui ne l'avait jamais vu, l'imaginait sur le bateau. Des raisonnements sur la façon dont *devait s'être développé* l'atoll pour avoir une telle forme viennent ensuite. Le chapitre se termine par le compte-rendu de

la visite de l'atoll. Invariablement, Davis trouve les faits conformes à son schéma... C'est le triomphe de la raison créatrice. Tout le travail est essentiellement subjectif. La pensée de Davis crée l'enchaînement des faits, voire les faits eux-mêmes. L'idéalisme est total. Une telle méthode de pensée n'est pas propre à Davis, qui n'en est que le représentant le plus éminent et le plus connu, donc le plus dangereux. Bien d'autres le partagent avec lui, même quand ils se sont opposés à lui dans des polémiques violentes, phénomène fréquent dans le développement de la philosophie bourgeoise. [...]

Le concept d'érosion normale mériterait de longues critiques. Son nom, à lui seul, est déjà révélateur. Il implique la référence à une règle absolue, à une « norme », à un canon, qu'on a admis une fois pour toutes comme le seul valable. On peut rétorquer, même en s'appuyant sur la pensée bourgeoise, avec Claude Bernard : « Il n'y a rien de troublé et d'anormal dans la nature ». Le concept même d'érosion normale repose sur la forme d'esprit des philosophes bourgeois en quête d'absolu. [...] Elle combine en un même ensemble des éléments dont

la répartition est différente : le ruissellement actif des pays semi-arides, sans couverture végétale dense et continue, sans sols profonds, et l'écoulement fluvial hiérarchisé (et idéalisé) des pays humides à puissante couverture végétale. Des mesures ont montré la faiblesse du ruissellement sous forêt dans les pays tempérés océaniques et l'importance primordiale de la végétation. Que cette dernière soit détruite par l'homme et le ruissellement cesse d'être négligeable sur les terres dénudées et ameublées pour les besoins de la culture. Le dépôt des limons de débordement débute avec l'extension des terres labourées et correspond à l'accroissement de l'érosion normale, présente partout à la surface du globe en dehors des déserts et des glaciers, par celle de zones climato-morphologiques, où les combinaisons de processus d'érosion s'effectuent suivant des modalités variables en fonction du climat, de la végétation, des modifications de cette dernière par l'action de l'homme.[...]

Il est bien évident que nous ne pouvons rejeter en bloc toute la géomorphologie bourgeoise. En particulier, certaines des tendances récentes qui se manifestent

UNE COUPE GÉOLOGIQUE AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE (Elie de Beaumont)



G. Granite.

P. Poudingue.

S. Schiste.

en Allemagne, en France et même aux Etats-Unis peuvent aider à fonder une géomorphologie marxiste. Il suffit, pour cela, qu'elles soient objectives, qu'elles rompent consciemment avec les spéculations abstraites et idéalistes de la géomorphologie classique.[...]

DÉVELOPPER LA MORPHOMÉTRIE

Tout d'abord, nous devons faire un effort considérable pour asseoir la géomorphologie sur des connaissances de base solides. Définir et étudier les faits fondamentaux, presque complètement ignorés, est une tâche urgente. Nous parlons sans cesse de versants doux et de versants raides et nous sommes incapables de dresser une carte de la valeur moyenne des pentes du globe, même pour des pays soi-disant bien « connus », comme la France ou l'Allemagne. Il en est de même de la densité des talwegs, drainés ou non. De telles ignorances font ressortir le caractère idéaliste des schémas davisiens, puisqu'ils se fondent sur l'adoucissement progressif des versants et l'action des eaux courantes pour légitimer le cycle d'érosion. [...] Il n'existe pas encore de bonne géomorphologie descriptive. Nous devons nous efforcer de mettre au point des méthodes de mesure des faits topo-

graphiques, permettant de les analyser objectivement, de les caractériser au moyen de chiffres. Il faut donc développer vigoureusement la morphométrie.

Et cela pose une question de méthode : deux orientations extrêmes sont possibles. L'une consiste à mettre au point des coefficients compliqués mais précis, rendant compte de multiples particularités [...]. Combinant en eux un trop grand nombre de facteurs souvent antagonistes, ils ne permettent que difficilement l'établissement des lois fondamentales de l'évolution du relief. Longs à calculer, ils ne permettent que lentement l'analyse d'un problème à l'échelle du globe. Par contre, ils peuvent s'avérer utiles pour la définition des conditions topographiques qui caractérisent de petites unités régionales. La seconde orientation consiste à effectuer des mesures aussi simples, aussi analytiques que possible, à en faire de très grands nombres et à traiter les résultats au moyen des techniques statistiques, afin de faire apparaître des lois générales entre les divers éléments mesurés. Cette méthode semble la plus satisfaisante pour la géomorphologie générale. [...]

[Il existe] une opposition dialectique entre les processus et la surface du globe ter-

restre caractérisée par ses roches, ses sols, sa couverture végétale, ses déformations. C'est cette opposition dialectique que nous devons analyser objectivement si nous voulons agir sur elle. À l'inverse de la pensée bourgeoise, dont les constructions idéalistes ravalent l'étude des processus à une place très subalterne, c'est de l'analyse de ces derniers que doit partir la pensée marxiste. Mais elle ne doit pas les abstraire de l'ensemble dans lequel ils fonctionnent : ils ne sont qu'un élément d'une opposition dialectique qui comprend tous les autres éléments de la pellicule superficielle du globe terrestre, dans lesquels la vie joue un rôle essentiel : vie végétale et animale, mais aussi action de l'homme. Cette dernière modifie les conditions de la vie végétale et animale d'une façon intense et profonde, ce qui lui confère une importance morphologique de premier plan. La négliger est faire preuve d'idéalisme et c'est interdire à la géomorphologie de concourir à la lutte des peuples pour une vie meilleure. ■

Extrait reproduit avec l'aimable autorisation de *La Pensée*.

ENTRETIEN AVEC **LÉO COUTELLEC***
RÉALISÉ PAR **PIERRE CRÉPEL**

Doit-on repenser la science ?

Démocratie, pluralisme, éthique, science « lente » ?

***LÉO COUTELLEC** est docteur en philosophie des sciences à l'INSA de Lyon.

Revue du projet : Ces pratiques et méthodes sont-elles ou non équivalentes, aussi pertinentes, aussi efficaces ?

L. C. : On ne peut pas se prononcer ainsi *a priori* dans l'abstrait. Dès qu'on creuse, on voit apparaître des hiérarchies, c'est le travail même de la science d'en décider sur chaque cas, au vu de la cohérence, de la qualité, mais aussi de la pertinence sociale. Lorsqu'une façon de procéder en science fait preuve de « suffisance », elle n'est pas loin de passer à côté d'aspects fondamentaux. Par exemple, on a longtemps cru qu'il n'y avait qu'une seule façon de comprendre les relations entre les mâles et les femelles dans la nature, sur le mode de la concurrence, or on saisit depuis quelque temps qu'il existe une alternative plus tournée vers la coopération, comme l'a très bien montré Joan Roughgarden dans son ouvrage récent *Le gène généreux. Pour un darwinisme coopératif*.

RDP : On oppose souvent le « relativisme », où tout se vaudrait, et le « positivisme », pour lequel il n'y aurait qu'une seule et bonne façon d'accéder au réel, voire à la vérité, les excès de chacun alimentant l'autre camp.

L. C. : Dans le « relativisme », la science est dissoute et réduite à sa dimension sociale. Je ne propose ni un positivisme atténué ni un relativisme atténué. Le constat du pluralisme dans les sciences identifie un nombre restreint de voies d'accès vers le réel, les critique et les articule entre elles. Par exemple, la croissance d'une plante peut s'expliquer par la génétique, la botanique, l'éco-physiologie, la bio-informatique et les outils issus de ces démarches ne sont pas en concurrence. Il est vrai que, concrètement, les sciences ne se présentent pas toutes nues, mais

mélangées à d'autres choses. Ceux qui veulent ne les présenter que dans une pureté idéale donnent du grain à moudre au relativisme.

RDP : On voyait sur les murs en 1968 : « il n'y a pas de science neutre ». Que penses-tu de ce slogan ?

L. C. : Il était clairvoyant, une science « neutre » ne peut être qu'un idéal, à la manière de Claude Bernard qui pensait entrer dans un autre monde, quand il arrivait au laboratoire, quittait son manteau et mettait sa blouse blanche. La science est porteuse de valeurs. Il s'agit d'abord de valeurs liées à la connaissance elle-même, de critères que les scientifiques se sont donnés pour qualifier leurs pratiques, tels la non-contradiction, l'économie de pensée, l'adéquation de la théorie et de l'expérience ; mais il n'y en a pas une liste finie, ces critères ont varié selon la science, selon l'objet, selon les époques. La science inclut aussi, plus subtilement, des valeurs moins internes et plus implicites, progressistes ou non : l'équité, la soutenabilité écologique, les « races », le genre, etc. Lorsque la biologie ou les sciences médicales ont été pratiquées presque uniquement par des hommes pendant des siècles, il en est immanquablement résulté des façons de les penser incompatibles avec certaines valeurs féministes. Des phénomènes analogues sont encore plus évidents dans les sciences humaines et sociales.

RDP : Une particularité de ton travail est de jouer sur deux tableaux, sciences et éthique. Quelles différences y a-t-il entre éthique, morale et déontologie ? Y a-t-il plusieurs définitions et interprétations concurrentes selon les écoles de pensée ?

Revue du Projet : Y a-t-il une seule façon de pratiquer les sciences ou plusieurs ?

Leo Coutellec : On a longtemps pensé qu'il existait une « science reine », les mathématiques ou la physique, d'ailleurs vue de façon assez étroite, sans ses disciplines marginales. Et on a voulu calquer toutes les sciences sur un Euclide ou un Galilée, dépouillées de ce qui ne rentrait pas dans ce schéma. Mais le réel est plus complexe : il y a plusieurs chemins d'accès, une multiplicité de façons de le comprendre et aussi de l'interpréter. La science ne se réduit pas à une alternance de théories et d'expériences, et aujourd'hui les modèles, avec leurs simulations - ainsi pour l'étude du climat - sont des ingrédients de la démarche scientifique à part entière. Des historiens et philosophes des sciences, comme Alistair Crombie ou Ian Hacking, ont identifié, à travers l'histoire, seulement six styles de raisonnements scientifiques : démonstration mathématique, analogie, modélisation, raisonnement probabiliste et statistique, prise en compte de l'historicité, création de catégories. Ils ont montré que ceux-ci ont été plus d'une fois simultanés et nécessairement complémentaires. En fin de compte, la science se comprend beaucoup mieux par le prisme de ces pluralismes.

L. C. : Il n'y a pas consensus sur ces distinctions, mais voici l'usage que je fais de ces termes. La morale est relative aux individus, aux époques, aux cultures. La déontologie en est souvent une traduction en règles, quelquefois corporatives, en codes plutôt rigides, notamment en médecine, en biologie, en sociologie. En sciences et techniques, celles-ci ont une utilité, pour trancher dans les conflits d'intérêts, pour lutter contre les falsifications, mais elles ne disent pas comment traiter le problème de la non-neutralité de la science : cette dernière y est prise comme un produit fini. Reprenant une formule de Didier Sicard, président du Comité consultatif national d'éthique de 1999 à 2007, la morale, ce sont les réponses avant de se poser les questions, et l'éthique, ce sont les questions en attente de réponses. L'éthique doit être un cadre d'analyse pour s'interroger sur les pratiques et pas seulement sur les résultats, et cela le plus en amont possible et de la façon la plus ouverte et collective possible.

RDP : Que proposes-tu dans ce domaine ?

L. C. : On voit trop fréquemment l'éthique instrumentalisée, comme justification *a posteriori*, comme accompagnement de décisions déjà prises, en sciences et dans la politique. Au contraire, elle ne doit pas être prisonnière d'une théorie, ni conséquence d'une religion ou d'un dogme, ni simple codification des usages ou prolongement d'une tradition. Il faut donc construire son autonomie, comme une sorte d'éducation populaire au questionnement et, en ce sens, elle est beaucoup plus subversive qu'un rassemblement de normes. C'est le projet d'une éthique, non pas pure, mais « générique », ce mot ayant

un peu le même sens que pour les médicaments génériques, c'est-à-dire débarrassés d'une marque (ici d'une idéologie trop typée) et recentrés sur l'essentiel de leurs propriétés. Des comités d'éthique travaillent avec cet esprit dans plusieurs pays scandinaves.

RDP : Autre facette du problème : la pression formidable sur les chercheurs, en particulier sur les jeunes (concurrence exacerbée, course au nombre de publications dans les revues internationales, facteur d'impact). Ce « plus haut, plus fort, plus vite » est-il un progrès ? Est-il souhaitable, efficace, inévitable ?

L. C. : Il faut s'intéresser aux normes cachées qui se trouvent derrière ces constatations. Les causes, on les connaît assez bien : le pilotage par le monde des affaires et les politiciens, le *management*, la stratégie de Lisbonne d'une économie concurrentielle de la connaissance, etc. Tout cela est utilisé par les forces de l'argent et ne dégage pas du temps libre pour l'humain. Du coup, le partage des découvertes, la création d'un monde commun sont bien moins au cœur de la science. Explosent les erreurs, les plagiats, les travaux banals, ceux faits pour plaire, pour accompagner les modes et les intérêts dominants ; il y a en outre obsolescence rapide, voire immédiate, des publications et perte de l'histoire. Le bénéfice en qualité n'est pas toujours au rendez-vous, loin de là ; cette pression et ces accélérations se retournent alors contre l'efficacité bien entendue.

RDP : Dans son dernier livre, *Une autre science est possible*, Isabelle Stengers propose de « ralentir les sciences », qu'en penses-tu ?

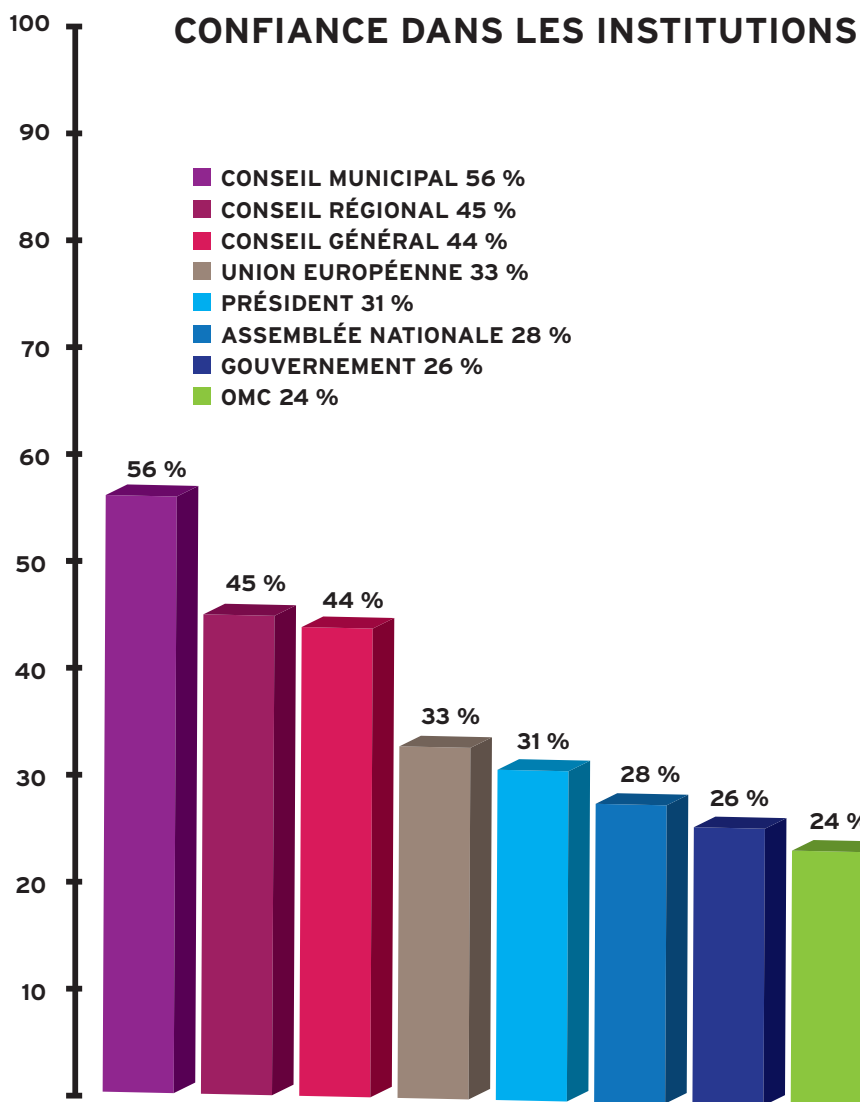
L. C. : Dans les rues, on voit une proliféra-

tion de *fast-food* ; un mouvement baptisé *slow food* [restauration lente] s'est alors développé en opposition, depuis une vingtaine d'années. Il ne s'agit pas uniquement de manger moins vite, mais mieux, de façon plus attentive et plus conviviale, c'est-à-dire : beau, bon et sain. C'est un peu la même chose en science. Le fait de mener certaines recherches plus rapidement n'est pas critiquable en soi, mais ça l'est lorsque l'accélération devient une norme. Évidemment, il ne s'agit pas de remplacer une norme d'accélération par une norme de ralentissement, mais de promouvoir une « chronodiversité » : n'accélérer que ce qui doit l'être, ralentir souvent, prendre le temps des congés de recherche, de la réflexion sans but immédiat, des années de « césure » comme dans certaines grandes écoles. Les scientifiques, surtout les titulaires, doivent se demander s'ils ne participent pas aussi à leur propre asservissement, en se lançant à corps perdu dans les appels d'offres tous azimuts, en s'adaptant aux critères d'évaluation. Il reste néanmoins des poches de liberté et des marges de manœuvre, on ne doit pas exagérément se considérer comme pris dans un engrenage impitoyable. On peut prendre des initiatives collectives, la recherche peut s'ouvrir aux citoyens avec de l'imagination. Les industriels et les banquiers se promènent dans certaines universités et grandes écoles comme dans leur jardin pour imposer leurs normes en amont et en aval de la formation et de la recherche. Pourquoi les citoyens et les associations n'auraient-ils pas le droit de prendre le temps d'être eux aussi consultés et acteurs ? ■

On fait confiance aux proches

Le « baromètre de la confiance politique », publié à la mi-janvier par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), avec le Conseil économique, social et environnemental, confirme l'image dégradée de la politique. La précédente enquête de même nature remonte à décembre 2009. Les sondés se disent méfiants (32 %, +5), moroses (31 %, +6), estiment que les responsables politiques ne se préoccupent pas d'eux

(85 %, +2). Aujourd'hui, le conseil municipal est la seule institution à bénéficier de plus de 50 % de confiance. L'idée que la démocratie fonctionne mal est forte : 54 %, +6. On fait surtout confiance aux proches, aux gens qu'on connaît, famille, voisinage. Pour Pascal Perrineau du Cevipof, « il y a un clivage croissant, souvent au sein du même individu, entre une confiance pour le bas et une méfiance vis-à-vis de l'en-haut ». ■

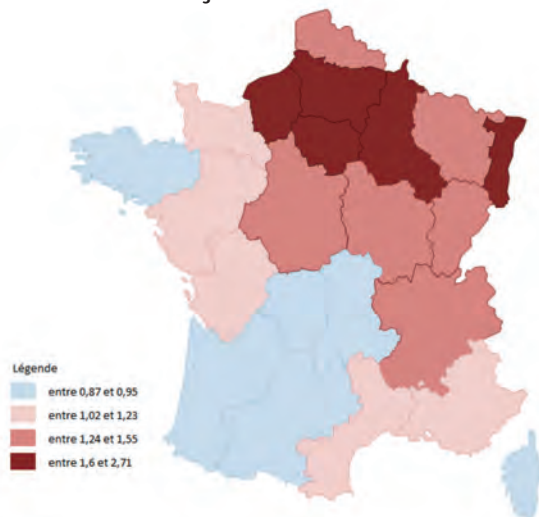


PAGE RÉALISÉE PAR GÉRARD STREIFF

Par **MICHAËL ORAND**

La pauvreté reste l'affaire des villes

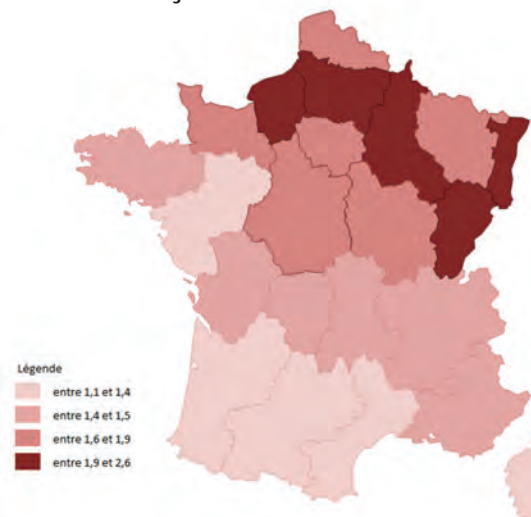
RAPPORT DU TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES : URBAIN/RURAL



Source : Insee, 2009

Lecture : en 2009, le taux de pauvreté dans les zones urbaines de la région Rhône-Alpes était 1,24 fois plus élevé que dans les zones rurales de cette région

RAPPORT DU TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES : URBAIN/PÉRIURBAIN



Source : Insee, 2009

Lecture : en 2009, le taux de pauvreté dans les zones urbaines de la région Rhône-Alpes était 1,5 fois plus élevé que dans les zones périurbaines de cette région

Lors de la dernière élection présidentielle, les territoires périurbains français ont été au cœur du débat public, pour deux raisons notamment. La première a été la publication dès 2010 de l'ouvrage *Fractures françaises*, du sociogéographe Christophe Guilly. La seconde a été le score élevé du Front National dans ces territoires, mis en évidence notamment par Hervé Le Bras dès le lendemain du premier tour dans *Le Monde*.

L'hypothèse de l'ouvrage de Christophe Guilly, qui a inspiré les thèmes de campagne de la candidate frontiste, est que l'espace périurbain abrite une population en voie de précarisation, qui subit de plein fouet les effets de la mondialisation (notamment d'un point de vue économique), et qui de plus ne bénéficie pas des projecteurs médiatiques : bref, cette « France des oubliés » sur laquelle Marine Le Pen a fait lourdement campagne.

Le Centre d'observation de la société a publié récemment une étude qui permet de faire le point sur l'état des inégalités en France dans les territoires urbains, périurbains et ruraux. Elle compare notamment le revenu annuel après impôts et le taux de pauvreté dans ces différentes zones. Le constat est sans appel : c'est bien dans les villes que sont concentrés les pauvres.

Ainsi, en moyenne, le taux de pauvreté est 22 % plus important dans les zones urbaines que dans les zones rurales, et 60 % plus important dans les zones urbaines que dans les zones périurbaines. Dans toutes les régions, le taux de pauvreté est plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones périurbaines. Pour les zones rurales, cependant, dans six régions (Aquitaine, Limousin, Midi-Pyrénées, Auvergne, Bretagne et Corse) le taux de pauvreté est y est supérieur à celui des zones urbaines.

Les écarts des taux de pauvreté entre zones rurales, périurbaines et urbaines sont en fait plutôt le reflet de plus grandes inégalités dans les zones urbaines. En effet, bien que le taux de pau-

vrety soit sensiblement plus élevé, le revenu médian dans les zones urbaines est assez peu différent de celui du reste du territoire : 2,1 % d'écart avec les zones périurbaines et 1,95 % d'écart avec les zones rurales. La spécificité des pôles urbains français, c'est effectivement la présence de zones de concentrations de la pauvreté, notamment dans les banlieues. **Dans les zones urbaines sensibles par exemple, quartiers les plus en difficulté des zones urbaines, plus d'une personne sur trois vit sous le seuil de pauvreté contre un peu plus d'une sur dix sur le reste du territoire français.**

Certes, cette étude ne permet pas d'apporter de réponses définitives aux questions posées par Christophe Guilly et par l'écho que trouve le discours frontiste dans les zones périurbaines. Il faudrait par exemple parler de niveau de vie plutôt que de revenu, en incluant dans l'équation les dépenses liées par exemple aux déplacements domicile-travail ou les dépenses énergétiques des logements. L'observation des revenus n'apporte pas non plus de réponse à la question du sentiment d'exclusion ou de déclassement. Cette étude a cependant le mérite de rappeler que le problème du périurbain n'est pas un problème de pauvreté : celle-ci reste une question essentiellement urbaine, avec une particularité essentielle à prendre en compte, sa concentration dans une partie réduite du territoire. ■

1) Les territoires périurbains sont des zones appartenant à des aires urbaines sans être reliées aux villes-centres par un tissu urbain continu. Il s'agit globalement de villes de banlieue éloignée, sous influence forte des pôles urbains, notamment en raison des déplacements domicile-travail.

2) <http://www.observationsociete.fr/villes-périurbain-rural-quelesont-les-territoires-les-moins-favorisés>

3) Le taux de pauvreté est la part de la population ayant un revenu inférieur à 60% du revenu médian de la France métropolitaine

Par **ALAIN VERMEERSCH**

L'accord Medef-CFDT adopté par les médias

Depuis la signature sur la réforme du marché du travail en janvier dernier, une déferlante médiatique applaudit et accompagne les campagnes du Medef et du gouvernement.

« PLUS DE SOUPLESSE AUX ENTREPRISES, PLUS DE PROTECTION AUX SALARIÉS »

Tel est le leitmotiv répété à longueur de pages et d'antennes. Les éditorialistes ont un credo unanime : « l'accord a l'imperfection de tous les compromis, mais il est équilibré, gagnant-gagnant » (*Le Monde*, 12 janvier). Pour *Libération* (12 janvier), « cette négociation apporte une bouffée d'air au dialogue social ». *Le Point* et Franz-Olivier Giesbert (10/01) écrit « L'accord n'est certes pas parfait, mais il a au moins le mérite de sortir la France du formol social, avec les résultats que l'on sait en matière de chômage ». Pédagogue, Christophe Barbier (*L'Express*, 11 janvier) explique « la flexibilité, c'est la sécurité ! » *Les Échos* (14/01) le suit « au lieu de parler de flexisécurité, il convient d'évoquer la sécuflexibilité ».

INTERDIRE TOUTES DIVERGENCES

Le Monde (12/01) s'inquiète « Le plus dur est à venir : obtenir des élus socialistes le même respect de la démocratie sociale ». *Libération* (11/01) feint d'ignorer que les signataires, en matière de représentativités sont minoritaires, « les partenaires sociaux, au moins une majorité d'entre eux, s'accordent sur une première négociation sociale ». Même élan pour le *Nouvel Observateur* (11/01), « une majorité de partenaires sociaux a donné un

avis positif sur la signature de l'accord tant attendu sur la sécurisation de l'emploi ». Haro contre la CGT : « Le secrétaire général de la CGT, dont la succession a affaibli l'organisation, est soucieux de montrer les muscles » (*Nouvel Observateur* 11/01). Pour *Le Monde* (10/01), « ce compromis va légitimer le syndicalisme réformiste et le dialogue social, si bien que la stratégie de la CGT et de FO pourrait s'avérer perdante ». *Les Échos* (14/01) assène « Il faut donc une nouvelle fois constater que la principale organisation syndicale française s'est mise hors jeu de la négociation. C'est condamnable ? »

LA TRANSPPOSITION DE L'ACCORD ET LA JOURNÉE D'ACTION SYNDICALE

Le projet de loi gouvernemental présenté le 5 mars permet à la machine médiatique de poursuivre sa campagne « d'explications ». Nicolas Demorand (*Libération*, 6 mars) indique ainsi : Les raisons, nous les connaissons toutes : un enchaînement rapide de crises, bancaire, financière, monétaire, économique, qui plongent les États en quasi-banqueroute, dans le marasme et la récession. En attendant, dans la panade, il faut travailler à sauver le travail. Ou ce qu'il en reste. Oui, pour cela, il faudra rendre des droits chèrement acquis et des protections sociales. » « La flexisécurité à la française, c'est parti ! » s'exclame *Le*

Parisien (06/03), « le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi "entrera en vigueur début mai", a promis Michel Sapin. Un calendrier que la démonstration de force ratée hier par la CGT et FO ne devrait pas perturber. » Plus direct, Gaëtan de Capèle (*Le Figaro* 06/03) se réjouit « On ne peut pas dire que la CGT et ses comparses de la gauche rose-rouge aient soulevé les foules. La loi sur la sécurisation de l'emploi, qui reprend l'accord signé entre le patronat et les syndicats, ne déclenchera visiblement pas de révolution. Tant mieux ! Puisque la voie est libre, voici à présent le gouvernement face à ses responsabilités pour faire passer son projet tel quel, en refusant à ses turbulents parlementaires la faculté de le dénaturer. Plus prudente Cécile Cornudet (*Les Échos* 06/03) écrit « La mobilisation d'hier contre l'accord sur la sécurisation de l'emploi est restée limitée. Il ne semble pas vraiment être à l'Assemblée non plus seule une poignée de députés de l'aile gauche du PS veulent batailler pour l'amender. Le danger est ailleurs. Il est dans l'idée que le front CGT-FO-PC-gauche du PS a fait fructifier ces derniers temps, selon laquelle l'exécutif s'est servi du dialogue social pour mener une réforme qu'il n'aurait jamais pu mener sans lui. Une réforme « made in Medef.

Dominique Quinio, faussement naïve, s'interroge « Certains s'offus-



quent de ce que la négociation sociale puisse tenir lieu de débat démocratique : ils entendent faire valoir la responsabilité première des politiques dans l'élaboration des lois. La future loi veut rendre le cadre juridique de l'emploi plus souple, dans les moments de crise, en assurant aux salariés une certaine sécurité tout au long de leur vie professionnelle. Une centaine de parlementaires du PS ont d'ailleurs tenu à saluer, dans une tribune, ce nouveau modèle de coopération à l'intérieur de l'entreprise. Et des syndicats, comme la CFTD ou la CFTC, ont choisi d'accompagner le mouvement. Car, pour eux, l'urgence, c'est l'emploi, c'est d'accepter des concessions pour éviter des licenciements. » Opportunément, un sondage BVA publié par *l'Expansion* (08/03) indique que « six Français sur dix (62 %) ayant entendu parler de l'accord sur la sécurisation de l'emploi, transposé en projet de loi par le gouvernement, le trouvent bon, sympathisants de droite en tête, selon un sondage BVA pour iTélé publié ce vendredi. Les sympathisants de gauche sont beaucoup moins nombreux que les sympathisants de droite à trouver qu'il s'agit

d'un bon accord (54 %, contre 70 %). Parmi les sympathisants de la gauche de la gauche, 75 % jugent mauvais cet accord. »

DES CRITIQUES APPARAISSENT CEPENDANT

Le Monde (08/03) rapporte les propos d'Emmanuel Maurel, membre de l'aile gauche du PS, qui estime que l'accord sur l'emploi signé en janvier « reprend les fameux accords compétitivité-emploi de Sarkozy, que François Hollande avait condamnés ». Pour Éric Dupin, « les socialistes ne savent plus débattre ». Il analyse : « Pleins d'humilité, cent parlementaires du PS ont signé un texte appelant à retranscrire « dans la loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord » conclu sur l'emploi en janvier entre certains partenaires sociaux. Quelque peu grandiloquente, leur prose appelle à « dépasser les débats du XX^e siècle entre lutte des classes et compromis réformiste » tout en se gardant de détailler le fond de cet accord auquel s'oppose vivement l'aile gauche du parti. Là encore, les socialistes n'en ont pas débattu. » *Le Figaro* (06/03) titre : « Les trublions de l'aile gauche

du PS font de la résistance ». Solenn de Royer remarque : « Ils se sont affichés à la manifestation... sans manifester. La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, le député Jérôme Guedj et le conseiller régional Emmanuel Maurel, figures de proue du courant Maintenant la gauche (l'aile gauche du PS) et éternels trublions de la majorité (lire ci-contre), ont tenu à saluer mardi syndicats et manifestants qui s'opposent à l'accord du 11 janvier sur la sécurisation de l'emploi ». Guy Groux (*Le Parisien* 05/03) alerte : « À la CGT et à FO, beaucoup pensent que Hollande, même s'il ne tient pas toutes ses promesses, c'est mieux que Sarkozy. Je ne crois pas à une généralisation des conflits. Mais, attention, la colère sociale se mesure assez mal, elle peut être latente et d'un seul coup exploser. Aujourd'hui, il existe à la fois un désappointement face à la crise et une sorte de hantise qui peut se transformer en colère durable. Et les conflits qui durent comme ça, ne sont pas bons. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

Le plaisir de lire *La Zone du dehors* d'Alain Damasio

PAR JULIETTE FARJAT ET VICTOR THIMONIER

Le plaisir de lire *La Zone du dehors* d'Alain Damasio. Il y a quelque chose de particulièrement dérangentant lorsqu'on lit *La Zone du dehors*. Chaque phrase, chaque proposition est polémique et met en danger les certitudes du lecteur. Il est rare qu'un livre nous permette, d'une manière aussi sensible (c'est-à-dire sans en passer par des discours théoriques) de prendre conscience du caractère arbitraire, parfois absurde de certaines de nos habitudes, de certaines de nos manières d'agir et de penser.

La Zone du dehors est le premier roman d'Alain Damasio, il est sorti dans sa première forme en 1999 aux éditions Cylibris puis a été remanié pour sa réédition en 2007 aux éditions La Volte, éditions créées autour de la publication du second roman d'Alain Damasio, *La Horde du contrevent*, chef-d'œuvre de l'auteur où la politique science-fiction laisse place à un monde régi par le vent, au sein duquel un groupe mène une étrange expédition vers l'origine de ce vent. *La Zone du dehors* a connu un grand succès dans le milieu des littératures de science-fiction et a obtenu le prix européen Utopiales en 2007. *La Horde du contrevent* a obtenu le grand prix de l'imaginaire en 2006. *La Zone du dehors* est un livre de science-fiction et, pour cette raison, à cause de cette étiquette, nombreux sans doute, sont ceux qui seraient passés devant sans y prêter attention. Alain Damasio, explique qu'il n'est en aucun cas un auteur de science-fiction : c'est le genre qui choisit son auteur pas l'auteur qui choisit son genre. La fiction n'en est que plus captivante et le propos plus incisif. Alain Damasio est un maître, la puissance de ses romans dépasse de loin les genres dans lesquels on souhaiterait le ranger : politique, poétique, anticipation, invention, philosophie, tout est matière à l'écriture et c'est avant tout l'écriture dont on aperçoit le travail tout au long de l'œuvre.

La Zone du dehors, c'est l'aventure d'un groupe : La Volte. Organisation politique subversive, dont l'appellation est extraite du terme même de révolte. Il n'est plus question ici de faire référence à ces mots datés de révolte ou de révolution, c'est est proprement à une « volution » que prétend le groupe. C'est-à-dire une pirouette, un salto, quelque chose qui nous fait tourner pour avancer, quelque chose qui bouleverse l'ordre des choses dans et par le mouvement. Les interrogations autour de ce nom émaillent le roman comme une quête de juste politique, de juste opposition à la démocratie dangereuse qui gouverne sur Cerclon I : « Pouvoir agir. Me battre pour quelque chose, directement pour, et pas contre pour... À quoi ça rime d'avoir enlevé le Ré- de Révolte si c'est tou-

jours pour nier et démolir en nihiliste forcené ? Construire, c'est aussi ça l'esprit de la volte. »

La « volution » de ces citoyens les mènera hors de Cerclon, directement dans le dehors, dans l'espace à construire. C'est un dehors concret dans le roman, une fois passé les limites de la cité extraterrestre, mais c'est aussi l'abstrait du dehors à soi-même qui est mis en avant, l'étrangeté, l'étranger en nous qui est magnifié. Un dehors peut être dangereux, mais vivace, plein de surprise, ce qui n'est plus du tout le cas de la social-démocratie de la gestion, dont le leitmotiv se résume en ces termes : « souriez, vous êtes géré ».

Le roman fait sans cesse référence à Orwell. 1984 est cité dès le début du livre et le récit de *La Zone* se situe précisément en 2084. Après une guerre chimique d'une violence considérable, seule l'Afrique est restée vivable sur terre. Et encore, il semble que le grand continent soit devenu un espace de survie plutôt qu'un espace de vie à proprement parler. De nombreuses communautés extraterrestres ont alors vu le jour, parmi lesquelles Cerclon I. Première réalisation d'un fantasme de démocratie absolue où tout est l'objet d'un contrôle collectif, jusqu'aux noms des individus. Le président est nommé A et le dernier des citoyens Qzaac, par l'institution du Clastre, sorte de questionnaire géant où chacun peut noter son voisin, son collègue. Démocratie ambiguë, qui fait frémir le lecteur.

Tout au long du roman, on sent aussi l'influence de Michel Foucault. Cerclon, c'est une société au sein de laquelle le pouvoir, parce qu'il est doux, est en même temps plus efficace et moins visible (donc risquant moins d'être remis en cause). Le contrôle et la surveillance n'ont pas de visages, mais sont exercés insidieusement par tous et sur tous. De ce point de vue, les tours panoptiques de Cerclon sont effrayantes : chacun y peut observer à la jumelle les moindres recoins de la ville. Dans tous les cas, il n'y a pas de coupables à dénoncer, pas même d'institution à accuser, la seule marge de manœuvre pour la horde est d'essayer de rendre possible une prise de conscience.

Ici encore, Damasio s'amuse à inventer le nouveau tract, l'élément essentiel à l'exposition d'idées nouvelles permettant ladite prise de conscience : les clameurs. Les clameurs, ce sont des poèmes déposés dans la rue, *street art* sonore, comme des mini-enceintes qui diffusent les mots de la « volution », quelques éléments qui permettent de mettre en branle la machinale et morne existence des citoyens de cerclons.

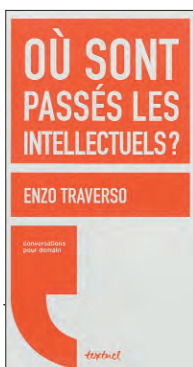
L'acmé du roman se situe sans aucun doute dans une joute philosophique et politique, un débat de haute « voltée » entre le président A de Cerclon I et Capt, le per-

sonnage principal du roman, professeur de philosophie et volté de premier ordre. La question politique est abordée de front avec simplicité et efficacité. Il y a tellement de nos sociétés dans la fiction de Damasio, qu'en fermant le livre, quelque chose persiste comme un sentiment complexe d'angoisse et de désir de lutte. On regarde à nouveau ce qu'on a l'habitude de critiquer facilement, on constate ce qu'il nous est donné de faire pour continuer notre « volution », et ce roman fait du bien, car avant tout, ce qu'il donne c'est du désir de vivre. Ce désir vient incontestablement de la puissance poétique de Damasio. C'est d'ailleurs peut-être ce qui est le plus étonnant dans ce livre : toutes les descriptions, toutes les critiques sont merveilleusement bien écrites. Et cette écriture, c'est justement elle qui fait transparaître, à travers ces multiples dénonciations un petit brin d'espoir

fébrile, diffus, mais dont on sent qu'il peut sortir de n'importe où.

On constatera enfin que le roman creuse l'espace de la polyphonie en permettant par un jeu de signes de passer d'un personnage à un autre. Cet exercice rhétorique d'une force incroyable trouvera son aboutissement dans *La Horde du contrevent*, mais il est ici expérimenté dans le jeu des impressions politiques avec une finesse incroyable.

On écrit cet article aujourd'hui par plaisir et par envie, envie de faire découvrir *La Zone du dehors*, mais aussi *La Horde du contrevent*, qui sont sans aucun doute des œuvres maîtresses dans le mouvement qu'elles instaurent, mouvement qui a quelque chose de perpétuel sans doute !



Où sont passés les intellectuels ? Conversations avec Régis Meyran

Textuel, 2013.

ENZO TRAVERSO

PAR PATRICK COULON

Enzo Traverso, actuellement professeur à l'université Cornell de New York, préconise une articulation nouvelle entre la production des savoirs, la critique du pouvoir et l'engagement politique. L'ouvrage est construit autour de trois parties. La première intitulée « De la naissance à l'éclipse des intellectuels » rappelle que les intellectuels apparaissent avec l'affaire Dreyfus. Après la Grande Guerre, le champ intellectuel se radicalise et se politise dans une période où s'affrontent fascisme et communisme et qui se termine à la fin des années 1970. « L'essor des néoconservateurs » est ensuite analysé dans une seconde séquence. Il est dû selon Enzo Traverso à la chute du « socialisme réel », l'emprise de la communication en politique et l'hégémonie de l'économie néolibérale. C'est le moment où la vague néoconservatrice s'impose des États Unis à la France. Malicieusement, l'auteur fait remarquer qu'elle est incarnée par des figures issues pour beaucoup de l'extrême gauche.

Dans le troisième chapitre – « Quelles alternatives pour demain ? » – l'auteur souligne la transformation progressive de l'intellectuel « spécifique » décrit par Foucault en « expert » de gouvernement, déconnecté des mouvements sociaux contemporains. Il préconise, afin d'inventer de nouvelles utopies, que les intellectuels sortent de leurs domaines spécifiques et retrouvent une posture universaliste.

On reste un peu sur notre faim quand même car les évolutions en cours tant sociologiques (niveau d'études, massification du travail intellectuel, irruption d'Internet...) que celles des conceptions concrètes de l'émancipation

portées par le PCF par exemple ne sont pas prises en compte, alors que l'enseignant en sciences politique se fait fort de décréter « qu'aujourd'hui les partis n'ont plus besoin ni de militants ni d'intellectuels, mais surtout de managers de la communication ». L'amalgame rend aveugle ! « L'intellectuel questionne le pouvoir, conteste le discours dominant, provoque la discorde, introduit un point de vue critique » selon Enzo Traverso. Ne sommes-nous pas arrivés à une période charnière où cette tâche incombe à chaque individu rendu plus efficace dans cette quête par son association avec ses semblables ? Un peu comme un intellectuel collectif de nouvelle génération...



Retour à Marx, Pour une société post-capitaliste

Buchet Chastel, 2013.

YVON QUINIOU

PAR FLORIAN GULLI

On connaît l'argument de François Furet et de ses épigones, inlassablement repris depuis 20 ans par tous ceux que le *statu quo* social intéresse : l'idée communiste s'est incarnée en URSS ; l'URSS a tragiquement échoué ; le communisme a donc été définitivement invalidé par l'histoire. Yvon Quiniou, dans le sillage du grand livre *Le siècle soviétique* de Moshe Lewin, voit dans cet argument devenu sens commun l'imposture sémantique du siècle. La thèse est simple mais forte : l'idée communiste ne s'est pas réalisée en URSS. La révolution d'Octobre 1917 fut une révolution « plébéienne » ou encore « populaire » mais elle ne fut pas communiste. Cette thèse n'a rien à voir avec « l'autophobie » de certains communistes, justement critiquée par Domenico Losurdo. D'abord parce que l'ouvrage reconnaît aussi les avancées dans certains domaines de ces régimes plébéiens (avancées qui ne sauraient cependant compenser le sang versé). Ensuite, parce que l'auteur essaie de proposer une explication his-

torico-sociale de l'absence de l'idée de communisme en URSS. Deux explications faciles sont ainsi écartées : la trahison de la révolution par les bureaucrates et l'encerclement impérialiste. Ces deux explications s'accordent sur un point : il y aurait eu une révolution communiste, mais elle aurait dégénéré ensuite. Pour Yvon Quiniou, il n'y a pas eu de révolution communiste du tout en URSS pour cette raison que les *conditions* économiques, sociales et politiques d'une telle révolution n'étaient pas réunies. Marx avait en son temps théorisé ces conditions. Il avait très lucidement compris que, sans elles, aucune révolution communiste n'aurait lieu et que s'il y avait révolution malgré tout, alors elle ne serait pas communiste.

Conclusion de l'ouvrage : l'histoire n'a pas invalidé l'idée communiste. Reste à réunir les conditions de son avènement. La social-démocratie ayant partout explicitement tourné le dos à l'idée d'une rupture avec le capitalisme, « c'est aux seules forces qui se réclament encore d'une

identité communiste forte de prendre désormais en charge le programme d'une société post-capitaliste ». Communisme ou Barbarie.



Big business avec Hitler

Éditions Aden, 2013.

JACQUES R. PAUWELS

PAR FLORIAN GULLI

Jacques Pauwels analyse les relations qui unirent d'une part le monde des affaires en Allemagne et aux États-Unis et d'autre part Hitler, le NSDAP puis le régime nazi. *Le big business*, c'est ainsi que Pauwels choisit de nommer le « grand capital », a soutenu Hitler de ses premiers pas en politique jusqu'à la guerre.



Transform ! n° 11

PAR CHANTAL DELMAS

Nous avons souhaité, dans ce numéro, rendre hommage à Eric Hobsbawm dont le travail a constitué un apport stimulant à la pensée de gauche. Nous reprenons un texte rédigé en 1998, pour une rencontre internationale organisée par Espaces Marx, à Paris, à l'occasion du 150^e anniversaire du *Manifeste*. Eric Hobsbawm nous propose un regard critique sur le *Manifeste Communiste* et montre la saisissante actualité de la pensée de Marx, notamment en ce qui concerne la représentation synthétique de la société de notre époque marquée par une profonde crise de civilisation.

Vous trouverez aussi un texte d'Erik Olin Wright concernant le compromis de classe. L'auteur aborde ce qu'il appelle le « compromis de classe positif ». Il examine divers types de compromis de classe et identifie les facteurs qui peuvent conduire à des résultats positifs du point de vue des travailleurs. Cette approche, qui ne peut nous laisser indifférents, invite au débat et à la confrontation.

Le dossier est consacré à des analyses concernant les défauts affectant les fondements mêmes de l'UE et les problèmes engendrés par le rôle dominant de l'Allemagne dans l'élaboration des politiques communautaires.

Après la progression électorale de la gauche alternative dans plusieurs pays, Christoforos Vernardakis analyse les élections du printemps dernier, en Grèce, comme le retour d'un vote de classe. Michael Brie, Gabriele Zimmer et Elisabeth Gauthier reviennent sur les défis auxquels ont à répondre les forces de gauche. Parmi eux, celui de l'Alter-Sommet, en juin 2013 à Athènes, dont l'ambition est double : transformer le rejet des politiques actuelles en une vaste lutte pour une alternative et traduire cette alternative en une politique pour changer le rapport des forces en Europe. Ce projet – soutenu par plus de 100 organisations, parmi lesquelles de nombreux syndicats européens et d'importants mouvements sociaux et réseaux comme

ATTAC – bénéficie du soutien de la CES. Les forces et personnalités politiques sont appelées à le soutenir et le Parti de la gauche européenne, avec son président Pierre Laurent, a répondu à cet appel. Transform! Europe participe activement à ce processus qui peut contribuer à l'articulation entre la gauche sociale, culturelle et politique et la lutte pour une nouvelle hégémonie.



« Comprendre la physique quantique »

Les Dossiers clés de la science, février 2013

PAR IVAN LAVALLÉE

La téléportation est-elle pour bientôt ? La réponse risque d'être cryptée, et surtout comme pour Alice, c'est le chat du Chester, ou plus exactement, là, celui de Schrödinger, chat mort et vivant tout à la fois, qui va vous répondre. C'est vraiment un très bon dossier que ce numéro spécial « Comprendre la physique quantique » du trimestriel *Les dossiers clés de la science*. Le titre de ce numéro n'est pas usurpé, c'est en montrant comment le quantique vint aux hommes en son historicité que l'auteur Charles Olivero nous fait entrer dans le monde de cette physique centenaire mais moderne. Des articles courts, bien construits, qui montrent comment en essayant de dissiper les deux petits nuages que sont le fait que la lumière se diffuse à la même vitesse dans toutes les directions et le problème du *corps noir*, sur une théorie ondulatoire apparemment solide et largement acceptée, s'est construite la mécanique quantique. Tout ou presque y passe. C'est Max Planck qui fait tout exploser et lance la grande aventure en créant le concept du *quanta* qui permet à Einstein d'élaborer la théorie du quantum de lumière et sa célèbre formule, à Bohr de nous fournir une nouvelle vision de l'atome, de comprendre la dualité onde-particule qui conduit au principe d'incertitude

La raison première de ce soutien est simple : la peur du communisme au lendemain de la révolution d'Octobre. Hitler promettait de vaincre le marxisme et de briser les reins des organisations politiques et syndicales de gauche. On comprend qu'un tel programme ait pu séduire de larges pans du grand patronat en Allemagne et en Amérique. L'argent coula donc à flot pour aider celui qui éloignerait le spectre soviétique des entreprises allemandes et des filiales des groupes américains en Allemagne.

La seconde raison est d'ordre économique. Le régime nazi allait faire grimper les profits du *big business* de façon vertigineuse. Comment ? D'abord par l'augmentation des commandes de l'État en vue de préparer la guerre. Ensuite, en diminuant les salaires, en allongeant la durée de la journée de travail et en recourant au travail gratuit des déportés de camp de concentration.

Le livre insiste aussi sur l'implication du capitalisme américain. Il a entretenu de cordiales relations avec le régime

une fois l'Allemagne entrée en guerre. La *Blitzkrieg* en Europe de l'Ouest puis l'opération Barbarossa en URSS ont bénéficié du soutien logistique des entreprises américaines. Les pétroliers américains pourvoyaient la *Wehrmacht* en essence, tandis que Ford fournissait les moteurs de camions.

Ce livre prend le contre-pied de nombreuses idées reçues actuelles relatives à cette période. Trois en particulier. 1) Le nazisme aurait été imposé par une clique de gangsters, Hitler et ses proches, extérieurs à la société allemande de l'époque. 2) Le peuple allemand serait tout entier et sans distinction responsable de la catastrophe nazie. 3) Le nazisme s'expliquerait par le soutien des classes populaires séduites par le programme socialiste du parti nazi. Ces trois récits ont ceci de commun qu'ils occultent totalement le rôle joué par les élites financières et industrielles, des deux côtés de l'Atlantique, pendant près de vingt ans.

d'Heisenberg nous interdisant de connaître simultanément la localisation et la vitesse d'un électron. Le dossier nous fait entrer dans la controverse EPR et nous rappelle que le « bon sens commun » ne nous est là d'aucun secours, qu'il faut s'en méfier en science, comme ailleurs sans doute. On est de plus invités à entrevoir ce qui est appelé *interprétation de Copenhague* du nom de la grande école de physique qui a fourni moult prix Nobel ainsi que les controverses et réponses qu'elle a suscitées. Les « à retenir » à la fin de chaque article permettent de fixer les idées et rappellent avantageusement quels furent les prix Nobel afférents aux différents physiciens. On s'étonnera toutefois que quelques grands noms, comme ceux de Landau, Lifshitz, Basov, Prokhorov et quelques autres ne soient pas même évoqués.



« Décoloniser les savoirs »

Mouvements, n° 72

PAR SHIRLEY WIRDEN

La parution n° 72 de la Revue *Mouvements* était placée sous le thème de la décolonisation, de l'internationalisation des débats et des luttes. Ce numéro a été coordonné par Jim Cohen et Seloua Luste Boulbina. Le premier est maître de conférences en France et aux États-Unis. Ses recherches portent sur les sources de la diversité ethnoraciale de la population états-unienne, minorités raciales et ethniques, les processus de racialisation et formes du racisme, les politiques publiques et modèles de lutte contre les discriminations, les migrations internationales/transnationales vers les États-Unis, les politiques d'immigration et les mouvements sociaux associés à l'immigration. La seconde, agrégée de philosophie, docteur d'État en sciences politiques et directrice de programme au Collège international de philosophie, s'est spécialisée dans les questions post-coloniales. Elle a publié deux livres : *Le singe de Kafka et autres propos sur la colonie* aux éditions Parangon en 2008 et *Les Arabes peuvent-*

ils parler ? aux éditions Blackjack en 2011. Leurs parcours sont révélateurs de l'équipe qui a travaillé pour cette parution, ainsi que de la couleur d'ensemble du numéro.

Le dossier rappelle l'actualité des questions postcoloniales : la décolonisation n'est pas une période historique bien déterminée, mais elle est toujours en cours. La décolonisation est un processus encore en action, comme interminable. Plusieurs chercheurs et universitaires se sont ainsi retrouvés dans ce numéro pour broser divers sujets, divers thèmes, divers discours où la « colonialité » se mêle encore. C'est un numéro qui s'engage, qui proteste et propose. Pourquoi s'intéresser à la décolonisation des savoirs ? Les discriminations, le racisme, les discours et actes coloniaux sont encore présents et se transforment. Ils sont toujours en mouvement et ce numéro a pour but d'analyser ces transformations. Les expositions du quai Branly, les institutions, la place des femmes, la transmission des savoirs, les pratiques politiques sont par exemple soumis à une analyse fine qui met au jour leur colonialisme ancré, sous couvert de décolonisation. Ces réflexes coloniaux se sont immergés dans les savoirs, dans toutes les strates de la société. L'enjeu est double : épistémologique et politique.

De grands noms sont évoqués dans ce numéro, s'appuyant ainsi sur les luttes du XX^e siècle : Frantz Fanon, Edward Saïd, Édouard Glissant, pour ne citer qu'eux. Ainsi, *Mouvements* s'inscrit dans une lignée de penseurs et dans la continuité d'une lutte à mener contre l'occidentocentrisme, contre la hiérarchie des cultures, des peuples, des hommes entre eux.

Parcourant les diverses régions du monde, *Mouvements* a tâché de concocter une analyse matérialiste des effets encore vifs du colonialisme dans les savoirs et pratiques et prône clairement son programme de décolonisation au fil des plumes toujours plus fines.

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF,
responsable national du projet
projet@pcf.fr

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT



Xavier Compain
xcompain@pcf.fr

CULTURE



Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



Jean François Tealdi
Média et communication
Jean-françois.tealdi@france3.fr

DROITS ET LIBERTÉS



Fabienne Haloui
Droits des personnes et libertés -
Migrants - Racisme et discriminations
fabienne.haloui@wanadoo.fr



Danièle Leball
Droits des personnes et libertés -
Migrants - Racisme et discriminations
danielle.leball@orange.fr



Ian Brossat
LGBT
ibrossat@yahoo.fr

DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME



Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com

ÉCOLOGIE



Hervé Bramy
Environnement
hbramycg93@wanadoo.fr



Pierre Mathieu
Transports
pmathieu@cr-champagne-ardenne.fr



Valérie Goncalves
Énergie
val.goncalves@free.fr

ÉCONOMIE ET FINANCES



Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



Catherine Mills
Économie et politique
catherine.millsaffif@gmail.com

ÉDUCATION



Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE



Anne Mesliand
amesliand@orange.fr

JEUNESSE



Isabelle De Almeida
Responsable nationale adjointe
du projet
idealmeida@pcf.fr

MOUVEMENT DU MONDE



Jacques Fath
jfath@pcf.fr

PRODUCTION, INDUSTRIE ET SERVICES



Alain Obadia
Industrie - Services publics
alain.obadia@orange.fr



Yann Le Pollotec
Révolution numérique
yann.le.pollotec@wanadoo.fr



Sylvie Mayer
Économie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr

PROJET EUROPÉEN



Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr

RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS



Pierre Dhareville
Réformes institutionnelles - Collectivités
locales
pdhareville@bdr13.pcf.fr



Annie Mazet
Laïcité et croyants
anniemazet@wanadoo.fr



Fabien Guillaud Bataille
Sécurité, police
fabiengb@gmail.com



Nicole Borvo Cohen-Seat
Institutions, justice
n.borvo@pcf.fr

TRAVAIL, EMPLOI



Véronique Sandoval
Travail - Droit du travail - Chômage,
Emploi - Formation, insertion - Pauvreté
sandoval_ve@yahoo.fr

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE



Jean-Luc Gibelin
Protection sociale - Retraites et retraités
- Autonomie, handicap - Petite enfance,
famille
jean-luc.gibelin@orange.fr

SPORT



Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr

VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



Stéphane Peu
Logement
stephane.peu@ville-saint-denis.fr



Pascal Bagnarol
Ruralité
pbagnarol@wanadoo.fr

Liste publiée dans **Communistes** du 13 mars 2013

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Pierre Laurent
Responsable
national
du projet



**Guillaume
Quashie-Vaclin**
Rédacteur
en chef



**Noëlle
Mansoux**
Secrétaire
de rédaction



**Amar
Bellal**
Sciences



**Gérard
Streiff**
Combat d'idées



**Marine
Roussillon**
Pages
critiques



**Nicolas
Durent**
Mouvement
réel/Regard



**Alain
Vermeersch**
Revue des
média



**Corinne
Luxembourg**
Production
de territoires



Léo Purguette
Travail de
secteurs



Côme Simien
Histoire



**Renaud
Boissac**
Collaborateur



**Étienne
Chosson**
Regard



**Michaël
Orand**
Statistiques



**Frédéric
Coyère**
Mise en page
graphisme

COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 MARS 2013 : Pierre Laurent (responsable national), Isabelle De Almeida (responsable nationale adjointe), Marc Brynhole, Olivier Dartigolles, Jean-Luc Gibelin, Isabelle Lorand, Alain Obadia, Véronique Sandoval.